



LUXDEV

RAPPORT ANNUEL 2010

DOSSIER SPÉCIAL

Renforcer l'efficacité
de l'aide au développement

REPORTAGE PHOTO

THÈME : MON DÉVELOPPEMENT

INTERVIEWS

GASTON SCHWARTZ
NICOLAS TASCH



SOMMAIRE

05 mot du président et du directeur

08 **DOSSIER SPÉCIAL**
RENFORCER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

28 reportage photo

38 les projets

119 **RÉCAPITULATIF PAR PAYS**

interviews

122 Gaston Schwartz

124 Nicolas Tasch

126 finances



mot du président et du directeur

Obtenir des résultats durables sur le développement !

Du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011 aura lieu à Busan, en Corée du Sud, le 4^e forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Cet événement planétaire permettra aux décideurs des pays donateurs et des pays en développement de faire le point sur les progrès accomplis sur le chemin de l'efficacité depuis Rome (2003), Paris (2005) et Accra (2008) et de construire un nouveau consensus sur l'aide publique et sur son rôle spécifique dans le processus de développement. Ce rendez-vous mondial constituera l'opportunité ultime de réaffirmer et de concrétiser les engagements respectifs en vue de s'approcher de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, puisqu'il est désormais établi qu'ils ne pourront être atteints complètement.

Bien sûr, l'Aide publique au Développement (APD) ne fait pas le développement ! Mais il est reconnu qu'elle peut y contribuer substantiellement en agissant comme catalyseur. Ce constat n'enlève d'ailleurs rien à notre responsabilité d'améliorer la qualité de nos organisations et de leurs prestations. Cette quête de la qualité et de l'efficacité passe par notre capacité à établir des partenariats solides et équilibrés.

Un défi pour tous les acteurs de la coopération

Depuis 2002 et le consensus de Monterrey sur le financement du développement suivi par le premier sommet de haut niveau de Rome, l'ensemble des partenaires du développement ont investi des efforts considérables pour augmenter les volumes et améliorer l'efficacité de l'aide. Reconnaisant le bilan mitigé de 30 années de coopération au développement, ils se sont d'abord attachés à favoriser l'harmonisation entre les bailleurs. Ensuite, par la Déclaration de Paris (2005), ils se sont engagés à s'attaquer sérieusement aux autres principes qui fondent l'efficacité de l'aide, en particulier à l'appropriation et à l'alignement.

Faire plus et faire mieux ! Tels furent les slogans des années 2000.

Mais la crise financière et la crise économique sont passées par là. Réorganisations et coupes budgétaires se sont multipliées. « Faire avec moins » risque de devenir le nouveau cadre de référence.

Heureusement, le Luxembourg poursuit son engagement ambitieux tant en terme quantitatif qu'en terme qualita-

tif. Avec une APD de 1.09% du revenu national brut, le Luxembourg fait partie des cinq pays qui ont continué à dépasser l'objectif de 0.7% fixé par les Nations Unies et se situe en 1^{re} position des États membres de l'Union européenne et en 2^e position derrière la Norvège (1.1%).

LuxDev : s'adapter de manière proactive aux défis du futur

S'adapter !

Traduire les orientations politiques et stratégiques et les ambitions de la Coopération luxembourgeoise en modalités pratiques orientées vers les résultats.

Permettre à nos partenaires du Sud de remplir les missions que leur fixe l'État.

LuxDev a bien compris les enjeux spécifiques auxquels elle doit répondre en tant qu'Agence opérationnelle. En redéfinissant sa mission pour la centrer sur le renforcement des capacités et en développant sa Vision 2012, l'Agence s'est donnée un cadre de référence clair.

Notre ambition est que chaque organisation partenaire avec qui nous aurons établi un accord opérationnel puisse témoigner, à l'issue de l'intervention, que non seulement les résultats ont été atteints, mais que l'organisation en ressort grandie : plus efficace, plus performante, plus compétente !



Gaston SCHWARTZ
Directeur Général

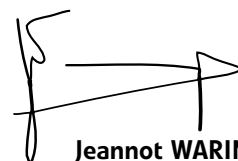
LuxDev : une identité visuelle qui reflète notre capacité d'adaptation



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement

Notre nouvelle identité visuelle, 100% *home made*, allie continuité et innovation. Le symbole se reconnaît au premier coup d'œil et les changements apportés permettent au logo de trouver sa place lorsqu'il doit figurer aux côtés de ceux de nos partenaires et de nos pairs. Notre Agence a ainsi voulu refléter l'affirmation de son identité dans une dénomination courte et compréhensible dans toutes nos langues de travail. En adoptant la marque «LuxDev», nous n'avons finalement fait qu'entériner le nom que nos partenaires du terrain nous ont attribué depuis longtemps.

Notre rapport annuel 2010 vous invite à prendre connaissance des efforts déployés par LuxDev pour donner corps aux engagements internationaux souscrits par le Luxembourg et pour être capable de faire face à des situations complexes en concluant des partenariats multiples et adaptés. Notre Agence a en effet conçu et déployé différentes modalités comprenant des outils diversifiés et pragmatiques qui nous permettent d'apporter des réponses adaptées à nos partenaires de terrain. ■



Jeannot WARINGO
Président du Conseil d'Administration



RENFORCER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Une volonté commune de tous les bailleurs et pays partenaires

LuxDev sur le chemin de l'efficacité

Rome (2003), Paris (2005), Accra (2008)... et bientôt Busan (2011) : un long parcours de huit années à la recherche de l'efficacité suivi par LuxDev, comme par tous ses pairs de l'aide publique au développement. Qu'il ne s'agissait pas seulement de réaliser des investissements, mais qu'il convenait avant tout de travailler sur le renforcement des capacités, nous l'avions complètement intégré et nous avons d'ailleurs déjà modifié en conséquence notre *mission statement* dès 2008. Renforcer les institutions et les organisations, les doter de ressources humaines compétentes, mettre à leur disposition les moyens financiers et matériels afin qu'elles soient en mesure de réaliser elles-mêmes les fonctions que leur donnent leurs États, telles sont dorénavant nos missions assumées.

Encore fallait-il que l'Agence se dote des outils opérationnels qui lui permettent d'exercer ses nouveaux métiers.

Déclaration de Paris (2005)

Cinq principes pour une meilleure efficacité

La Déclaration de Paris retient cinq principes devant guider les actions des donateurs et partenaires :

L'appropriation signifie que les pays partenaires exercent une réelle maîtrise de leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action à l'appui du développement.

L'alignement recommande que les donateurs fassent reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires.

L'harmonisation vise à ce que les actions des donateurs soient mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective.

La gestion axée sur les résultats signifie que les ressources et les processus de décision sont orientés vers l'obtention de résultats et non plus sur la mise en œuvre des intrants.

La responsabilité mutuelle stipule que les donateurs et les pays partenaires sont conjointement responsables des résultats obtenus en matière de développement.

Des indicateurs de progrès ont été définis pour chacun des cinq principes. Ils offrent un cadre permettant de concrétiser les responsabilités et les obligations de reddition de comptes énoncées dans la Déclaration de Paris et ils sont régulièrement suivis par le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE.

Les Accords de Partenariat opérationnel

Quand la possibilité existe et que l'effet escompté sur l'efficacité et le renforcement des capacités est positif, LuxDev cherche dorénavant systématiquement à confier à ses partenaires la mise en œuvre des actions de développement. Cette démarche suppose de transférer des responsabilités que l'État luxembourgeois a confiées à l'Agence vers ses partenaires. Ce transfert se réalise par la conclusion d'Accords de Partenariat opérationnel (APO) qui ont été progressivement mis en place à partir de 2009.

Le dispositif APO s'inscrit dans la famille des modalités d'octroi de l'aide sur la base de la gestion déléguée au sein de l'approche projet. Par le transfert de la responsabilité pour la mise en œuvre d'un ou de plusieurs volets des projets aux partenaires des pays d'intervention, l'APO poursuit des objectifs préconisés par la Déclaration de Paris et l'AAA : le renforcement des capacités des partenaires, la responsabilité mutuelle, l'amélioration de l'appropriation

de l'aide et l'alignement de l'aide luxembourgeoise aux procédures et systèmes des pays partenaires.

Le défi que le dispositif lance aux collaborateurs de LuxDev est de trouver le juste équilibre entre la délégation des responsabilités envers les partenaires, tout en gardant suffisamment de contrôle pour répondre aux obligations de redevabilité envers son propre mandant, l'État luxembourgeois.

Un APO est mis en place quand certaines conditions minimales sont réunies, notamment concernant le statut juridique du partenaire, sa capacité de gestion administrative et financière, ses systèmes de contrôle, d'évaluation et de gestion de la qualité, etc. À cet effet une étude préalable est réalisée, qui sert à la fois à déterminer si l'APO est une solution envisageable dans le cas en question et à identifier les mesures d'accompagnement et de contrôle nécessaires.

Le dossier présenté ci-après illustre la mise en œuvre de cette modalité qui représente un pas en avant pour la Coopération luxembourgeoise sur le chemin du respect de ses obligations internationales visant l'efficacité de l'aide, bien qu'elle reste intrinsèquement liée à l'approche projet.

Le programme d'Action d'Accra (2008)

Les trois axes d'amélioration

L'appropriation par les pays bénéficiaires. Ils doivent davantage avoir la maîtrise de leurs politiques de développement et y associer leurs parlements et leurs citoyens. Les donneurs sont appelés à les soutenir en investissant dans leurs ressources humaines et leurs institutions, en ayant davantage recours aux systèmes nationaux pour acheminer l'aide et en améliorant la prévisibilité des apports.

Des partenariats plus efficaces et davantage ouverts à tous. Avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs (pays à revenus intermédiaires, fonds mondiaux, secteur privé, société civile), les efforts de gestion et de coordination doivent être renforcés.

L'obtention de résultats et la communication. Les citoyens et contribuables de tous les pays attendent que les efforts déployés produisent des résultats tangibles. Les effets positifs des actions menées sur les conditions de vie des populations doivent être démontrés et les partenaires rendent mutuellement compte des résultats obtenus.



© SIP / Charles Caratini

Mme Aurora Acuña, Directrice des Services touristiques et de Protection des Touristes, INTUR



La Route du Café au Nicaragua: appui à la stratégie nationale et développement de synergies

Le projet NIC/022 vise à encourager le développement socio-économique durable et à promouvoir la création d'emplois, par un appui au secteur du tourisme dans la région nord du Nicaragua (départements de Nueva Segovia, Madriz, Estelí, Matagalpa et Jinotega).

Dans le cadre de ce projet, LuxDev a signé un Accord de Partenariat opérationnel avec l'INTUR, dont la fonction est de déterminer et faire appliquer la politique nationale en matière de tourisme.

Mme Aurora Acuña, Directrice des Services touristiques et de Protection des Touristes, INTUR

“ LuxDev a confié à l'INTUR l'exécution de plusieurs composantes importantes, en particulier les investissements en infrastructures touristiques publiques (pour 1.7 millions USD, soit environ 1.25 millions EUR), les crédits aux micro et petites entreprises touristiques (1.2 millions USD) et la formation des ressources humaines (420 000 USD). De fait, 53% de

la contribution de la Coopération luxembourgeoise ont été exécutés dans le cadre de délégations directes à l'INTUR. ”

Constituer des alliances stratégiques

“ L'INTUR, en tant qu'entité rectrice n'est pas intéressée à exécuter directement des projets, mais à créer des alliances stratégiques avec des organisations capables d'apporter une véritable valeur ajoutée au travail institutionnel. C'est avec cette motivation que l'INTUR collabore avec les mairies de 30 communes pour la réalisation d'infrastructures publiques telles que des parcs, des musées ou des équipements touristiques dans les zones protégées. De la même façon, l'INTUR a signé un contrat avec une banque de la place pour la gestion du fonds de crédit en faveur des micro et petites entreprises, ainsi qu'un contrat quadripartite (INTUR, LuxDev, Institut national de Technologie [INATEC], École nationale d'Hôtellerie [ENAH]) très positif pour la formation du personnel des entreprises de tourisme. ”

Renforcement institutionnel

“ Le transfert de compétences vers l'INTUR, de la part non seulement de la Coopération luxembourgeoise mais aussi de la Coopération espagnole ou de la Banque interaméricaine pour le Développement, nous a obligé à revoir notre organisation institutionnelle. En particulier, nous avons créé une Direction des Projets pour, précisément, pouvoir coordonner les différentes initiatives comme les routes touristiques. La Direction des Services touristiques et la Direction de la Planification ont professionnalisé et étendu leurs actions. L'INTUR se renforce en tant qu'entité rectrice et développe ainsi sa capacité de coordination. C'est fondamental pour le futur du Nicaragua. Nous ne souhaitons pas des projets isolés et non coordonnés, mais promouvoir une vision-pays qui permette la conception d'une bonne stratégie nationale.

En assumant les responsabilités de Directrice des Ressources touristiques, mon effort a surtout porté sur le changement de mentalité: il nous fallait passer d'un INTUR qui exécute à un INTUR qui facilite. Nous sommes des facilitateurs et nous devons développer des synergies qui appuient notre plan de travail, entre les apports nationaux et les financements internationaux. Ce n'est pas tant l'exécution qui importe, que notre capacité à créer un cadre global qui permette les synergies. Ceci s'obtient par le biais de la sensibilisation et au bout du compte c'est toute l'équipe technique qui s'approprie la nouvelle stratégie. Le cas d'école est celui de la formation professionnelle et de l'alliance entre l'INTUR, l'INATEC et l'ENAH. ”

M. António Tavares, Directeur administratif et financier ▶



Mme Jussara Matos, Directrice du Département de l'Emploi, IEFP ▶



Au Cap-Vert, les APO avec l'IEFP renforcent l'autonomie, la responsabilité et l'appropriation

Le projet CVE/071 « Appui au Programme national d'Emploi et de Formation professionnelle » est un projet d'envergure nationale qui a pour objectif de consolider et d'articuler l'enseignement technique et la formation professionnelle afin de créer des opportunités de formation et d'emploi répondant aux besoins du marché du travail au Cap-Vert.

LuxDev a signé cinq Accords de Partenariat opérationnel avec l'**Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (IEFP)**. Les trois principaux concernent la réalisation d'une étude d'impact de l'IEFP, l'appui au système de Bourses Premier Emploi*, et la campagne de promotion de la formation technique professionnelle.

M. António Tavares, Directeur administratif et financier, et Mme Jussara Matos, Directrice du Département de l'Emploi, IEFP

“ Avec la signature des APO, l'IEFP a obtenu plus d'autonomie dans la gestion des fonds, plus de responsabilité

dans la mise en œuvre des activités, ainsi qu'une plus grande appropriation des activités et résultats.

Une motivation importante a été de pouvoir bénéficier de fonds suffisamment importants pour pouvoir non seulement améliorer les services de l'Institut, mais également bénéficier d'une autonomie et d'une indépendance non négligeables pour pouvoir réaliser les activités prévues. ●●

Un investissement pour le long terme

“ À court terme, les APO sont moins efficaces que l'approche projet, en raison de la faible capacité de gestion du partenaire. Une unité de gestion de projet pourrait en effet mettre en œuvre les activités plus rapidement. Cependant, sur le long terme, le renforcement des capacités nationales et le savoir-faire acquis pendant la mise en œuvre de l'APO permettent d'accroître l'efficacité de l'institution et d'améliorer la durabilité du dispositif.

La signature des APO a entraîné un plus grand volume de travail pour l'IEFP et a requis l'engagement d'un nombre non négligeable de personnes. Ceci s'explique non seulement par les besoins liés à la mise en œuvre de l'instrument lui-même, mais aussi à l'accroissement du volume d'activité qu'il a permis, comme dans le cas des Bourses Premier Emploi dont le nombre a été multiplié par huit en trois ans : 573 boursiers ont trouvé un stage en 2010, dont 270 ont pu s'insérer sur le marché du travail, alors qu'on ne comptait qu'environ 70 boursiers en 2008. ●● ■

*Dispositif de Bourses Premier Emploi

Le programme de Bourses « Premier Emploi » est destiné aux jeunes chômeurs ayant bénéficiés d'une formation professionnelle et vise à leur donner l'opportunité d'acquérir une première expérience professionnelle en entreprise à l'issue de cette formation.



Le Programme d'Appui au Secteur de la Santé au Laos: les APO ont permis de mettre en place une véritable approche programme

Le projet LAO/017 a pour objectif d'appuyer le Ministère de la Santé laotien pour mettre en œuvre la stratégie à long terme du secteur visant à déployer des services de santé de qualité et à les rendre accessibles à une plus grande partie de la population laotienne, en particulier les personnes les plus pauvres, les populations à risque et celles qui vivent dans les zones reculées ou difficiles d'accès. Le projet intervient au niveau central et dans trois provinces.

Dans le cadre de ce projet, LuxDev a signé cinq Accords de Partenariat opérationnel (APO) avec les services de santé des provinces de Khammouane, Bolikhamxay et Vientiane, ainsi qu'avec le Centre national du Programme élargi de Vaccination et le Centre national d'Approvisionnement en Médicaments. Il a eu recours aux services d'une équipe de consultants extérieurs pour réaliser l'étude de faisabilité et préparer la mise en place des APO.

M. Thomas D'Agnes, Consultant

“ La mise en place des APO a été le moyen de passer d'une approche projet à une approche programme, dans laquelle les partenaires laotiens disposent non seulement des moyens financiers, mais aussi programmatiques et organisationnels, leur permettant de mettre en œuvre la politique sectorielle de santé.

Dans une première étape, nous avons réalisé une étude de faisabilité sur la

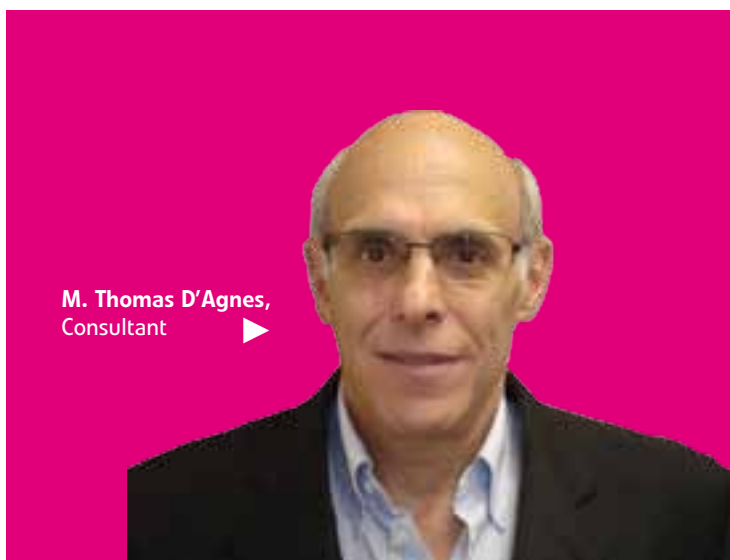
base du questionnaire élaboré par le siège de l'Agence. Dans un second temps, nous avons élaboré les APO d'une durée de deux ans chacun, en utilisant une approche programme qui spécifie les résultats à atteindre, les tâches à exécuter et les livrables à produire. ”

Renforcer l'organisation et la gestion

“ L'étude de faisabilité a fait apparaître des besoins en renforcement de l'organisation et de la gestion. Par exemple, dans les services départementaux de la santé, il n'y avait pas une personne clairement identifiée disposant de l'autorité organisationnelle. Il a fallu réorganiser les structures, afin que les responsabilités soient prises par le « *senior management* ». De même, le suivi-évaluation

était inadéquat et a dû être redéfini. Enfin, la gestion financière était trop faible et il a fallu re-concevoir le dispositif de gestion des fonds, en respectant les trois étapes de versement d'une avance, de liquidation et de réapprovisionnement. Ces changements ont été faits de façon consensuelle, tant au niveau des provinces qu'au niveau central. ”

“ Le dispositif des APO mis en place par LuxDev pourrait devenir un modèle d'appui programme décentralisé, en ce qui concerne les mécanismes de flux financiers vers les provinces, la formation et le renforcement des capacités, et les procédures. L'avantage comparatif de la Coopération luxembourgeoise est sa grande souplesse et sa capacité à innover. ”



M. Frank Haegeman,
Assistant technique,
projet LAO/017



M. Frank Haegeman, Assistant technique, projet LAO/017

Une méthodologie participative

“ La phase préparatoire a porté sur la traduction et la simplification de la documentation de LuxDev sur les APO. Les services de santé des trois provinces ont été associés de manière participative à l'étude préalable qui a été menée par le consultant extérieur, ce qui a facilité l'analyse des carences

organisationnelles. Un atelier de trois jours avec les provinces concernées a permis d'élaborer un accord de principe sur les principales implications de l'approche proposée pour mettre en œuvre les APO, et sur les responsabilités respectives du projet et de chaque Service de Santé provincial (SSP). Une feuille de route a été adoptée : les SSP devaient publier des décrets pour renforcer leur organisation et le projet fournissait l'assis-

tance technique pour développer un manuel de gestion financière et de directives comptables, ainsi que pour former et encadrer les utilisateurs.

Des ébauches d'APO ont été discutées et amendées par les SSP et la version finale a été approuvée par LuxDev. L'ensemble du processus a pris environ neuf mois et les parties prenantes espèrent que cette longue et ardue période de préparation va permettre une exécution efficace. ” ■■■



La démarche de LuxDev: anticipation, adaptation et pragmatisme

Tenant compte des nouvelles orientations de la coopération internationale, LuxDev a adopté une approche pragmatique pour répondre aux évolutions de son métier.

La démarche qualité entreprise dès 2004, qui a abouti en 2005 à la certification ISO 9001-2000 de l'Agence, lui a permis de se doter d'outils structurant son activité et de disposer d'un cadre de réflexion et d'analyse. La démarche qualité a aussi eu un impact fort sur sa culture organisationnelle. LuxDev est passée d'une organisation mettant en œuvre des projets et gérant des contrats, à une véritable agence de développement capable de réfléchir sur son métier et ses modes d'action.

En 2008, l'Agence s'est dotée d'une Direction Expertise et Qualité qui a renforcé la réflexion stratégique.

Dans la suite logique de la démarche qualité, LuxDev a mené un travail sur sa mission en tant qu'agence de développement, qui l'a amenée à se positionner comme un partenaire fiable de l'État luxembourgeois pour la mise en œuvre de sa politique de développement. De la même manière, LuxDev se veut un partenaire fiable sur le terrain et cherche à maîtriser et à adapter les différentes approches et modalités de coopération. Au plan international, LuxDev participe aux réflexions menées par ses pairs et s'intègre activement dans les réseaux internationaux¹. Ces orientations se reflètent notamment dans les objectifs stratégiques de LuxDev pour la période 2010-2012 (Vision 2012).

Les Accords de Partenariat opérationnel (APO) et l'appui-programme sont deux nouvelles modalités qui reflètent l'adaptation aux nouvelles exigences internationales. La conception et la mise en place des APO n'a pas seulement nécessité une réflexion sur

la manière de répondre aux nouvelles exigences internationales, elle a aussi amené l'Agence à revoir ses processus de contractualisation, à réévaluer la gestion des risques, à adapter ses procédures comptables et financières d'ordonnancement, de reddition des comptes et d'audit, de même que ses dispositifs de suivi et de rapportage, avec au final, une modification des responsabilités assumées par l'Agence dans l'exécution des interventions.

Cette évolution n'est certainement pas terminée et LuxDev continue de réfléchir aux futurs modes de délivrance de l'aide au développement. L'Agence se doit de renforcer ses propres capacités et de poursuivre l'adaptation de ses processus internes.

¹ LuxDev, Plaquette de présentation de l'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement, 2009, 16 p.



M. Adama Rouamba, Coordon-
nateur national du Programme
national – Plateformes multi-
fonctionnelles (PN-PTFM) ▶



Une nouvelle modalité : l'ap- pui à un programme d'accès à l'énergie au Burkina Faso

La Coopération luxembourgeoise apporte un appui à l'exécution du **Programme national – Plateformes multifonctionnelles** pour la lutte contre la pauvreté, dont l'objectif global est de consolider et d'élargir l'accès à des services énergétiques électriques de base décentralisés et abordables. Ces services constituent un moyen d'accroissement des revenus et d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base en faveur des populations rurales, notamment des femmes.

Cet appui se réalise à travers deux axes majeurs : le premier prend la forme d'une contribution directe à l'exécution du programme, via un panier commun alimenté par plusieurs bailleurs. Les décaissements se font par tranches, dans l'esprit de la fongibilité des fonds et de la primauté des règles et procédures nationales.

Le second axe est constitué par un appui technique à l'exécution du

programme. Sur demande de l'Unité de Coordination nationale du programme, LuxDev vient en appui au renforcement des capacités des acteurs du programme.

**M. Adama Rouamba, Coordon-
nateur national du Programme natio-
nal – Plateformes multifonction-
nelles (PN-PTFM)**

“ La démarche d'ensemble répond à l'esprit de la Déclaration de Paris, conforme aux ambitions du Burkina Faso. À ce titre les avantages escomptés sont multiples : une responsabilisation du pays, une plus grande fluidité dans l'exécution des activités du programme et un renforcement des capacités des acteurs du programme.

Cet exemple de partenariat devrait à notre sens faire école dans la mesure où les avantages tirés dès le début laissent augurer une plus grande efficacité d'intervention du programme sur le terrain. Au titre de l'année 2010, le PN-PTFM a fonctionné essentiel-

lement sur les déblocages de fonds provenant de l'appui luxembourgeois et plusieurs activités majeures ont pu être réalisées grâce à ce concours. Au-delà des activités ci-dessus, LuxDev a fortement contribué à la rédaction et à l'adoption du nouveau document de programme consacrant la deuxième phase 2010-2015. ”

Une démarche novatrice

“ Les difficultés ont été énormes parce que la démarche était nouvelle aussi bien pour LuxDev que pour les acteurs du programme. Des interrogations majeures se sont posées, comme la place de LuxDev dans l'exécution du programme, sa responsabilité, les modalités d'accompagnement (financier et technique), la redevabilité de la gestion des fonds alloués, etc.

Toutes ces contraintes ont pu être levées grâce à une meilleure communication et surtout à une communication au quotidien dans un esprit d'accompagnement et de partenariat véritable.

Les principales leçons que nous tirons de ce partenariat sont la responsabilisation des acteurs du programme dans la conduite des activités, la communication réussie entre les acteurs, la bonne écoute et la confiance établie.

En termes de recommandation, c'est que les deux parties puissent à un moment donné capitaliser cette démarche et pouvoir la communiquer comme un exemple réussi de partenariat aux deux gouvernements. ” ■

Au Sénégal, le programme de coopération luxembourgeois renforce les acteurs du développement local et de la société civile

La composante SEN/023 du programme Sénégal – Luxembourg a principalement pour objectif d’accompagner et de renforcer les capacités des acteurs du développement local. Elle intervient dans les trois régions qui constituent la zone de concentration du programme: Louga, Matam et Saint-Louis.

Le programme a signé des conventions d’exécution, précurseurs des Accords de Partenariat opérationnel (APO), avec de nombreux partenaires, notamment avec les agences de développement des trois régions concernées, et avec des organisations non gouvernementales représentant la société civile.

M. Alioune Blaise Mbengue, Directeur de l’Agence régionale de Développement de Matam

“ L’APO porte sur l’exécution du volet lié au renforcement des dispositifs et des mécanismes de concertation, de coordination et de suivi-évaluation au niveau régional et local.

Notre institution, l’Agence régionale de Développement (ARD) de Matam, est une structure mise en commun par les différents niveaux de collectivités locales de la région (région, communes et communautés rurales) dont elle constitue le bras technique. Les collectivités étant reconnues comme portes d’entrée des interventions en matière de développement local, elles ont été fortement impliquées dans la mise en œuvre des activités du PIC II.

Pour leur permettre de jouer leur rôle, les ARD ont souhaité bénéficier d’un appui pour accompagner la mise en œuvre du programme de coopération. Les avantages que nous espérons en tirer se résument pour l’essentiel au renforcement des capacités des ARD en tant que bras technique des collectivités locales. ”

Une rupture par rapport aux programmes antérieurs

“ La démarche adoptée dans le cadre du PIC II constitue une rupture de taille comparativement aux programmes antérieurs, en ce sens qu’elle a permis aux différents partenaires de pouvoir inscrire leur intervention dans le cadre d’une approche multi-acteurs et, surtout, elle a su donner aux acteurs locaux une place

importante en tant qu’agents de développement actifs dans la prise en charge de leurs préoccupations dans divers secteurs (santé, formation professionnelle, assainissement, environnement, gouvernance locale, etc.) ”

Renforcement des moyens et amélioration de la concertation

“ La mise en œuvre de la convention a permis aux ARD de renforcer leurs moyens d’intervention (véhicule, matériels informatiques et ressources humaines). Elle a également contribué à développer la concertation entre les collectivités, l’ARD, les communautés de base et les citoyens. Certaines collectivités ont ainsi pu mieux percevoir l’importance d’une structure comme l’ARD. Enfin, la convention a également per-

M. Alioune Blaise Mbengue,
Directeur de l’Agence régionale de Développement de Matam



M. Alpha Faye, Coordonnateur du Mouvement citoyen



mis aux ARD de financer des actions de développement pertinentes déjà identifiées avec les acteurs locaux, mais qui n'étaient pas mises en œuvre, faute de moyens financiers. ●●

M. Alpha Faye, Coordonnateur du Mouvement citoyen

“ Le Mouvement citoyen est signataire d'une convention d'exécution portant sur la mise en œuvre directe d'activités touchant l'appui aux groupes vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les nomades. La mise en œuvre effective de ces activités englobe plusieurs dimensions comme le renforcement des capacités, l'intermédiation, la mise en réseau, en plus des activités planifiées et faisant

l'objet de suivi-évaluation à l'interne et par les partenaires. ●●

L'efficacité de l'aide est améliorée

“ En intégrant les organisations de la société civile dans le dispositif de mise en œuvre, la Coopération luxembourgeoise a touché directement une cible (les plus vulnérables) par un mécanisme inclusif, de l'identification à la mise en œuvre des projets. Ensuite, en mettant côte à côte des acteurs d'horizons divers, la Coopération luxembourgeoise a réussi de mon point de vue à briser le mur de méfiance entre les acteurs étatiques, les communautés locales et la société civile qui commencent à comprendre qu'ils doivent travailler dans la complémentarité et la subsidiarité

dans l'intérêt des populations. Enfin, la convention signée avec le Mouvement citoyen a favorisé l'accessibilité et la cohérence dans l'aide fournie aux populations ciblées. ●●

Professionnalisation des activités

“ La mise en œuvre de la convention a induit de nombreux changements au niveau du fonctionnement du Mouvement citoyen. Il a élargi son rayon d'action et s'est mieux fait connaître auprès de vastes communautés. Il a pu nouer des partenariats et contacts avec divers acteurs. Des collectivités locales, des organisations communautaires de base sollicitent le Mouvement citoyen pour un appui/ accompagnement dans leurs interventions. Grâce à la convention, le Mouvement citoyen s'est davantage professionnalisé dans sa démarche par une capacitation de ses membres qui ont beaucoup appris au contact des communautés de base et des autres parties prenantes au PIC II.

Grâce à la convention, le Mouvement citoyen a élaboré des outils de gestion spécifiques au programme, mais qui sont également utilisables dans tous les autres projets de son portefeuille. L'appui institutionnel a aussi permis au Mouvement citoyen de se doter d'un équipement qui a considérablement augmenté ses capacités opérationnelles. ●● ■■■



La mise en place des APO répond aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide

Appropriation

L'institution partenaire est directement en charge de l'exécution des activités inscrites dans l'APO. Elle exerce une réelle maîtrise et assure la coordination de l'action. LuxDev n'intervient qu'en appui et l'aide, en cas de besoin, à renforcer ses capacités pour exercer son rôle.

Alignement

Il se concrétise à deux niveaux. Au niveau conceptuel, le partenariat opérationnel constitue un des éléments de la mise en œuvre d'un projet ou programme qui lui-même s'inscrit dans les politiques, stratégies et plans d'action nationaux. Au niveau opérationnel, la mise en œuvre du partenariat se fait en appliquant les dispositifs et procédures du partenaire, notamment en matière de gestion financière et de passation des marchés publics, qui sont ainsi renforcés. LuxDev dispose si nécessaire d'un droit de contrôle et de validation pour s'assurer que les procédures ont été respectées et que le principe de transparence a été appliqué.

Harmonisation

Si d'autres bailleurs interviennent dans le même secteur et avec le même partenaire, LuxDev s'intègre dans un partenariat opérationnel ou un dispositif existant (par exemple un fonds de développement régional ou sectoriel) ou cherche à développer un dispositif commun avec les bailleurs présents.

Gestion axée sur les résultats

L'APO fixe les résultats qu'il vise à atteindre, en accord avec la stratégie nationale du partenaire. Les signataires s'efforcent de mettre en place

un cadre de suivi-évaluation orienté vers les résultats (et non plus vers les moyens). Les indicateurs de performance sont également axés sur les résultats et s'intègrent au système de suivi et de rapportage du partenaire.

Responsabilité mutuelle

L'APO fixe les attributions respectives de LuxDev et de l'institution partenaire qui sont tous deux responsables des résultats obtenus. Cette responsabilité mutuelle suppose la transparence dans l'utilisation des ressources affectées, LuxDev étant chargée de justifier l'utilisation des fonds publics luxembourgeois auprès du Ministère des Affaires étrangères.

L'Agence a signé 120 Accords de Partenariat opérationnel depuis juillet 2009. Pour faire le point après 18 mois de mise en œuvre, elle a commandité, à la fin de l'année 2010, un exercice d'évaluation de cette modalité.

Le renforcement des capacités, une nécessité et une opportunité

La mise en œuvre des APO est étroitement liée au renforcement des capacités des partenaires. Pour être efficaces, les APO doivent pouvoir s'appuyer sur des partenaires nationaux pleinement opérationnels. L'étude préalable requise par LuxDev avant la signature d'un accord de partenariat permet d'identifier les besoins en renforcement des capacités de ses partenaires. Mais au-delà de constituer une réponse à la nécessité de disposer d'institutions fiables, le renforcement des capacités correspond surtout à une stratégie essentielle pour le développement des pays partenaires.

La Déclaration de Paris considère que «(l) a capacité de planifier, gérer et mettre en œuvre les politiques et programmes et de rendre compte de leurs résultats est un élément essen-

tiel pour la réalisation des objectifs de développement, depuis l'analyse et le dialogue jusqu'à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation. Le renforcement des capacités est une responsabilité qui revient aux pays partenaires, les donateurs ayant un rôle de soutien. Il doit s'appuyer sur des analyses techniques rigoureuses, mais aussi s'adapter à l'environnement social, politique et économique général, y compris à la nécessité de développer les ressources humaines.»

Dans un document de référence, l'OCDE montre que le développement des capacités va bien au-delà du renforcement des connaissances et du savoir-faire des personnes : il dépend fortement de la qualité des organisations dans lesquelles ces personnes travaillent. À son tour, le fonctionnement d'une organisation dépend de l'environnement dans lequel celle-ci agit, c'est-à-dire des structures de pouvoir et d'influence et des institutions. Le développement des capacités ne concerne donc pas seulement le savoir-faire et les procédures, il est aussi lié à un environnement favorable et à la gouvernance².

Le document de l'OCDE souligne également que le renforcement des capacités a longtemps été vu principalement comme un processus technique, basé sur le simple transfert de connaissances ou de modèles organisationnels du Nord vers le Sud. Une attention insuffisante a été accordée au contexte politique et social dans lequel s'inscrivent les efforts de développement des capacités. Ceci a conduit à trop mettre l'accent sur ce qui était perçu comme les « bonnes réponses », au lieu de s'intéresser aux approches qui correspondent le mieux au contexte du pays et aux besoins liés à une situation spécifique. Pour les mêmes raisons, une attention insuffisante a été accordée

² OECD, DAC Guidelines and Reference Series, The Challenge of Capacity Development : Working towards Good Practice, 2006

à l'appropriation des initiatives de développement des capacités par les pays bénéficiaires.

Les recommandations sur les voies à suivre portent notamment sur les points suivants :

- il est essentiel de définir en commun les résultats que le renforcement de capacités doit atteindre, avant de lancer une action de ce type ;
- le nouveau consensus sur le développement des capacités dégagé dans le cadre de la Déclaration de Paris doit devenir un thème central

du dialogue politique entre donateurs et pays partenaires ;

- aborder les facteurs systémiques qui freinent le renforcement des capacités à l'initiative des pays partenaires. Donneurs et partenaires doivent accorder plus d'attention à comprendre pourquoi l'environnement est peu porteur et ce qui pourrait être fait pour améliorer la situation ;
- intégrer totalement la formation et la création du capital humain aux réformes organisationnelles et aux changements institution-

nels nécessaires pour réellement mettre à profit les savoir-faire.

La conception des programmes devrait prendre pleinement en compte les aspects informels de la façon dont fonctionnent les organisations et comment elles sont influencées par leur environnement social et politique.



M. Guenther Mayer, Conseiller technique principal, auprès du Directeur national du projet VIE/023 ▶



Le travail préparatoire est essentiel pour garantir la bonne exécution des APO

Le projet VIE/023 « Développement local du District de Quang Dien au Vietnam » a pour objectif d'améliorer les conditions de vie de la population du district, en renforçant la capacité de gouvernance locale et en soutenant la production et les infrastructures sociales de base.

Le projet a signé un Accord de Partenariat opérationnel (APO) qui porte sur la création d'un **fonds de développement local, destiné à financer des projets d'infrastructure dans le district de Quang Dien**. Ce fonds est alimenté par des contributions du gouvernement vietnamien et du projet VIE/023.

Témoignage recueilli par **M. Guenther Mayer, Conseiller technique principal, auprès du Directeur national du projet VIE/023**

“ Les activités menées dans le cadre de l'APO sont le résultat d'un processus participatif de planification, ce qui signifie que les investissements en infrastructure proviennent des processus annuels de planification menés au niveau des villages et des communes. Le renforcement des capacités a permis de mettre en place

et d'assurer le processus participatif de planification, qui devient ainsi une procédure de routine de la planification annuelle des communes et districts. Le renforcement des capacités a été orienté vers les gestionnaires nationaux du projet et a couvert les aspects de planification des investissements, d'évaluation des propositions de projets, de même que les procédures d'acquisition. ”

Amélioration de l'efficacité

“ La mise en place de l'APO a permis d'améliorer l'efficacité du projet. Les deux partenaires planifient, gèrent et mettent en œuvre le fonds de développement local. Ils ont délégué le pouvoir de décision au Conseil de Gestion du District et au Conseiller technique principal du projet qui est le superviseur de l'APO. Il s'agit d'un système de prise de décision décentralisée et une stricte application des critères et processus qui permet de gérer le fonds de façon plus efficiente. La transparence crée la confiance et évite que ne se présentent des requêtes non justifiées.

Les déboursements du fonds et du projet en général respectent le chro-

nogramme et permettent d'obtenir de bons résultats. Les infrastructures sont réalisées sans retard et aucun sous-projet n'a connu d'échec jusqu'à présent. ”

L'importance de la préparation en amont

“ Le fonds de développement local n'a pas rencontré de difficulté de nature à menacer sa mise en œuvre. Ceci est dû principalement à la préparation intensive de l'APO et de son contenu.

Les difficultés rencontrées pendant la préparation portaient sur la définition de l'interface entre le processus participatif de planification locale et le fonds, sur les critères d'allocation du budget communal, le contrôle qualité et la cession du contrôle direct sur une part importante du budget pour LuxDev, le caractère innovant de l'approche, le ponctionnement des fonds auprès d'une banque plutôt que de la Trésorerie de l'État, la conformité avec les lois existantes et la traduction des exigences du document de projet en processus opérationnels. D'autres aspects comme les processus d'acquisition utilisés par le fonds, les modalités de rapportage et d'audit, de même que la standardisation des documents et procédures, ont aussi été traités.

Ces difficultés ont été surmontées par des consultations et discussions, tout d'abord au sein du projet et avec les autorités provinciales, ensuite avec le bureau régional de LuxDev à Hanoi et finalement avec le siège à Luxembourg. ” ■



Mme Mirna Edith Ruiz,
Directrice administrative
et financière du SILAIS de
Masaya

◀ Dr Silvio Navarro,
Directeur général du
SILAIS de Masaya

Au Nicaragua, l'appui intégré aux Districts sanitaires (SILAIS) permet de rapprocher les services de santé des communautés bénéficiaires

Le projet NIC/020 a pour objectif d'accroître la couverture et d'améliorer la qualité des services de santé fournis par les SILAIS (Système local de Soins de Santé intégraux) des départements de Masaya, Carazo et Rivas, dans le cadre de la déconcentration des services du Ministère de la Santé (MINSA). Il vise à renforcer l'organisation et la capacité de gestion des SILAIS, à améliorer la prestation des services et à améliorer les conditions qui permettent que des soins de qualité soient prodigués.

Le projet a signé des Accords de Partenariat opérationnel (APO) avec les SILAIS des trois départements concernés.

Dr Silvio Navarro, Directeur général du SILAIS de Masaya et **Mme Mirna Edith Ruiz**, Directrice administrative et financière du SILAIS de Masaya

Des avantages multiples

“ Les avantages découlant de la signature des APO sont multiples : la gestion administrative du SILAIS est renforcée et le travail est directement coordonné sous l'autorité et au niveau du SILAIS.

Les facilités financières dont nous avons la gestion nous ont permis de renforcer le travail et le réseau communautaires, avec des objectifs clairement définis en ce qui concerne le réseau des brigades de santé et les sages-femmes, en commun avec les infirmières et les auxiliaires des unités de santé.

Pour la composante VIH/SIDA, l'avantage stratégique a été le plus spectaculaire : le fait de pouvoir travailler avec un Plan opérationnel annuel unique, sous la coordination du

SILAIS, a été accepté par les autres partenaires et c'est une pratique qui va perdurer dans le futur, même en l'absence de fonds de la Coopération luxembourgeoise.

Grâce aux fonds disponibles dans la composante de médecine traditionnelle, des contacts fréquents entre la partie indigène et le personnel du MINSA sont devenus très fréquents, bien qu'il subsiste encore une certaine crainte de la culture indigène. Les deux parties sont fortement motivées et plusieurs tabous ont été brisés grâce au travail en commun.

La gestion directe a augmenté la transparence de l'usage des fonds. Ceci est un principe sacré. Le SILAIS a acquis une expérience importante en responsabilisation.

La mise en œuvre de l'APO a permis au SILAIS de se rapprocher des communautés et de ne pas seulement faire un travail de bureau. Ceci représente un changement structurel de ses activités. Le SILAIS a pu être plus souple et plus réactif dans ses actions en raison des plus grandes responsabilités qu'il a pu assumer et à une analyse plus approfondie de tous les aspects de son travail. ”

Quels aspects pourraient être améliorés ?

“ Les modalités de travail sont bonnes, il faudrait peut-être analyser plus en profondeur et avec un œil critique la programmation des activités à inclure, afin qu'elles soient plus durables.

La mise en œuvre de l'APO ne devrait pas être un motif pour réduire l'assistance technique, car celle-ci est une caractéristique forte de la Coopération luxembourgeoise lorsque nous la comparons à d'autres partenaires. Le besoin d'accompagnement critique est un aspect très important. ”

Renforcement des capacités: l'approche de LuxDev

Le renforcement des capacités constitue un axe majeur de la politique de la Coopération luxembourgeoise. Au cours des dernières années, on est effectivement passé d'une assistance technique ponctuelle à une vision plus large dans laquelle l'objectif à atteindre est de mettre en place des institutions capables de remplir pleinement le rôle qui leur est assigné.

Un exemple parlant est donné par le secteur de l'eau potable. Pendant longtemps, l'approche, notamment en Amérique centrale, a été de financer la construction de réseaux d'eau potable en fournissant une assistance technique chargée de mener les activités du projet: conception du réseau (en ayant recours aux services de bureaux d'études spécialisés ou aux compétences des services techniques du futur opérateur), gestion des marchés publics pour la construction des installations de production, stockage et distribution de l'eau, actions de promotion et sensibilisation de la population avec généralement le concours d'ONG locales et inclusion d'un volet

assainissement. Le fonctionnement et la gestion du réseau, une fois opérationnel, étaient confiés à l'institution publique nationale chargée de l'eau et de l'assainissement. Ce modèle a progressivement évolué avec l'intégration d'une composante de renforcement des capacités de gestion technique, financière et commerciale de l'institution nationale, pour garantir que les réseaux, une fois transférés, fonctionnent de manière satisfaisante et que leur durabilité soit assurée.

Le passage à cette étape ne s'est pas toujours fait sans résistance, car d'une part les institutions considéraient qu'elles disposaient des capacités de gestion suffisantes, et d'autre part elles ne souhaitaient pas qu'une entité extérieure vienne s'immiscer dans ce qu'elles considéraient comme leurs affaires internes.

Une étape supplémentaire a été franchie au Sénégal où le programme d'eau potable SEN/026 vient directement appuyer la mise en œuvre de la politique nationale, sans présence d'assistance technique, par le biais de conventions d'exécution (précurseurs des APO) qui confient l'ensemble des actions aux institutions nationales. La coordination du programme luxembourgeois intervient pour vérifier la conformité des procédures de passation de marchés, assure un suivi

des activités du projet dans le cadre de comités techniques de suivi et de coordination trimestriels et offre un appui au renforcement du dispositif national de suivi-évaluation. Pour sa part, le bureau régional de l'Agence est membre au comité sectoriel des partenaires techniques et financiers dont il a d'ailleurs assuré la présidence tournante.

Cet exemple illustre à la fois l'évolution des modes d'intervention, les difficultés qui peuvent surgir pour mettre en œuvre des actions de développement des capacités et de renforcement institutionnel, et l'importance qu'il y a à mener un dialogue politique et à clairement définir les objectifs d'une intervention. Au Sénégal, la mise en place des conventions d'exécution vient concrétiser les engagements internationaux de la Coopération luxembourgeoise: elle répond aux critères d'appropriation et d'alignement puisque ce sont les différents départements ministériels qui mettent en œuvre la politique sectorielle nationale, l'appui au dispositif de suivi-évaluation renforce la gestion par les résultats et contribue au renforcement des capacités et l'Agence participe au processus d'harmonisation avec les autres donateurs.



Au Laos, l'appui luxembourgeois est intégré aux dispositifs de planification et de budgétisation

Le programme LAO/021 « Amélioration de moyens de subsistance et de la gouvernance dans la Province de Bolikhamxay » est un **programme de développement local qui intervient dans trois des districts les plus pauvres du Laos**. Son objectif principal est de réduire la pauvreté des 40 000 personnes qui vivent avec moins de 0.5 EUR par jour. Le programme soutient le développement villageois, l'amélioration de l'administration publique et de la fourniture de services et le développement des infrastructures rurales.

En décembre 2010, LuxDev a signé un Accord de Partenariat opérationnel (APO) avec le Service provincial du Plan et de l'Investissement. Avec ce financement, qui porte sur une période de deux ans et un budget de 1.5 millions EUR, il est prévu de

construire 20 écoles, alimenter 15 villages en eau potable, créer trois marchés et construire 35 salles de réunions communautaires.

M. Bounma Bujaleun, Directeur du Service du Plan et de l'Investissement de la Province de Bolikhamxay

Alignement, appropriation et prévisibilité

“ L'idée de l'APO est d'avoir recours aux procédures normales et aux institutions du gouvernement laotien pour réaliser ces activités, plutôt que d'instaurer des dispositifs spéciaux pour la planification, la budgétisation et l'exécution. Cette approche a rendu le travail beaucoup plus facile parce que nous utilisons les procédures que nous connaissons déjà. Cela signifie aussi que nous pouvons intégrer l'appui luxembourgeois aux

stratégies, plans et budgets existants et donc mieux coordonner le travail de développement et prévoir la disponibilité des fonds. Cependant, un appui complémentaire est apporté par LuxDev pour renforcer la planification stratégique et introduire des mécanismes de protection socio-économique et environnementale dans le processus.

L'appui de la Coopération luxembourgeoise sera totalement intégré au cycle de planification du gouvernement laotien pour l'année fiscale 2011-2012. Pour les autorités provinciales, ceci est un exemple très concret d'adhésion aux intentions et principes des Déclarations de Paris et Vientiane. C'est pourquoi nous étudions maintenant la possibilité d'étendre les APO à d'autres composantes du programme LAO/021. ●● ■■■

M. Bounma Bujaleun, Directeur du Service du Plan et de l'Investissement de la Province de Bolikhamxay





Efficacité de l'aide et APO: les leçons apprises

Les témoignages recueillis auprès des institutions partenaires permettent d'ores et déjà de tirer des enseignements résultant de la mise en place des Accords de Partenariat opérationnel.

L'importance du travail préparatoire: les témoignages du Laos, du Vietnam et du Sénégal dans le cas du Mouvement citoyen soulignent tous l'importance que revêt la phase préparatoire. L'étude de faisabilité est essentielle pour définir, d'un commun accord, l'objet et les modalités de mise en œuvre des APO, de même que les responsabilités et attentes de chaque partenaire. Un travail préparatoire bien mené permet de resserrer les liens de confiance et constitue un gage de transparence pour la mise en œuvre des activités. La mise en place des APO permet aussi aux partenaires nationaux d'améliorer leurs propres procédures de gestion.

Le rôle de l'accompagnement et du renforcement des capacités reste primordial: plusieurs témoignages, notamment les projets de santé au Laos et au Nicaragua, soulignent l'importance que continue de revêtir l'assistance technique proposée par le Luxembourg. Bien que des moyens supplémentaires soient mis à la disposition des partenaires nationaux et que ceux-ci se trouvent en situation d'exercer des responsabilités accrues, les partenaires continuent d'apprécier l'accompagnement et l'apport en

savoir-faire de la Coopération luxembourgeoise.

Les APO mettent effectivement les partenaires en situation de responsabilité et constituent une réponse aux critères de la Déclaration de Paris: tous les témoignages soulignent que l'appropriation est renforcée et que les moyens mis à la disposition des institutions nationales leur permettent de mieux exercer leurs responsabilités, voir d'en acquérir de nouvelles. La prévisibilité et la fiabilité des financements sont nettement améliorées. Les actions sont en général plus orientées vers les résultats et répondent davantage aux besoins des populations bénéficiaires, grâce aux processus de planification participative qui sont mis en œuvre, tel que c'est le cas au Vietnam et au Laos. Les acteurs de la société civile, comme le Mouvement citoyen au Sénégal, sont également davantage impliqués dans les actions concrètes des programmes et ont professionnalisé leurs interventions. Au Cap-Vert, les fonds mis à la disposition l'IEFP, alliés à une assistance technique toujours présente, lui ont permis de réaliser un bond qualitatif et quantitatif important.

Les APO ne se substituent pas aux financements nationaux, mais viennent les compléter et les renforcer: il est donc important de maintenir la singularité de la contribution luxembourgeoise qui permet, tout en appliquant les stratégies et procédures

nationales, de répondre à des besoins spécifiques. Même dans le cas de l'appui à un programme au Burkina Faso, où les contributions de plusieurs donateurs alimentent un fonds commun, c'est essentiellement le financement luxembourgeois qui a permis au Programme national – Plateformes multifonctionnelles de fonctionner en 2010.

Les APO ne sont qu'une modalité parmi d'autres. L'appui-programme, le co-financement avec d'autres donateurs, la contribution à des fonds sectoriels ou régionaux constituent d'autres modalités que la Coopération luxembourgeoise peut mettre en œuvre pour répondre à des situations ou besoins spécifiques.

Plusieurs témoignages soulignent le caractère innovant et flexible de la Coopération luxembourgeoise. Il est important pour LuxDev de rester attentive, tout à la fois aux évolutions du contexte international dans le domaine de l'aide au développement, aux orientations politiques du gouvernement luxembourgeois et aux demandes qui émanent des pays bénéficiaires. L'Agence dispose de tous les outils nécessaires et de la volonté pour continuer de proposer des solutions innovantes et adaptées.



The vision of Train4Dev is to promote improved aid and development effectiveness for poverty reduction through enhanced donor harmonisation in the field of competence development and training.

Train4Dev's mission is to add value as facilitators of joint learning, open to donors and partners, in areas of high priority for aid and development effectiveness, by attaining the following objectives:

- developing and delivering of joint learning programmes;
- networking around specific thematic areas by making use of available resources;
- knowledge sharing and exchanging experiences on effective approaches to training and learning;
- promoting and sharing open courses within the network.

Train4dev is an open and flexible network in which all can contribute and personal involvement matters. All jointly developed training material is available as public goods.

Facilitating competency development together

A photograph of a dry, dusty landscape. In the foreground, there is a patch of dry, brownish-yellow grass and some small, leafless branches. A few green leaves are visible on the left side. In the background, there is a line of green trees under a blue sky with white clouds. The overall scene suggests a dry, arid environment.

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE





Stefanie Afonso
Cap-Vert

Pendant la brève «saison des pluies» des petites cascades éphémères se créent dans l'intérieur de l'île.

**Mathieu Reichling
Nicaragua**

Le thème de ce concours est «mon développement», je pense que dans ce contexte de développement, on devrait plus insister sur les personnes et leurs besoins, les mettre au coeur de tout projet. C'est pourquoi j'ai voulu ne mettre que des portraits de personnes, toutes du Nicaragua, car pour moi on devrait bien plus partir de l'humain pour construire un projet.



**Mathieu Reichling
Nicaragua**

À Masaya, au Nicaragua, en me baladant à la périphérie de la ville, je suis tombé sur cette petite puce.

A young Rom girl with dark hair is looking up towards a large, out-of-focus graphic of a blue eye in the background. The background is a soft, teal-colored wall with some light bokeh. The girl's face is partially visible in the lower right corner, looking up with a focused expression.

Xhemajli Mersina
Kosovo

*Young Rom girl following
course in alphabetisation*

Peter Kurt Hansen
Laos

Women crushing fermented
maize in traditional mill,
central Laos



Sophie Lafleur
Kenya

Le développement c'est
faire germer la vie. Ne pas
assister mais développer.
Chercher des solutions
adaptées afin d'aider les
gens à rester en milieu ru-
ral. Démarche écologique,
développement durable,
pour demain et pour les
générations suivantes.



Valérie Schneider
Mali

Savoir Faire

« Il ne suffit pas d'enranger les récoltes du savoir, du savoir-faire, ni de vendre les fruits du savoir-être et du savoir-devenir, encore faut il accepter de les offrir pour s'agrandir ensemble. » Jacques Salomé. Un artisan qui perpétue le métier de copiste et calligraphe. Le développement a besoin de garder aussi les savoir-faire qui expliquent qui nous sommes et d'où nous venons. »



Sánchez Arguello Alberto Antonio
Nicaragua

Salle de classe où seront dispensés des cours d'hôtellerie et de tourisme sur l'île de Big Corn Island. Cette salle se situe sur le terrain de l'école secondaire du Ministère de l'Éducation. Sur la photo, nous pouvons voir une élève pendant la récré aux abords du chantier de construction de la classe. L'image démontre la rencontre entre l'INATEC, le MINED et la Municipalité de Corn Island qui permettra aux futurs bacheliers de disposer de compétences nécessaires à leur développement professionnel.





Cathy Schmartz
Mali

Photo prise à Dakar, Sénégal. Faire des réflexions différenciant de celles des autres, voir les possibilités et non seulement les difficultés. Chercher des solutions créatives, comme par exemple comment pouvoir jouer au baby foot avec les copains alors que l'on est trop petit à priori pour pouvoir participer. Tout cela constitue, pour moi, une force nécessaire pour le développement.

gagnants du concours

Le podium :

- 1^{re} place : Stefanie Alfonso, Cap-Vert | p. 30
2^e place : Cathy Schmartz, Mali | p. 36
3^e place : Mathieu Reichling, Nicaragua | p.31 (haut)







BURKINA FASO
CAP-VERT
MALI
NAMIBIE
NIGER
RWANDA
SÉNÉGAL

FRIQUE



STATISTIQUES

274 200 km²

Superficie

29 %

Alphabétisation

3.095 %

Taux d'accroissement de la population

53

Espérance de vie à la naissance

16 241 800

Population

161/169

Indice de Développement Humain 2010

BURKINA FASO

Le Burkina Faso (anciennement Haute-Volta) a obtenu son indépendance de la France en 1960. Des coups d'État militaires répétés durant les années 1970 et 1980 ont été suivis par des élections multipartites au début des années 1990. L'actuel président Blaise Compaore est arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire en 1987 et a remporté toutes les élections depuis. Une forte densité de population combinée à des ressources naturelles limitées n'offre que de mauvaises perspectives économiques pour la majorité des burkinabés. Les troubles récents en Côte d'Ivoire ont entravé la capacité de plusieurs milliers de travailleurs saisonniers du Burkina Faso à trouver un emploi.

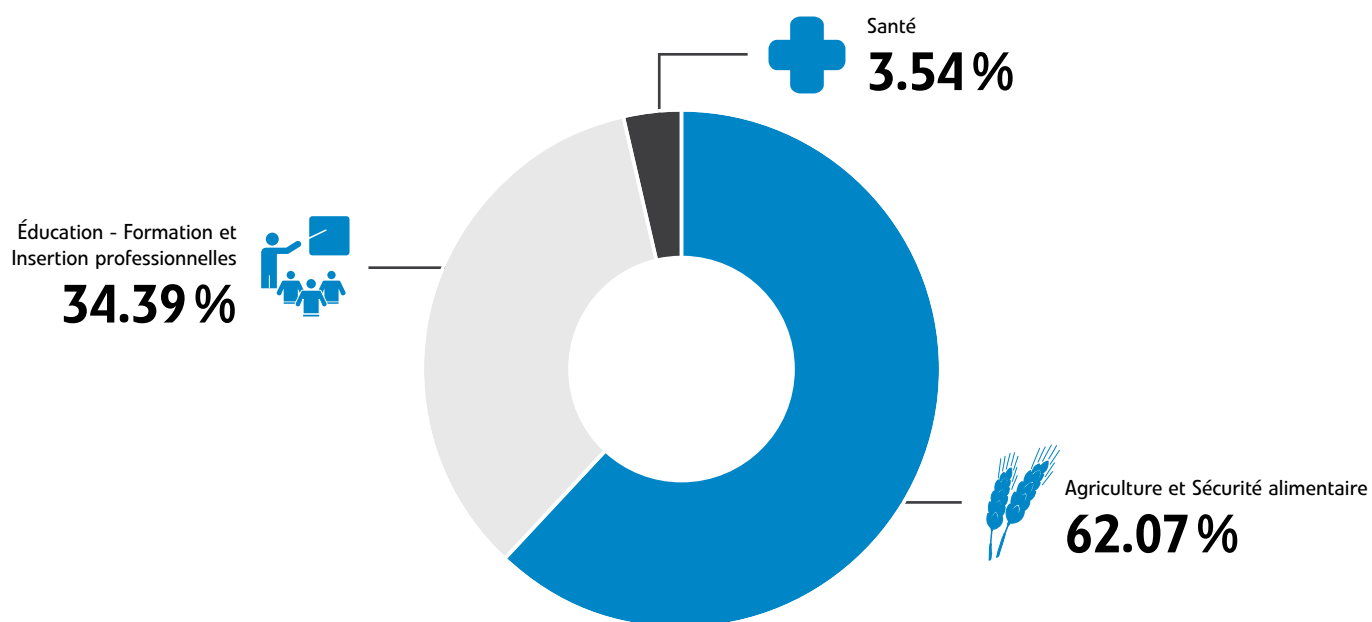
Le Burkina Faso est un pays enclavé qui dépend fortement des exportations de coton et d'or. Le pays a peu de ressources naturelles et une base industrielle très faible. Environ 90% de la population travaille dans l'agriculture de subsistance, qui est vulnérable à cause des sécheresses périodiques. Le coton est la principale culture de rente. Depuis 1998, le Burkina Faso s'est engagé dans une privatisation progressive des entreprises publiques et en 2004 le pays a révisé son code d'investissement pour attirer les investissements étrangers.

Grâce ce nouveau code et à d'autres lois favorisant le secteur minier, le pays a connu un essor dans l'exploration et la production aurifère. En 2010, l'or est devenu la principale source de recettes d'exportation.

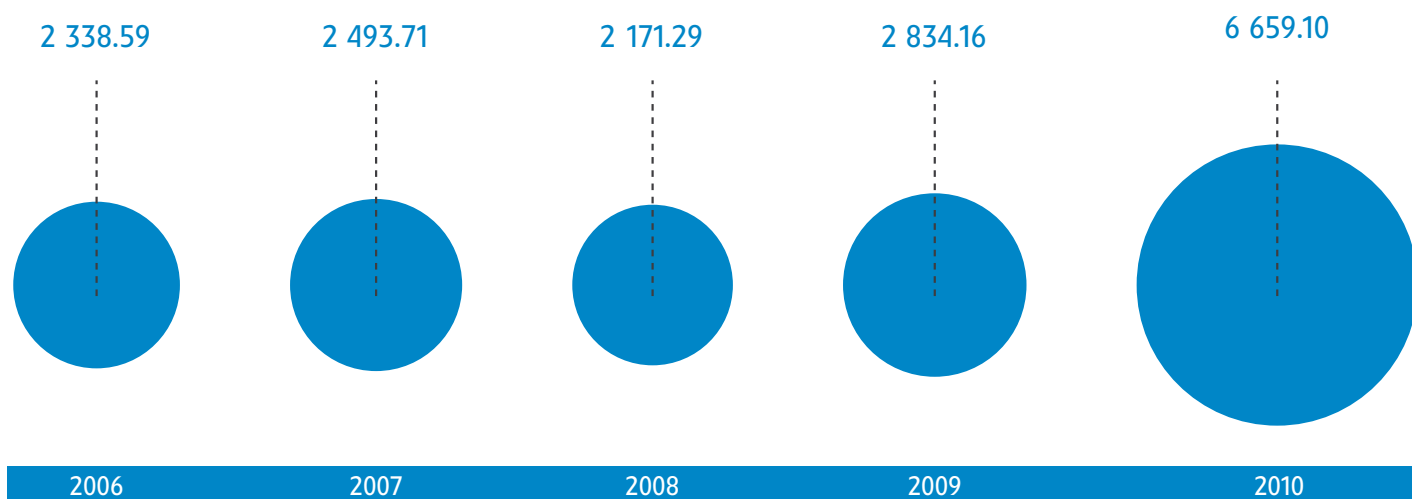
Le secteur agricole représente 33% du PIB du Burkina Faso et emploie environ 86% de la population active. Comme beaucoup de ses pairs africains, le Burkina Faso souffre de sous-investissement dans ce secteur. Les investissements dans le secteur agricole sont principalement concentrés sur l'exploitation de coton. Le Burkina Faso a un potentiel élevé de production et de transformation dans le secteur agro-alimentaire, mais il est faiblement valorisé et de nombreux investisseurs rencontrent des difficultés financières. L'absence de politiques d'infrastructure et l'incohérence de certaines politiques sont des obstacles majeurs, ce qui explique la mauvaise performance du secteur agricole au Burkina Faso. En 2011, l'Indice du Développement Humain des Nations Unies classe le Burkina Faso à la 161^e place sur 169 pays. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Burkina Faso (en millier EUR)



Alphabétisation et Formation pour le Développement durable dans la Région des Hauts-Bassins – Phase III

L'alphabétisation aide
l'insertion socio-économique ►

Depuis 2000, la coopération entre le Burkina Faso et le Luxembourg contribue au développement de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (AENF) dans la région des Hauts-Bassins. La stratégie retenue au niveau national est celle du « faire-faire ». L'offre d'AENF est du ressort d'organisations de la société civile.

Les deux premières phases ont été consacrées au développement de l'offre d'AENF et à l'alphabétisation de base. Un tissu associatif dédié à l'AENF s'est ainsi développé au fil des années.

Dans le cadre de la troisième et dernière phase de cet appui, deux innovations majeures ont été retenues : la mise en place d'un fonds régional et la communalisation de l'alphabétisation et l'éducation non formelle.

La mise en place d'un fonds régional ouvert aux initiatives des différents opérateurs de la région et prenant en compte l'alphabétisation de base mais aussi la post-alphabétisation, connaît un réel engouement. En 2010, 64 requêtes élaborées par 48 opérateurs ont été réceptionnées, le triple de l'année précédente. Au delà de l'alphabétisation de base en langues nationales, l'apprentissage du français et les formations techniques spécifiques (FTS) font l'objet d'une forte demande.

L'appui aux FTS permet de mieux articuler alphabétisation et formation professionnelle. Le centre de couture de Kalanisso ouvert par l'Union pro-



vinciale d'associations pour la promotion de l'alphabétisation du Houet à Toussiana en est l'illustration. La sortie de la première promotion constituée de 20 lauréats a été l'occasion de montrer que l'alphabétisation pouvait aider à la professionnalisation et à l'insertion socio-économique.

Étant donné le processus de décentralisation amorcé au Burkina Faso, l'appui en cours a également pour objectif de contribuer à la prise en compte de l'AENF dans la planification des différentes communes partenaires. Un atelier s'est tenu en avril 2010 et a permis de définir des orientations pour l'opérationnalisation de ce processus. Il a été décidé, en concertation avec les acteurs régionaux, que dès la campagne d'alphabétisation 2010-2011, les communes seraient impliquées comme maître d'ouvrage délégué. Cette option s'est concrétisée par la signature de conventions avec les 33 communes de la région des Hauts-Bassins. Sur cette base, ces dernières ont contractualisé les services d'opérateurs.

Un partenariat a également été amorcé avec le service « carte éducative », rattaché à la Direction des Études et de la Planification (DEP) du Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation. Une mission conjointe s'est rendue dans les communes de Kourinion (Kénédougou) et de Toussiana (Houet) afin d'établir un premier diagnostic des capacités des communes à évaluer leurs besoins en AENF et à planifier une offre adéquate dans leur Plan de Développement communal. ■

BKF/014



BUDGET TOTAL EUR :

3 000 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

993 549

DURÉE :

2009 - 2013

Programme national des Plates-formes multifonctionnelles

De l'électricité pour
une micro-entreprise ►

BKF/016 

BUDGET TOTAL EUR :

12 000 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

2 351 228

DURÉE :

2010 - 2015



Le Programme National Plates-Formes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté (PN-PTFM/LCP) est un programme du gouvernement du Burkina Faso dont les objectifs découlent de la vision nationale d'accès aux services énergétiques modernes (ASE) par la force motrice de la plate-forme multifonctionnelle (PTFM), adoptée par le gouvernement.

Une deuxième phase de ce programme prévoit la massification du parc des PTFM à l'échelle nationale. L'objectif global visé par le programme est de consolider et d'élargir l'accès à des services énergétiques de base décentralisés et abordables, fournis par la PTFM, comme moyen d'accroissement des revenus et d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, en faveur des populations rurales, notamment des femmes.

Il est prévu d'ici 2015 l'implantation d'un parc national d'au moins 1 700 unités fonctionnelles, intégrant les 400 PTFM. Ainsi, au moins 2.5 millions de personnes seront concernées par ce programme, ce qui représente 23% de la population rurale du Burkina Faso. Développée pour alléger les tâches domestiques, la plate-forme multifonctionnelle est une infrastructure d'énergie électrique décentralisée au sein du village, conçue pour se substituer à la force motrice. Elle est une entreprise de services énergétiques, source de création d'emplois et de revenus substantiels. La plate-forme contribue au développement socio-économique et participe ainsi à la réduction de la pauvreté au niveau local. Elle s'adresse en priorité aux femmes rurales. D'après une étude sur les effets de la plateforme, les femmes consacrent deux à quatre heures de moins par jour aux tâches ménagères. Ce temps gagné leur permet alors de

se développer, notamment par le biais de cours d'alphabétisation, dans des bâtiments souvent alimentés en électricité par la plate-forme elle-même. Ainsi, dans 14 villages de la région Est du pays, on a noté une évolution de 10% du taux d'alphabétisation suite à la mise en place des plate-formes. La nouvelle phase du programme vise plus particulièrement un renforcement de l'entrepreneuriat féminin et l'insertion dans des filières agro-alimentaires porteuses. Elle devrait permettre également, en partenariat avec les collectivités locales, l'implantation de plate-formes avec réseau, contribuant à la pré-électrification et à l'accès à l'eau potable. ■

Formation professionnelle élémentaire au Burkina Faso



Et pourquoi pas électricienne ?

BKF/011



BUDGET TOTAL EUR :
5 000 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :
1 191 838

DURÉE :
2007 - 2012

Ce projet, qui vient en appui à la formation professionnelle élémentaire, est intervenu en 2010 auprès d'une trentaine d'établissements privés et publics, pour financer des équipements, aménager des locaux, apporter des matières d'œuvre et former des formateurs. Il a aussi renforcé le dispositif national par des appuis aux ministères en charge du secteur, qui sont parvenus à l'élaboration du Plan d'action de la politique nationale de formation professionnelle.



48 % de la population est âgée de moins de 15 ans



Projet d'Appui à la Gestion des Ressources naturelles dans la Région des Hauts-Bassins



BKF/012



BUDGET TOTAL EUR :
5 956 729

DÉBOURSÉS 2010 EUR :
1 220 099

DURÉE :
2007 - 2012

Ce projet a axé ses activités sur deux thèmes transversaux : l'environnement, avec l'extension des forêts, et le genre, avec une sensibilisation marquée vers les femmes, afin de leur donner des moyens de subsistance supplémentaires. La fin proche de ce projet doit se concrétiser en actions pérennes que la contrepartie pourra reprendre à son propre compte.

Programme d'Appui au Centre national de Transfusion sanguine – Phase II



Laboratoire immuno-hémato

BKF/013



BUDGET TOTAL EUR :
2 466 100

DÉBOURSÉS 2010 EUR :
235 727

DURÉE :
2007 - 2010

Suite à la Commission de Partenariat qui a eu lieu au Burkina Faso en janvier 2011, une suite sera donnée à ce projet qui permettra de pérenniser les acquis tout en répondant à la principale requête des autorités burkinabés en délocalisant le Centre régional de Transfusion sanguine et en étendant les activités au niveau national afin de pallier les besoins grandissants dans ce domaine de la santé.



Surveillance du don

Appui au Développement d'un Inventaire forestier national



BKF/015

BUDGET TOTAL EUR :
4 000 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :
240 383

DURÉE :
2010 - 2014

Ce projet s'inscrit dans le cadre stratégique de la lutte contre la pauvreté et participe à la mise en place de la politique de décentralisation du secteur forestier. La protection de l'environnement est un objectif majeur pour la Coopération luxembourgeoise.



Appui à la Diffusion du Zébu Azawak



BKF/017

BUDGET TOTAL EUR :
6 000 000

DÉBOURSÉS 2010 :
293 083

DURÉE :
2010 - 2015

Le projet, à peine lancé, laisse entrevoir le grand intérêt de la contrepartie pour le domaine de l'élevage et son ouverture face au soutien que peut leur apporter la Coopération luxembourgeoise.



STATISTIQUES

4 033 km²

Superficie

77 %

Alphabétisation

1.446 %

Taux d'accroissement
de la population

Praia

Capitale

71

Espérance de vie à la
naissance

23

Âge moyen

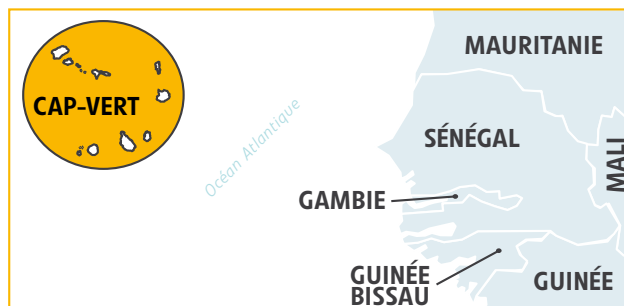
519 000

Population

118/169

Indice de Développement Humain 2010

CAP-VERT



Au XV^e siècle, ces îles inhabitées ont été découvertes et colonisées par les Portugais. Le Cap-Vert est ensuite devenu une plaque tournante de la traite d'esclaves africains et plus tard, une escale de ravitaillement importante pour la chasse aux baleines et la navigation transatlantique. Après l'indépendance en 1975, et une tentative d'unification avec la Guinée-Bissau, un système de parti unique a été établi et maintenu jusqu'à ce que des élections multipartites aient lieu en 1990. Le Cap-Vert peut se vanter d'avoir un des gouvernements démocratiques les plus stables d'Afrique. Les sécheresses répétées au cours de la seconde moitié du XX^e siècle ont rendu la vie tellement dure qu'une grande partie de la population a préféré émigrer. En conséquence, la population expatriée du Cap-Vert est toujours supérieure à celle dans le pays même.

En 2011, la population résidente du Cap-Vert est de 519 000 habitants environ avec un taux de croissance démographique de près de 1.5% par an. 65% de la population a moins de 24 ans. La répartition de la population n'est pas homogène. Santiago, l'île la plus peuplée, héberge près de 55% de la population, dont la moitié réside à Praia (125 000), tandis que Fogo ne représente que 7.6% de la population de l'archipel.

Malgré de fortes contraintes et des potentialités limitées en termes de res-

sources naturelles, le Cap-Vert a fait de réels progrès en matière de croissance économique au cours des 15 dernières années. Le PIB réel per capita a enregistré l'une des plus fortes hausses des pays sub-sahariens, passant de 902 USD en 1990 à 3 700 USD en 2008.

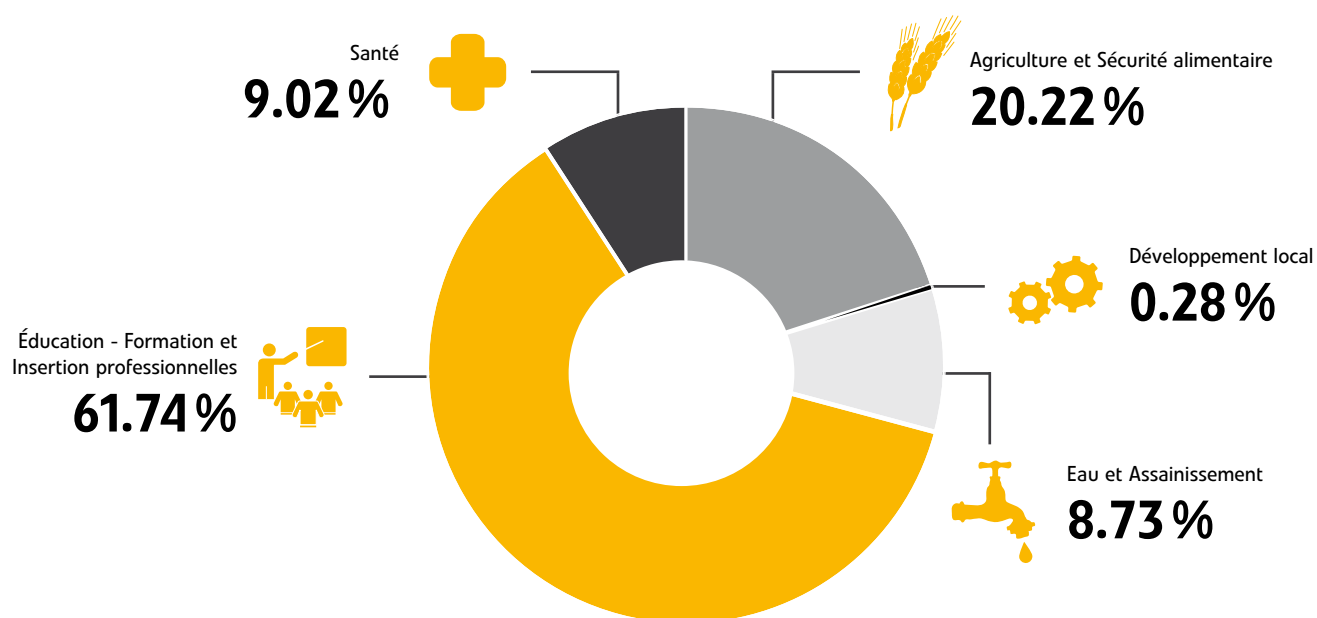
Les bonnes performances se traduisent aussi par un Indice de Développement Humain qui, à 0.534 en 2010, positionne le Cap-Vert à la 118^e place sur 169 pays considérés. Finalement, en 2010, le pays a quitté le groupe des pays les moins avancés pour rejoindre celui des pays à développement intermédiaire.

La croissance du Cap-Vert a été rendue possible grâce, notamment, à la mise en place d'une stratégie de développement économique basée sur le secteur privé et l'intégration du pays dans l'économie mondiale. Cependant, cette stratégie a été fortement induite de l'extérieur: transfert de fonds des émigrés capverdiens (25%), aide extérieure (20%) et revenus du tourisme.

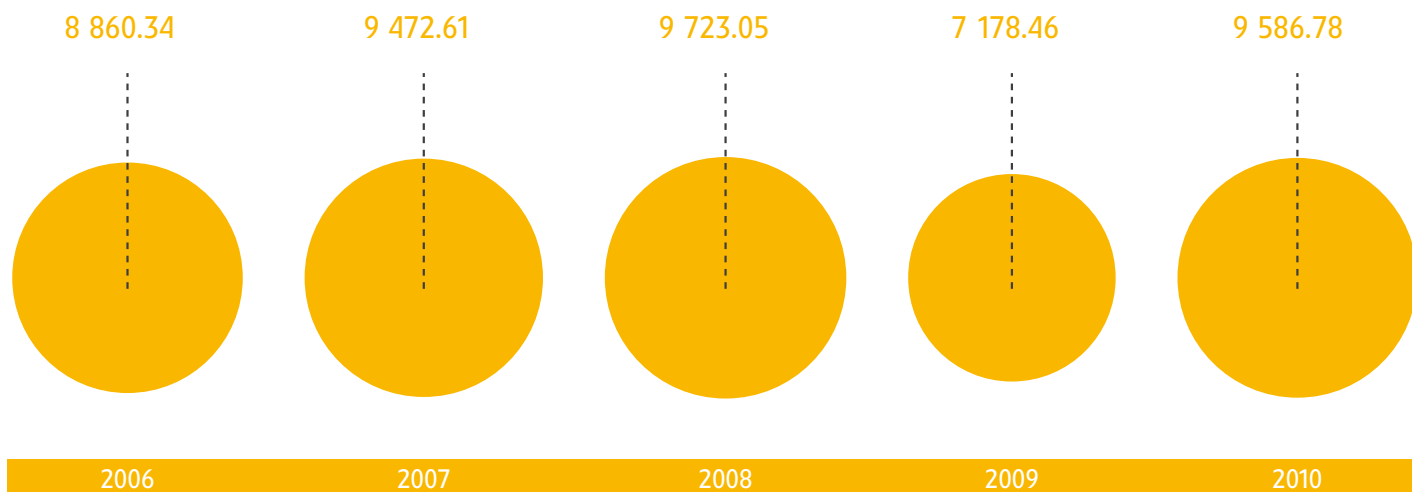
Une telle structure dénote une vulnérabilité importante de l'économie. Par ailleurs, la pauvreté progresse. En 2007, 26.7% de la population capverdienne était considérée comme pauvre, dont la moitié en situation d'extrême pauvreté. Le taux de chômage officiel est d'environ 18%, la population pauvre étant la plus affectée. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Cap-Vert (en millier EUR)



École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert

Cuisine de démonstration
à l'école hôtelière ►

Le Cap-Vert est une économie de services. Parmi les services, le tourisme, qui attire la plupart des investissements étrangers, arrive nettement en tête, contribuant pour 19.4% au PIB en 2010 (contre 11% en 2004).

Au cours des 10 prochaines années, d'après les prévisions du Conseil mondial du voyage et du tourisme (*World Travel and Tourism Council*), les recettes du tourisme progresseront de 7.9% par an et ce secteur devrait employer 5.3% de la population active¹ de l'archipel. En 2010, le secteur représentait déjà 4 081 emplois directs (contre 2 165 en 2004).

Considérant la forte croissance du secteur touristique et les opportunités offertes en termes d'emplois, la Coopération luxembourgeoise a choisi, dès 2006, d'accompagner les autorités capverdiennes dans sa politique de formation professionnelle et de qualification dans le tourisme et l'hôtellerie. Ainsi, la première École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert (EHTCV) a été construite et équipée, et a ouvert ses portes en mars 2011. D'une surface de 5 200 m² divisée en espaces de formation théorique et pratique (cuisines, restaurant, bar, salles polyvalentes), l'EHTCV peut accueillir 300 élèves par an



et emploie 43 personnes, dont 27 professeurs/formateurs.

L'EHTCV est considérée comme un centre de formation professionnelle, sous la tutelle de l'Institut d'Emploi et de Formation Professionnelle (IEFP) du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines. L'École dispense à la fois des formations initiales à l'attention des jeunes souhaitant acquérir une formation doublée d'un apprentissage dans ce secteur, et des formations continues à des professionnels en exercice qui pourront ainsi obtenir une qualification qui leur faisait défaut. Axé sur des objectifs de formation exclusivement techniques, le projet de l'EHTCV a été conçu de façon à répondre à un besoin immédiat en main d'œuvre qualifiée, privilégiant le rapport école/entreprise et recherchant la réponse aux besoins des entreprises et aux espoirs des jeunes, étudiants ou chômeurs. Il ouvre également la voie à d'autres initiatives en matière de formation, qui puissent contribuer à la qualification des employés du

secteur touristique et à la création de nouveaux postes de travail.

Après une campagne radio-télévisée de trois semaines informant de l'ouverture imminente de l'École, l'EHTCV a reçu 363 demandes d'inscription pour la seule formation continue. Compte tenu de sa phase de démarrage, 200 inscriptions ont été retenues pour cette première promotion dont la formation s'étalera de mars à décembre 2011. Il s'agit de deux fois 40 élèves en cuisine/pâtisserie; deux fois 30 en restauration/bar; 30 en réception hôtelière ainsi que 30 en agents de voyage. ■

CVE/059



BUDGET TOTAL EUR :

12 412 300

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

2 945 335

DURÉE :

2006 - 2012

¹ sans prendre en considération le secteur informel

Appui au Programme national d'Emploi et de Formation professionnelle

Futurs électriciens ►

Le Cap-Vert est l'un des rares pays d'Afrique susceptible d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La première cible du premier OMD, consistant à réduire de moitié la proportion de pauvres entre 1990 et 2015, est déjà en passe d'être atteinte. En revanche, le pays est encore loin d'atteindre la deuxième cible : assurer le plein emploi. En 2008, le taux de chômage s'établissait à 17,8 % en raison des rigidités du marché du travail.

Par son projet d'Appui au Programme National d'Emploi et de Formation Professionnelle (PAPNEF) démarré en juin 2008, LuxDev entend répondre à l'une des priorités du Programme indicatif de Coopération signé entre le Cap-Vert et le Luxembourg, à savoir « le renforcement des ressources humaines par l'éducation, la formation et toute mesure visant à faciliter l'accès au marché du travail ».

Parmi les nombreuses activités mises en œuvre dans le cadre de ce vaste projet de cinq ans, il est prévu de doter le secteur de la formation professionnelle de nouvelles infrastructures, notamment un centre de formation professionnelle pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CFP ERMI), à la périphérie de Praia. Une étude récente a en effet identifié les secteurs des énergies renouvelables et



de la maintenance industrielle parmi les cinq secteurs prioritaires de la formation professionnelle, le Cap-Vert se tournant résolument vers les énergies renouvelables pour couvrir ses besoins énergétiques.

Le CFP ERMI a pour ambition de combler le manque de personnel de type « cadres moyens » au sein des entreprises, en proposant d'élever le niveau scolaire des élèves pour atteindre, dans un premier temps, le niveau IV et, à terme, le niveau V équivalent aux centres de formation professionnelle de l'Union européenne.

Quant à la formation technique, elle inclura une composante sciences humaines et sociales, donnant aux étudiants la capacité de créer leurs propres entreprises et, ce faisant, de favoriser la création d'emplois.

Le CFP ERMI, dont la conception est en cours actuellement, se veut être un projet architectural exemplaire en termes de développement durable, d'efficacité énergétique et

de construction à coûts modérés de bâtiments à faible empreinte écologique. Il sera à la fois démonstratif, emblématique et surtout très ambitieux afin de devenir une référence, non seulement pour le Cap-Vert mais pour l'ensemble des pays à climat et géographie similaires.

Les solutions qu'il apportera à la question de la bonne gestion des ressources en eau, en matériaux, en énergie et dans les domaines de la biodiversité et de la santé devraient servir d'exemples à d'autres constructions, à l'avenir. ■

CVE/071



BUDGET TOTAL EUR :

12 540 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

2 162 697

DURÉE :

2008 - 2013

Appui au Plan de Développement de la Région sanitaire Santiago Nord



CVE/056 

BUDGET TOTAL EUR :
10 948 000

DÉBOURSÉS 2010 :
387 425

DURÉE :
2004 - 2012

À travers la construction et/ou la rénovation de formations sanitaires (hôpital régional, centres et postes de santé), le projet a fortement contribué à renforcer l'offre de soins dans la Région sanitaire Santiago Nord.



Aide alimentaire 2006-2010



CVE/067 

BUDGET TOTAL EUR :
9 000 000

DÉBOURSÉS 2010 :
1 700 171

DURÉE :
2006 - 2010

Le projet d'aide alimentaire, régi par une Convention de cinq ans entre les gouvernements du Luxembourg et du Cap-Vert, porte sur la fourniture annuelle de froment panifiable acheminé par bateau et livré à l'Agence nationale de Sécurité alimentaire.

Eau et Assainissement Fogo et Brava



CVE/070 

BUDGET TOTAL EUR :
5 000 000

DÉBOURSÉS 2010 :
826 632

DURÉE :
2007 - 2011

Sur les îles de Fogo et Brava, la production et la distribution de l'eau sont assurées par la société «intercommunale» *Aguabrava*. Le projet a pour objectif le renforcement des capacités de l'ensemble du personnel d'*Aguabrava* par la mise en place d'une véritable gestion technique, commerciale, administrative et financière en vue de la rendre totalement autonome à l'horizon 2011.



Appui à la Mise en Oeuvre du Programme national de Santé scolaire - Phase III



CVE/075

BUDGET TOTAL EUR :
3 200 000

DÉBOURSÉS 2010 :
430 011

DURÉE :
2010 - 2014

Ce projet entend contribuer à l'amélioration du niveau de santé des enfants et des adolescents scolarisés en appuyant la mise en œuvre du Programme national de Santé scolaire et du Programme national des Cantines scolaires.



Construction et Équipement d'un Lycée à Ponta Verde (Fogo)



CVE/076

BUDGET TOTAL EUR :
4 500 000

DÉBOURSÉS 2010 :
697 878

DURÉE :
2009 - 2012

Outre la construction et l'équipement d'un lycée à Ponta Verde sur l'île de Fogo, l'actuel lycée de São Filipe bénéficiera, à travers ce projet, de nouveaux équipements pour ses laboratoires.



STATISTIQUES

1 240 192 km²

Superficie

46 %

Alphabétisation

16

Âge moyen

2.61 %

Taux d'accroissement
de la population

Bamako
Capitale

53

Espérance de vie à la naissance

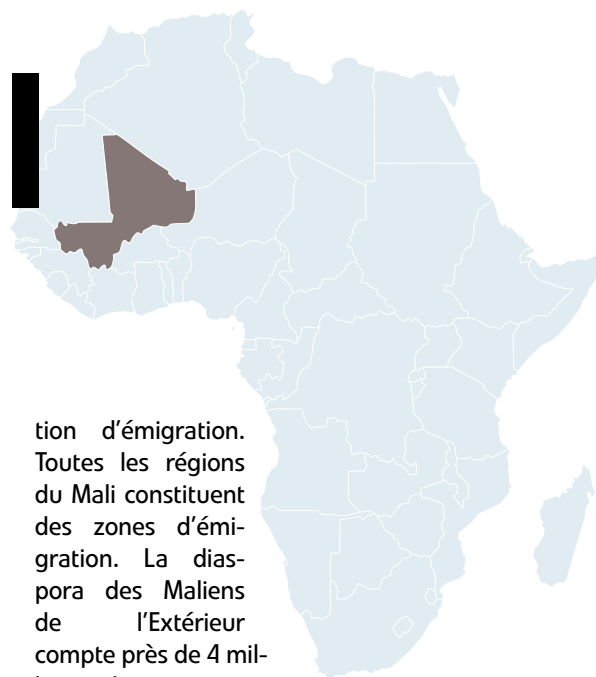
14 159 904

Population

160/169

Indice de Développement Humain 2010

MALI



Le Mali est un grand pays couvert pour les deux tiers par des zones désertiques, partageant ses frontières avec sept pays. Le pays souffre de beaucoup de handicaps géographiques: enclavé et fortement dépendant des variations climatiques, (sécheresses, invasion acridienne, désertification, déforestation), infrastructures insuffisantes, pénurie d'eau potable.

Les trois quarts de la population malienne vit en milieu rural, contre 27% en milieu urbain. Environ 80% de la population active travaille dans le secteur agricole ou piscicole, alors que 10% de la population est nomade. Le Mali est un carrefour de civilisations avec ses nombreux groupes ethniques et linguistiques constituant chacun une source de richesses culturelles. Pays laïc de par sa Constitution, le Mali est caractérisé par la coexistence pacifique des religions monothéistes et des cultures traditionnelles. Les religions pratiquées sont l'islam, le christianisme et l'animisme.

La population malienne est très jeune, la moitié des Maliens ayant moins de 15 ans, il en résulte une forte pression, en matière de création d'emploi et de migration, dans un contexte de dégradation du marché du travail. L'urbanisation croissante encourage la décentralisation politique et administrative.

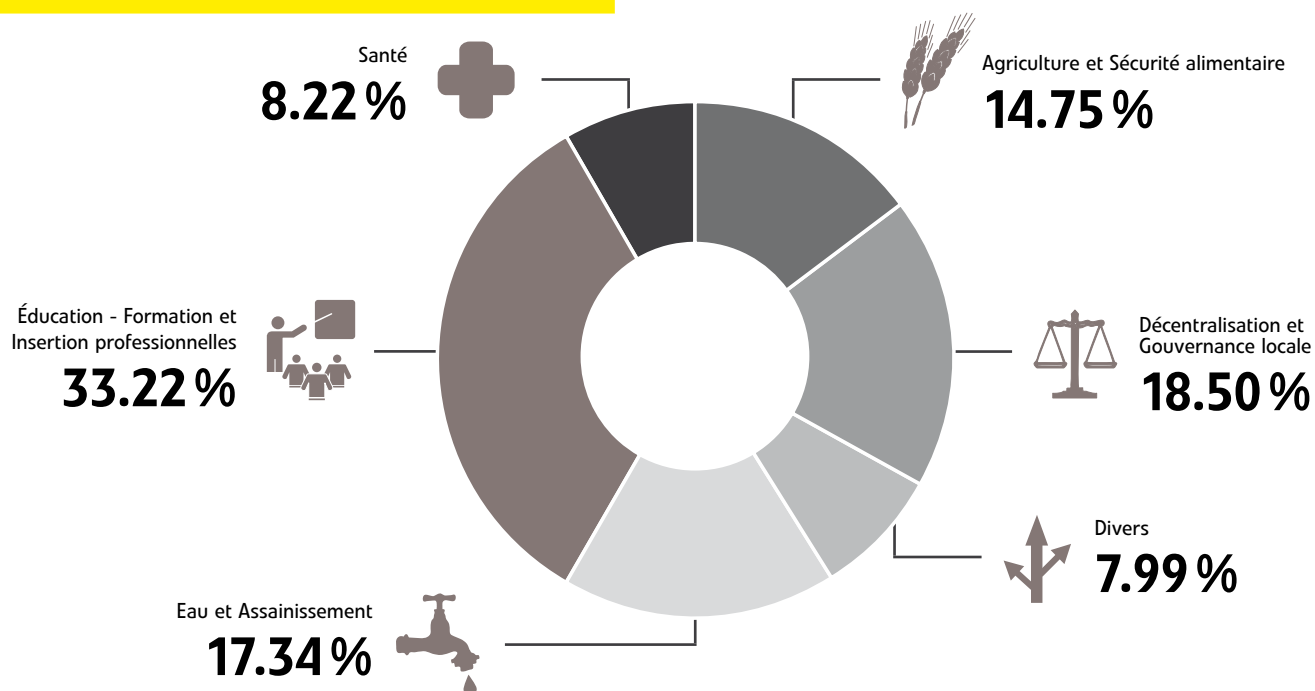
Pays d'anciennes et d'intenses migrations internes, africaines et internationales, carrefour des civilisations, le Mali est un pays de forte tradi-

tion d'émigration. Toutes les régions du Mali constituent des zones d'émigration. La diaspora des Maliens de l'Extérieur compte près de 4 millions de personnes, soit 1/4 de la population. Les principales destinations demeurent les pays africains avec 2 millions vivant en Côte d'Ivoire et 1 million dans la CEDEAO, suivis de l'UE (500 000 Maliens). En termes d'apport financier au développement du pays (près de 300 Milliards Fcfa/an, soit 457 millions EUR/an), la migration a une ampleur telle qu'un Ministère des Maliens de l'Extérieur a été créé afin de récupérer les investissements, les compétences enrichies et les relations et afin d'encadrer la réinsertion des ressortissants retournant au Mali.

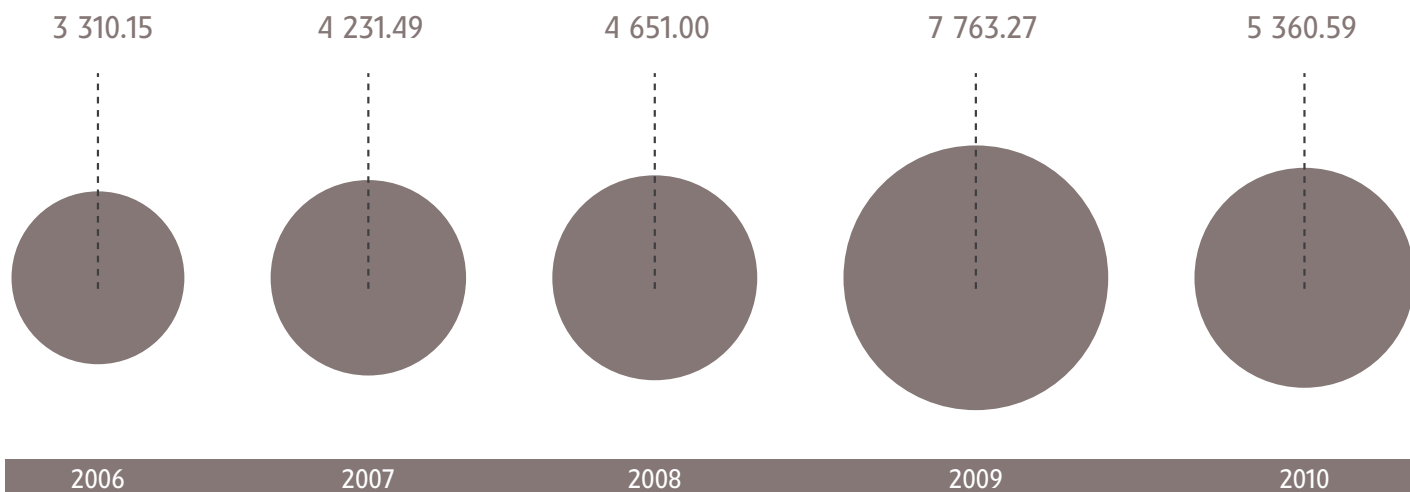
Depuis 1992, le Mali poursuit son vaste processus de réformes, visant à recentrer le rôle de l'État, à diversifier et libéraliser l'économie, à désenclaver le pays et promouvoir le secteur privé comme moteur de la croissance. Elle repose essentiellement sur quatre filières: le coton, le riz, l'élevage, et l'extraction d'or. Dès lors le pays est tributaire des prix mondiaux du coton et de l'or. Du point de vue des financements extérieurs, le pays dépend fortement de l'aide extérieure et les transferts de fonds des émigrés maliens sont importants. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Mali (en millier EUR)



Collecte, Achat et Conservation des Manuscrits de Tombouctou

Valorisation d'un
patrimoine culturel ►

72 000 manuscrits de la région de Tombouctou sortis de l'anonymat

Les Européens associent Tombouctou avec le fin fond du monde connu. Mais en réalité, Tombouctou a été un haut lieu du monde austral pendant des siècles, à la fois un centre du commerce transsaharien et un fief de l'érudition islamique, ou selon Léon l'Africain, un «refuge pour érudits». Les routes s'entrecroisaient à cette époque : du nord, venaient les caravanes de sel, l'or, et les esclaves qui transitaient du sud sur le fleuve Niger (et aujourd'hui encore, Tombouctou demeure un point de rencontre entre les populations africaines et les peuples nomades berbères et arabes, un lieu où «se croisent pirogue et chameau»). Attirés par une prospérité économique, les érudits et hommes de savoir s'y sont installés dès le XV^e siècle, la ville de Tombouctou comptait pas moins de 100 000 habitants, dont 25 000 étudiants qui fréquentaient sa célèbre université islamique de Sankoré ; la réputation de l'université («Oxford de l'Afrique») rayonnait partout dans le monde arabe. On y enseignait, écrivait des livres, reproduits par des copistes et vendus au marché. La ville était alors au centre d'empires importants qui s'étendaient sur des régions plus vastes que le Mali actuel.

Quelques 300 000 manuscrits anciens témoignent aujourd'hui de cette époque. Rédigés en arabe (à l'époque, langue de l'élite dans l'Afrique de



l'Ouest), ils couvrent des sujets aussi divers que le droit islamique, la philosophie, la médecine, la climatologie, la philologie et la littérature, l'astronomie, l'optique, les mathématiques, la géomancie, l'histoire du Mali et les sciences coraniques. Les plus anciens sont un manuel de droit islamique datant de 1204, et un coran, écrit sur un parchemin en peau de gazelle, datant aussi du XIII^e siècle. Un autre manuscrit expose une charte des droits de l'homme, 500 ans avant la nôtre.

La Coopération luxembourgeoise, à travers le projet MLI/015, participe activement avec l'appui des partenaires opérationnels locaux à sortir ces manuscrits de l'anonymat en mettant en œuvre des actions d'identification et de catalogage pour une meilleure exploitation et valorisation d'un patrimoine culturel écrit porteur de savoir et générateur de richesses. Ainsi, au cours du 2^e trimestre 2011, 30 bibliothèques de la région de Tombouctou ont été répertoriées et inventoriées et pas moins de 72 000 manuscrits s'y trouvant ont été identifiés, listés et réper-

torisés. Parallèlement à cette phase d'identification et de préservation, les acteurs du projet ont entamé et mis sur rails des activités hautement appréciées et attendues par la population tombouctienne, à savoir l'exploitation et la valorisation des manuscrits de Tombouctou pour le développement économique, social et culturel durable de la Région. ■

MLI/015



BUDGET TOTAL EUR :

4 000 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

409 646

DURÉE :

2009 - 2014

Composante d'Accompagnement des Programmes du PIC 2007-2011

Pose de la première pierre
de l'Hôtel de Région de Ségou ►

Depuis la promulgation de la loi N° 93-008 du 11 février 1993, le Mali s'est lancé dans l'aventure de la décentralisation et exprime sa volonté de promouvoir simultanément la déconcentration. Des efforts considérables ont été déployés dans ce sens avec l'aide de nombreux partenaires financiers.

18 ans plus tard, il convient de noter un certain nombre de faiblesses du système, et plus particulièrement :

- opposition plus que convergence entre structures décentralisées et services déconcentrés ;
- faible professionnalisme des élus et des personnels des structures décentralisées ;
- insuffisance des moyens des personnels déconcentrés limitant l'exercice de leur mandat vis-à-vis des collectivités territoriales (CT) ;
- taux de renouvellement excessif des élus (90 %), compromettant les avancées qualitatives de la maîtrise d'ouvrage ;
- respect très approximatif des règles en matière de maîtrise d'œuvre, de passation des marchés, de contrôle des réalisations, de respect des procédures de paiement.

Ces constats ont amené les pouvoirs publics maliens et les partenaires financiers à créer un organe régulateur, apportant des garanties quant au financement des investissements des collectivités territoriales nécessaires à la mise en œuvre du cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (CSCR) du

Mali et à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

L'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) a ainsi été créée en juillet 2000 avec pour mission de recevoir et allouer aux collectivités territoriales les subventions destinées à la réalisation de leurs investissements et d'aider à développer la mobilisation de leurs ressources financières propres et de garantir les prêts contractés par les Collectivités Territoriales (CT) pour le financement de leurs investissements.

Lors d'un entretien avec Mohamed Ag Erlaf, Directeur Général de l'ANICT, il souligne que les difficultés de mise en œuvre de la décentralisation ont amené le Gouvernement du Mali à prendre des mesures complémentaires comme le renforcement des services déconcentrés et de l'organisation des structures décentralisées, permettant aux CT de disposer de compétences propres plus professionnelles.

Malgré ces évolutions, certains problèmes touchant à la réalisation des investissements des CT persistent parmi lesquels : l'insuffisance de la maîtrise d'œuvre (études, contrôle) et faiblesse de la maîtrise d'ouvrage. Dans ce contexte, Mohamed Ag Erlaf souligne et salue l'orientation prise par la Coopération luxembourgeoise qui a choisi une approche sensible-



ment différente des autres intervenants.

Cette démarche, mise en œuvre par LuxDev s'inscrit dans les orientations de la Déclaration de Paris mais aborde avec réalisme la situation en veillant à compenser les points faibles du système malien et en garantissant la bonne utilisation de l'argent public luxembourgeois mis à disposition des collectivités par le canal de l'ANICT. LuxDev garde ainsi le contrôle de la maîtrise d'œuvre, par le choix des maîtres d'œuvre et appuie de manière opérationnelle la maîtrise d'ouvrage (*coaching*) pour accompagner les élus dans l'exercice de leurs responsabilités. ■

MLI/020 

BUDGET TOTAL EUR :

6 832 100

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

991 496

DURÉE :

2008 - 2012

Programme d'Appui à la Santé de Base



MLI/016



BUDGET TOTAL EUR :
7 182 700

DÉBOURSÉS 2010 :
583 784

DURÉE :
2008 - 2012

La zone concernée par le projet sera dotée d'un système sanitaire cohérent et adapté ainsi que géographiquement et financièrement accessible aux populations. La valeur ajoutée est générée par son volet institutionnel qui vise le renforcement des capacités opérationnelles des institutions responsables de la mise en oeuvre et de la gestion de la santé de base dans le cadre du processus de décentralisation.



Centre de Santé de Diély

© SIP / Charles Caratini



Accès à l'Eau potable, à l'Assainissement de Base et à l'Aménagement urbain dans la Zone de Concentration Sud du PIC II



Test sur les forages

MLI/017



BUDGET TOTAL EUR :
10 068 300

DÉBOURSÉS 2010 :
872 372

DURÉE :
2008 - 2012

Ce projet vise l'amélioration durable de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement, de l'aménagement urbain et de l'hygiène. L'approche du projet est basée sur les demandes émanant de la population et de sa commune d'après des besoins clairement identifiés et intégrés dans leurs programmes de développement social, économique et culturel.

Programme de Sécurité alimentaire



Sous groupe 2 de Tominian

MLI/018



BUDGET TOTAL EUR :
3 259 200

DÉBOURSÉS 2010 :
494 451

DURÉE :
2008 - 2012

Ce projet est en conformité avec les politiques et axes stratégiques du Gouvernement du Mali en matière de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la sécurité alimentaire, de développement rural et plus particulièrement de développement de la petite irrigation ainsi qu'au niveau de la décentralisation et de la protection de l'environnement. Il renforce la capacité de production économique rurale afin d'améliorer l'autonomie et la solvabilité des ménages.



Unité de transformation

Programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion professionnelle



MLI/019



BUDGET TOTAL EUR :
13 657 700

DÉBOURSÉS 2010 :
1 780 634

DURÉE :
2008 - 2012

L'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes à un emploi grâce à la formation professionnelle et au développement de la petite entreprise artisanale est le centre des préoccupations de ce projet. Il concentre ses moyens sur le renforcement des capacités des institutions, les innovations en matière d'ingénierie de la formation ainsi que l'intégration de l'apprentissage dans le dispositif de la formation professionnelle.



Promouvoir la Création de Secteurs financiers inclusifs dans la Zone UEMOA



Commerçantes

AFR/017



BUDGET TOTAL EUR :
18 825 000

DÉBOURSÉS 2010 :
1 669 948

DURÉE :
2008 - 2012

AFR/017 constitue le projet phare dans le cadre de la réforme réglementaire de la microfinance initiée par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et correspond aux attentes des systèmes financiers décentralisés. 2011 constitue une année charnière pour la BCEAO qui doit mettre en place la centrale des risques de la microfinance pour la région.

Assistance technique à l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine dans le Secteur des Télécommunications



AFR/018

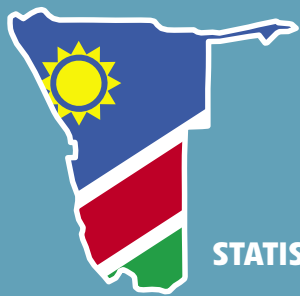


BUDGET TOTAL EUR :
900 000

DÉBOURSÉS 2010 :
595 477

DURÉE :
2009 - 2011

Afin de permettre un développement ordonné du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication, le projet appuie la Commission de l'UEMOA dans la réalisation d'un état des lieux complet au niveau régional, ainsi qu'à la définition d'une stratégie commune, d'un schéma directeur, de son plan d'action et du rôle de l'UEMOA, de sa Commission et des États membres dans son exécution.



STATISTIQUES

824 292 km²

Superficie

85 %

Alphabétisation

22

Âge moyen

0.873 %

Taux d'accroissement
de la population

52

Espérance de vie à la
naissance

2 147 585

Population

105/169

Indice de Développement Humain 2010

Windhoek
Capitale

NAMIBIE

L'Afrique du Sud occupait la colonie allemande du Sud-Afrique de l'Ouest pendant la Première Guerre mondiale et l'administrait par mandat après la Seconde Guerre mondiale, quand elle a annexé le territoire. En 1966, les marxistes du *South-West Africa People's Organisation* du Groupe de guérilla (SWAPO) ont lancé une guerre d'indépendance pour la région qui est devenue la Namibie, mais ce n'est pas avant 1988 que l'Afrique du Sud a finalement convenu de mettre fin à son règne, conformément à un plan de paix des Nations Unies pour la région toute entière. La Namibie est régie par la SWAPO depuis que le pays a obtenu son indépendance en 1990. Hifikepunye Pohamba a été élu président en novembre 2004 par une victoire écrasante pour remplacer Sam Nujoma qui avait dirigé le pays pendant ses 14 premières années d'indépendance. Le président Pohamba a été réélu en novembre 2009.

Pour avoir une idée de la taille de la Namibie, on pourrait dire qu'elle est légèrement plus grande que la moitié de la taille de l'Alaska (824 292 km²) et sa population s'élève à 2.14 million de personnes. Le pays souffre d'une mortalité excessive due au sida, qui se traduit par une espérance de vie actuelle à la naissance de seulement 52 ans. 85% de la population de plus de 15 ans sait lire et écrire et le gouvernement consacre 6.4% du budget de l'État à l'éducation.

L'économie est fortement tributaire de l'extraction et la transformation des minéraux destinés à l'exportation. L'exploitation minière représente 8% du PIB, mais fournit plus de 50% des recettes en devises. De riches gisements

de diamants alluvionnaires font de la Namibie une source primaire de diamants de qualité gemme. La Namibie est le quatrième producteur mondial d'uranium et elle produit également de grandes quantités de zinc. Le secteur minier emploie environ 3% de la population active et environ 35-40% de la population dépend de l'agriculture de subsistance. La Namibie importe environ 50% de ses besoins céréaliers et pendant les années de grande sécheresse, les pénuries alimentaires deviennent un problème majeur dans les zones rurales.

Jusqu'en 2010, 40% des recettes budgétaires namibiennes provenaient de l'Union douanière d'Afrique australe. L'Augmentation de la pêche et de l'activité des industries extractives (mines de zinc, le cuivre, l'uranium) a stimulé la croissance entre 2003-08, mais a récemment été affaiblie par des prises de poissons pauvres, une baisse spectaculaire de la demande de diamants, des coûts plus élevés des métaux de production et une récession mondiale. Cependant, un rebond des prix du diamant et d'uranium en 2010 a redonné un élan important au secteur minier namibien. D'autant plus que les mines de cuivre, qui n'étaient plus rentables en 2008, devraient rouvrir au courant de 2011. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur

Agriculture et Sécurité alimentaire

0.07 %



Éducation - Formation et
Insertion professionnelles

25.30 %



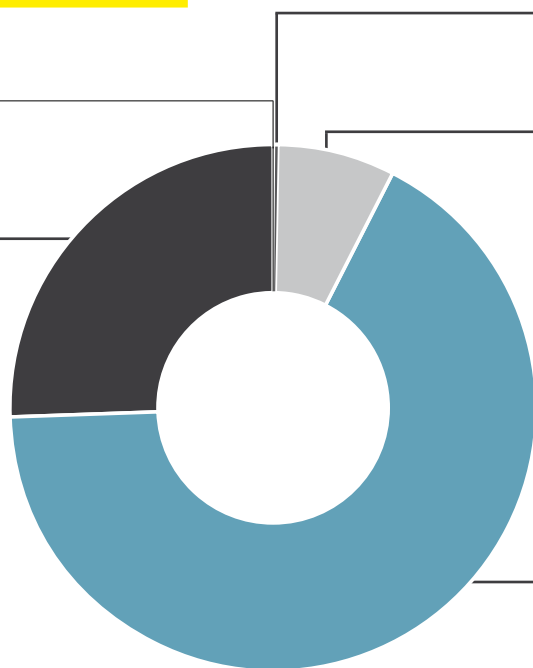
Décentralisation et Gouvernance locale

0.35 %



Développement rural

7.24 %



Eau et Assainissement

67.04 %

Évolution des activités en Namibie (en millier EUR)

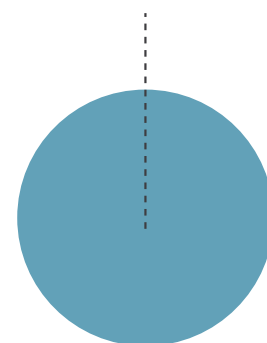
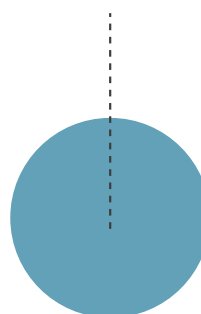
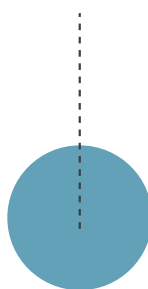
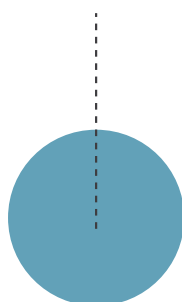
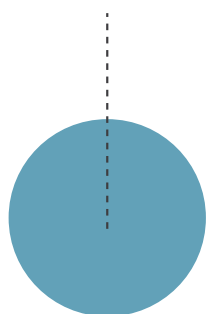
4 818.96

3 841.85

2 596.24

4 943.04

8 140.16



2006

2007

2008

2009

2010

Développement urbain de Rundu et Katima Mulilo

Hameau dans le Caprivi ►

Le thème central de cette intervention est la formalisation des parcelles situées dans les grands secteurs d'implantation informels en bordure de Katima Mulilo et Rundu, au nord du pays.

Le processus touche l'ensemble des implantations informelles, soit au moins 70 000 personnes qui occupent plus de 18 000 parcelles.

Avec l'appui du projet, le processus d'enregistrement est mené à bien et les familles ont accès à la propriété du terrain qu'elles occupaient jusqu'ici dans des conditions précaires, ce qui permettra notamment l'amélioration des conditions de vie et le développement de l'infrastructure, en commençant par les routes de pénétration et la distribution de l'eau; le montage du projet prévoit d'ailleurs la constitution d'un fonds alimenté par le fruit des ventes des parcelles.

Le processus d'enregistrement est complexe et comprend notamment la définition d'un plan général d'aménagement des quartiers, la révision des limites sur le terrain ainsi que l'arbitrage de changements parfois impliqués pour les occupants et, finalement, le mesurage et bornage cadastral précis.

La formalisation est également l'occasion de renforcer les services municipaux qui doivent faire face à un processus complexe en termes de négociation et d'écoute des demandes des bénéficiaires et de mise en place des



procédures administratives de vente et de constitution du fonds d'investissement notamment. Un important volet d'appui technique spécifique est donc inclus dans le projet.

L'équipe du projet concentre ses efforts des derniers mois d'exécution du projet sur la question des ventes des parcelles qui représente un défi inattendu pour tous. En effet, depuis que le processus de vente a été lancé progressivement dans les différents quartiers concernés, on constate que celui-ci se déroule beaucoup plus lentement que prévu. Les prix sont pourtant adaptés en général aux capacités des familles, l'intérêt est là mais la confiance des populations habituées à des conditions de vie précaires se construit lentement, avec l'aide des équipes de terrain et les facilitateurs de quartier et au travers de contacts entre les autorités et les bénéficiaires.

On touche là un point important lié au renforcement des capacités des autorités locales et aux différents aspects liés à la bonne gouvernance et la relation avec les autorités.

Le projet joue là aussi un rôle qui se veut moteur.

Enfin, l'intervention luxembourgeoise prévoit de financer l'installation d'infrastructures de base adaptées dans les zones concernées, notamment des toilettes VIP (latrines améliorées à fosse ventilée), des infrastructures de distribution d'eau et les éléments essentiels d'un système de drainage de l'eau de pluie dans des zones à risque de Katima. ■

NAM/343 

BUDGET TOTAL EUR :

9 450 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

3 705 867

DURÉE :

2006 - 2011

Décentralisation des Services d'Eau rurale - Kavango et Caprivi



NAM/345

BUDGET TOTAL EUR :
3 320 000

DÉBOURSÉS 2010 :
1 751 444

DURÉE :
2008 - 2011

Le projet prévoit la rénovation et la construction de points d'eau dans les régions de Kavango et Caprivi ainsi que la formation des comités de points d'eau à la gestion et à la maintenance des infrastructures. Les services d'appui de la région sont également renforcés dans le cadre du projet.



Infrastructures de base adaptées



Atelier Formation professionnelle

Appui à la Formation professionnelle



NAM/347

BUDGET TOTAL EUR :
4 965 000

DÉBOURSÉS 2010 :
2 042 239

DURÉE :
2008 - 2011

Ce projet appuie la mise en place de la *Namibia Training Authority*. Cette nouvelle agence aura dorénavant la responsabilité de la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle dans le pays et assurera, au moins dans une première phase de transition, la gestion de certaines écoles professionnelles.

Système d'Information géographique (SIG) - Phase IV



NAM/348

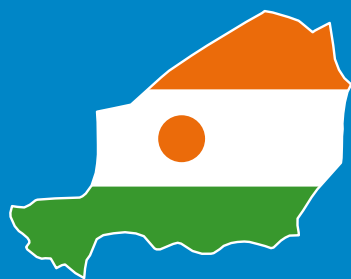
BUDGET TOTAL EUR :
1 259 650

DÉBOURSÉS 2010 :
497 136

DURÉE :
2008 - 2011

Le nouveau projet SIG s'inscrit dans la Vision 2030, le troisième Plan national de Développement namibien, et vise à appuyer le processus de mise en place et de transformation du *Central Bureau of Statistics* (CBS) pour le rendre plus efficace. À terme, le CBS devra être une institution autonome et capable d'apporter une réponse adéquate en termes de statistiques. Le projet a été prolongé, notamment pour permettre l'accompagnement pendant la phase de préparation du prochain recensement qui aura lieu au mois d'août 2011.





STATISTIQUES

1 267 000 km²

Superficie

29 %

Alphabétisation

15

Âge moyen

3.643 %

Taux d'accroissement
de la population

53

Espérance de vie à la
naissance

Niamey
Capitale

15 900 000

Population

167/169

Indice de Développement Humain 2010

NIGER



Le Niger est devenu indépendant de la France en 1960 et a connu un système de parti unique avec un régime militaire jusqu'en 1991, quand le général Ali Saïbou a été forcé par son peuple à autoriser des élections multipartites, qui ont abouti à un gouvernement démocratique en 1993. Des luttes politiques ont amené le gouvernement à l'arrêt et ont conduit à un coup d'État en 1996 par le colonel Ibrahim Baré. En 1999, Baré a été tué dans un autre coup d'État contre des officiers militaires qui ont restauré la démocratie et tenu des élections desquelles Mamadou Tandja est sorti vainqueur.

Tandja a été réélu en 2004 et en 2009 et a dirigé un amendement constitutionnel qui lui permettrait de prolonger son mandat en tant que président. En février 2010, un coup d'État militaire expulsa Tandja. L'élection présidentielle tenue en début d'année a su rétablir un régime civil le 12 mars 2011 avec l'élection de Mahamadou Issoufou au second tour.

Le Niger est un pays sub-saharien enclavé, avec une population d'environ 15 900 000. L'économie est centrée sur les cultures vivrières, l'élevage, et certains des gisements d'uranium les plus importants au monde. Seulement 17 % de la population est urbaine et la plupart (1 million) vit dans la capitale Niamey.

La sécheresse, la désertification et la forte croissance démographique ont miné l'économie. Le Niger partage

une monnaie commune, le franc CFA, et une banque centrale commune, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, avec sept autres membres de l'Union monétaire ouest-africaine.

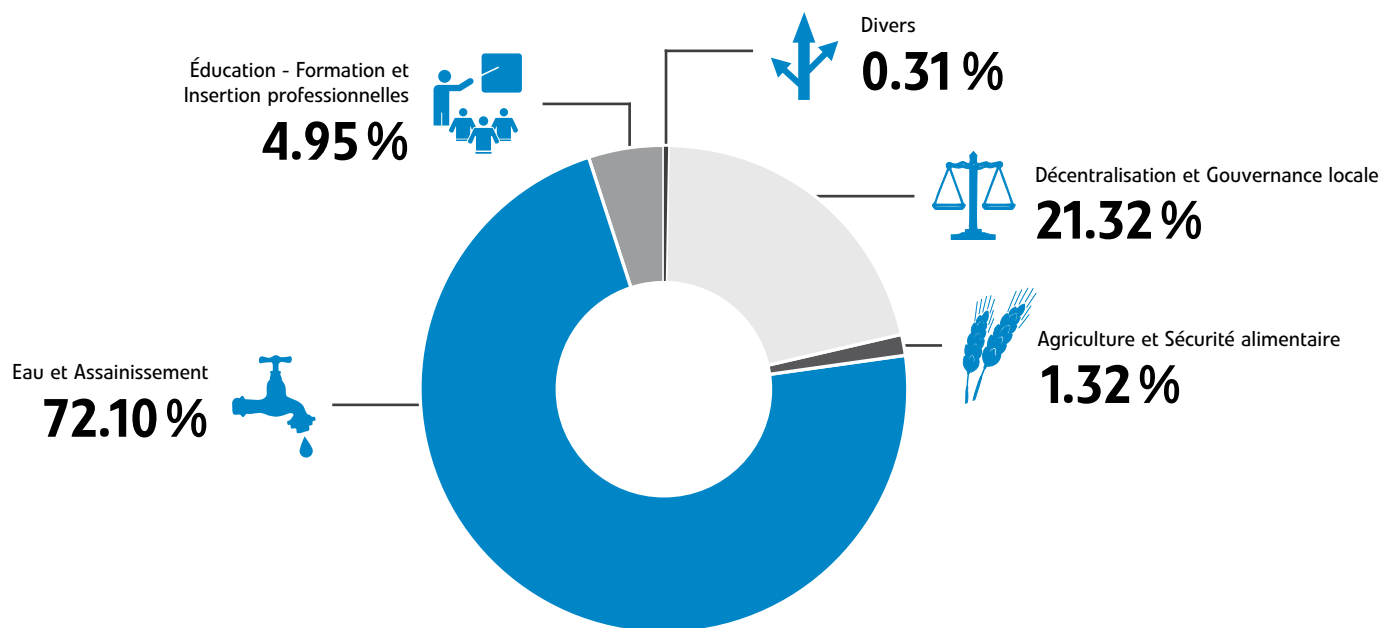
En décembre 2000, le Niger jouissait d'un allègement de sa dette dans le cadre du programme du Fonds monétaire international pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et a conclu un accord avec le Fonds sur une réduction de la pauvreté et la croissance. Cet allègement de la dette libère ainsi des fonds pour la santé de base, l'enseignement primaire, la prévention du VIH / sida, les infrastructures rurales et d'autres programmes visant à réduire la pauvreté.

En décembre 2005, le Niger a reçu 100 % de l'allègement de la dette multilatérale du FMI, qui se traduit par la remise d'environ 86 millions USD de dettes au FMI, à l'exclusion du solde de l'aide en vertu de l'Initiative PPTE.

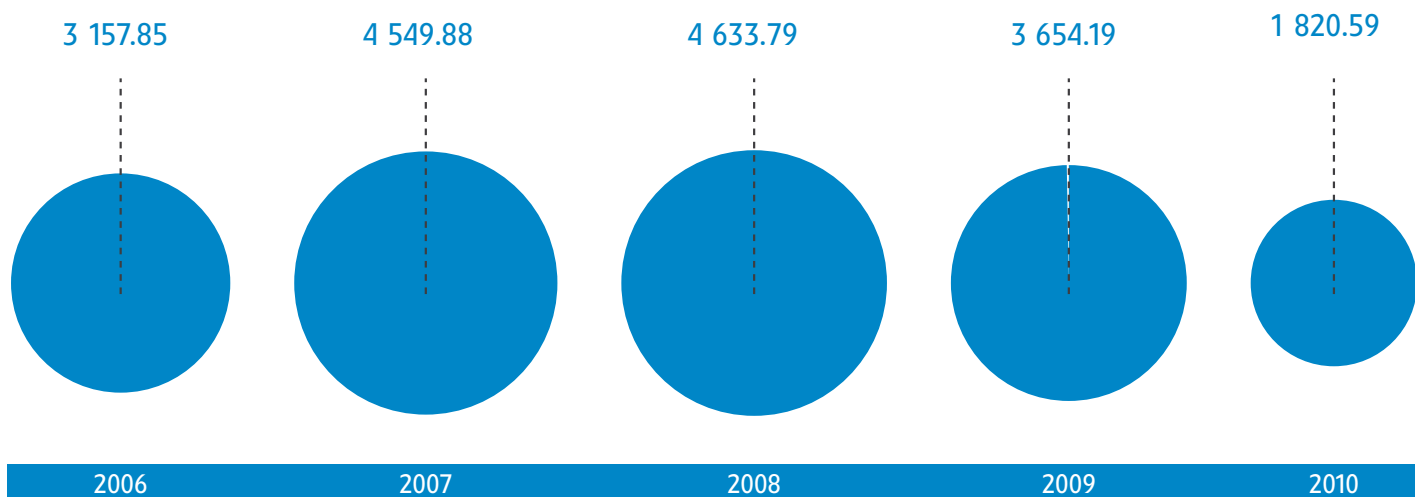
En 2010, l'économie du Niger s'est remise des effets de la sécheresse de 2009, qui avait sérieusement réduit la production de céréales, du haricot niébé et décimé une partie du cheptel. L'économie a également été affectée lorsque la communauté internationale a coupé l'aide non-humanitaire à la suite de la tentative de l'ancien président Tandja de prolonger son mandat en tant que président. Près de la moitié du budget du gouvernement est issu de ressources des bailleurs de fonds étrangers. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Niger (en millier EUR)



Soutien aux Initiatives communales d'Eau et d'Assainissement scolaire (SICEAS) dans le Département de Boboye au Niger

De l'eau potable à l'école ►

NIG/116



BUDGET TOTAL EUR :

3 552 193

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

1 312 614

DURÉE :

2008 - 2011

Dans le département de Boboye, l'un des plus densément peuplé du Niger, l'une des priorités reste l'éducation de base. Malgré la construction de nouvelles écoles, notamment grâce à la Coopération luxembourgeoise (projet NIG/016 PRADEB, Programme Régional d'Appui au Développement de l'Éducation de Base) le taux de scolarité n'atteignait pas les chiffres escomptés. Les maires des communes concernés ont alors interpellé la Coopération luxembourgeoise pour l'amélioration des conditions d'éducation par la dotation pour chaque école, d'un point d'eau potable et d'un accès à un système d'assainissement. Ainsi le projet SICEAS a vu le jour en 2007. Fort d'un budget de 3 500 000 EUR, issu d'un co-financement du Grand-Duché de Luxembourg, de l'Union européenne et des communes du département de Boboye, le projet a,




en trois ans contribué à la rehausse de 10% du taux brut de scolarisation. Concrètement, le SICEAS ce fut, dans 100 écoles du département, 140 latrines scolaires, 500 familiales, 284 points d'eau potable, des campagnes d'éducation à l'hygiène à l'école mais aussi au village.

Une école sur 20 pouvait proposer de l'eau potable à ses élèves ainsi qu'un lieu d'aisance assaini, elles sont aujourd'hui une sur trois.

Parce qu'un élève malade est un élève absent, l'accès aux besoins de base répond aussi à un objectif éducatif. ■

Dosso Ma Za'ada - Appui au Développement territorial dans le Département de Dosso



NIG/015 
BUDGET TOTAL EUR:
 8 459 556
DÉBOURSÉS 2010 EUR:
 388 214
DURÉE:
 2005 - 2010

Ce projet de développement rural au niveau régional étant terminé, c'est au tour du nouveau programme qui naîtra en 2011 de prendre le relais afin d'en assurer les acquis. La région de Dosso demeure le pôle d'activités pour la Coopération luxembourgeoise qui bénéficie maintenant d'une excellente crédibilité auprès de la population et des autorités.



Programme régional d'Appui au Développement de l'Éducation de Base à Dosso



NIG/016 
BUDGET TOTAL EUR:
 6 100 000
DÉBOURSÉS 2010:
 86 150
DURÉE:
 2005 - 2010

Le projet a axé ses activités sur le domaine de l'éducation (notamment en termes d'infrastructures et de formation) étant terminé, il reste à espérer que les nouvelles autorités nigériennes puissent reprendre à leur compte les résultats obtenus. Un nouveau projet, devrait voir le jour en 2011 qui permettra de pérenniser les acquis.



STATISTIQUES

26 338 km²

Superficie

70 %

Alphabétisation

19

Âge moyen

2.792 %

Taux d'accroissement
de la population

Kigali

Capitale

58

Espérance de vie à la
naissance

11 370 425

Population

152/169

Indice de Développement Humain 2010

RWANDA

Le Rwanda est un petit pays montagneux d'une superficie de 26 338 km². Enclavé en Afrique centrale, sa population est de 11 millions d'habitants. La densité démographique est de 320 habitants au km². L'histoire récente du Rwanda a été marquée par des troubles politiques liés au partage du pouvoir et à l'accès aux opportunités qui se sont traduits par des explosions de violence ethnique conduisant au massacre de quelques 800 000 personnes en 1994. Actuellement en situation de paix, les Rwandais essaient toujours d'effacer les stigmates du génocide. La réconciliation nationale est une œuvre de longue haleine à laquelle le gouvernement se consacre avec détermination et qui bénéficie du soutien de la communauté internationale.

La croissance annuelle de la population est de 2.7% avec un taux de fécondité de cinq nouveaux-nés/femme en 2010. Du point de vue de sa structure, la population rwandaise est essentiellement jeune. En effet, les personnes âgées de moins de 20 ans représentent 67% de la population totale. En ce qui concerne la structure par sexe, les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2002 ont révélé une population féminine majoritaire (52% contre 48% d'hommes).

L'économie du Rwanda a enregistré une croissance de 7.8% entre 2005 et 2009. La productivité accrue du secteur agricole et du secteur des

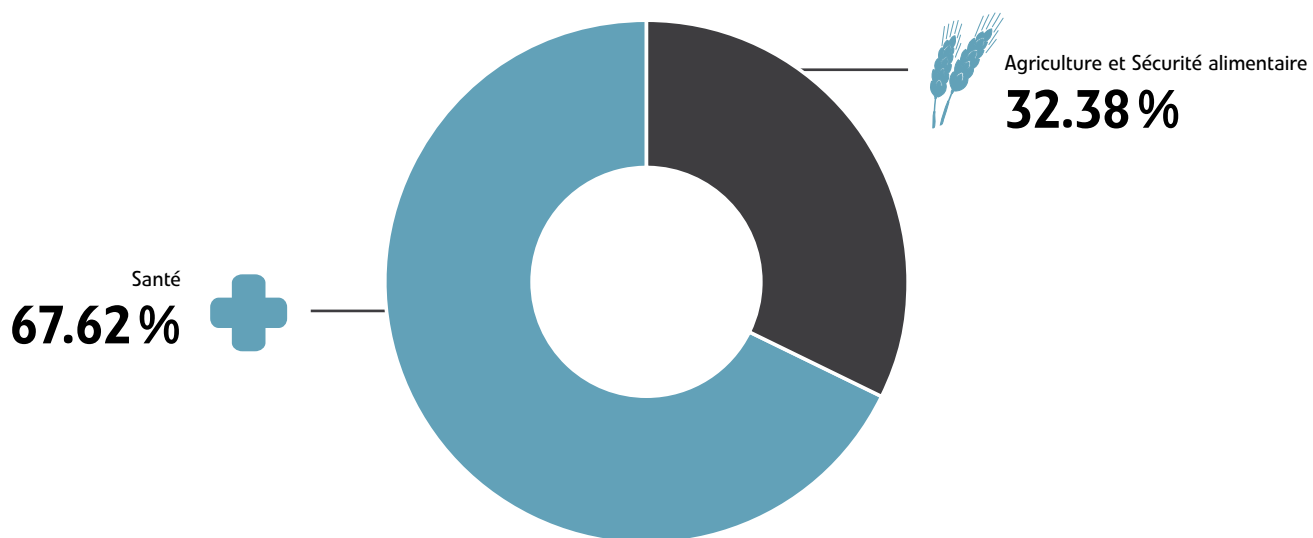
services, doublée d'une activité importante en termes d'investissement dans le secteur public et le secteur privé, est une source capitale de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté à court et moyen termes.

Les bons résultats dans la mise en œuvre des mesures macro-économiques ont permis au Rwanda d'atteindre en mars 2005 le point d'achèvement de l'initiative en faveur des Pays pauvres très endettés et de remplir en mars 2006 les conditions exigées pour bénéficier de l'initiative multilatérale d'allègement de la dette. Des efforts ont été faits en parallèle pour mettre en place un dispositif de gouvernance économique approprié, qui se caractérise notamment par des organismes réglementaires indépendants, des systèmes renforcés de gestion des dépenses publiques dotés d'organes d'audit indépendants et par une forte focalisation sur la lutte contre la corruption.

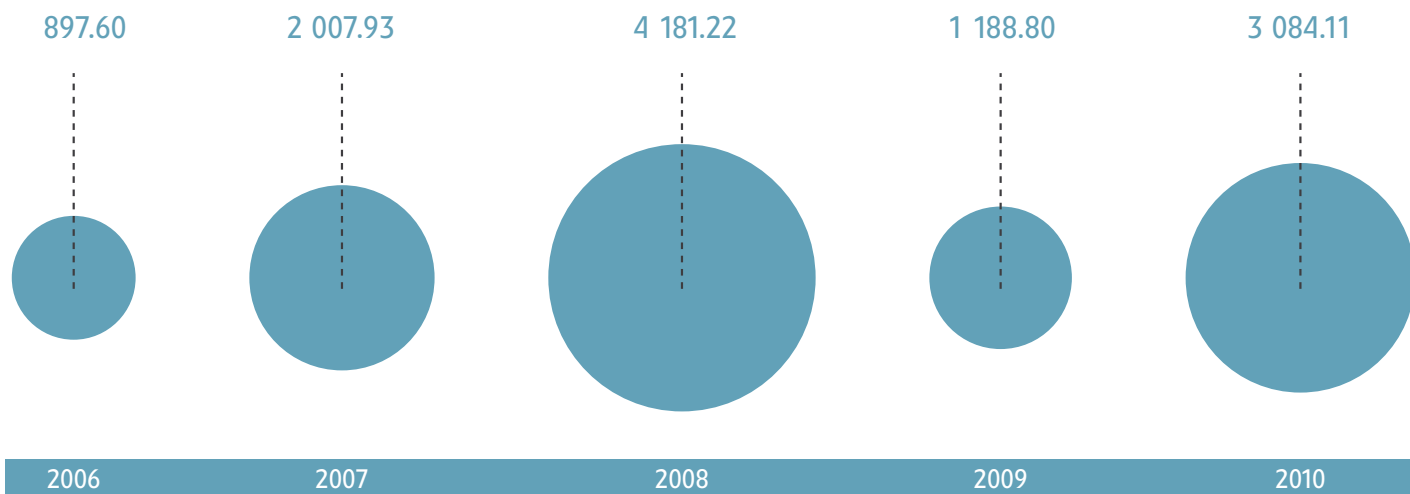
En dépit d'un PIB (pondéré par le pouvoir d'achat) par habitant de 1 000 USD en 2010, le pays se situe parmi les plus pauvres de l'Afrique sub-saharienne. Cette situation est également confirmée par un Indice de Développement Humain de 0.385 en 2010 qui classe le Rwanda à la 152^e place sur un total de 169. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Rwanda (en millier EUR)



Appui à la Décentralisation et à l'Intégration SIDA/Santé-PADISS

Formation du personnel
des hôpitaux de district ►

Le projet RWA/023 a démarré au début de l'année 2010 et vise à appuyer différents services et départements du Ministère de la Santé rwandais dans la mise en oeuvre du Plan stratégique du Secteur de la Santé 2009-2012. L'intervention couvre l'ensemble du territoire rwandais dans une logique de continuité par rapport à plusieurs interventions antérieures de la Coopération luxembourgeoise.

Les axes de travail sont établis dans le sens d'un renforcement des acquis et de la mise en oeuvre dans un cadre plus large des contributions les plus significatives et porteuses des projets précédents. Cela se traduit notamment dans le renforcement des capacités au niveau du District de Rwamagana par la promotion et la coordination des actions de santé avec les autorités responsables, dans l'amélioration de la prise en charge néonatale dans les hôpitaux de District et dans la généralisation de l'approche de « Projet d'Établissement » qui offre un cadre de planification stratégique du développement des structures tout en permettant l'alignement des interventions des partenaires nationaux et bailleurs.

Ces différents axes sont stratégiques pour le Ministère de la Santé et touchent directement à l'amélioration des indicateurs du secteur dans un cadre de réforme du système de santé entreprise par le Ministère dès l'année 2010.



L'équipe de projet travaille activement depuis le démarrage à l'échange avec les différents partenaires et intervenants du secteur, tant nationaux qu'internationaux, et ceci a permis d'initier des collaborations diverses (Projets d'Établissement, hygiène, base de données, etc.) et de participer aux différentes instances de coordination sectorielle, notamment sur la Gouvernance de la santé, un thème transversal significativement présent dans plusieurs volets du projet.

Au terme de la première année du projet, plusieurs résultats significatifs de portée nationale peuvent être mis en évidence, par exemple dans la composante néonatalogie et de lutte contre la mortalité maternelle et infantile. Les activités réalisées dans ce sens dans les 40 hôpitaux de District du pays représentent une contribution très significative à la mesure des attentes du Ministère de la santé, que ce soit en termes de diagnostic des structures, de formation ou de production de normes et de standards.

Certains indicateurs clés sont alarmants mais les perspectives d'amélioration sont aussi importantes même à relativement court terme. Ainsi par exemple, dans le cadre du support de la Coopération luxembourgeoise à l'hôpital de Rwamagana, l'appui ciblé sur le service de néonatalogie a permis de faire baisser le taux de mortalité néonatal de 33% à 6%; sur base de ce résultat, il est permis d'espérer à moyen terme une amélioration de certains indicateurs clés. ■

RWA/023 

BUDGET TOTAL EUR :

6 000 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

1 859 628

DURÉE :

2010 - 2013

Développement de l'Économie rurale du Bugesera



RWA/022

BUDGET TOTAL EUR :
9 430 000

DÉBOURSÉS 2010 :
998 743

DURÉE :
2004 - 2012

Le projet contribue à augmenter, sécuriser et diversifier les débouchés agricoles dans la région du Bugesera. Il appuie notamment un programme pilote d'irrigation sur 200 ha et contribue à améliorer l'infrastructure de transport et de distribution. Plusieurs coopératives d'agriculteurs sont appuyées par le projet, notamment pour exploiter les périmètres irrigués.



Initiative ESTHER - Phase II



INT/108

BUDGET TOTAL EUR :
4 765 000

DÉBOURSÉS 2010 :
225 339

DURÉE :
2008 - 2010

Ce programme s'inscrit dans la continuité des projets entrepris avec le Gouvernement rwandais pour la prise en charge des malades du VIH/ Sida. Il vise la consolidation et la pérennisation des résultats et des modalités techniques et organisationnelles acquises avant une reprise finale par les instances rwandaises.



STATISTIQUES

196 722 km²

Superficie

39 %

Alphabétisation

2.557 %
Taux d'accroissement
de la population

23

Âge moyen

Dakar

Capitale

60

Espérance de vie à la
naissance

12 643 799

Population

144/169

Indice de Développement Humain 2010

SÉNÉGAL

Entouré de la Mauritanie, du Mali, de la Guinée et de la Guinée-Bissau, et englobant la Gambie, le Sénégal est un petit territoire qui a une longue et riche histoire politique et culturelle.

Le fleuve Sénégal forme la frontière avec la Mauritanie et son principal affluent marque les limites avec le Mali. Au centre, le Saloum se jette dans la mer par un long estuaire encombré de mangroves. Ces fleuves sont sujets aux variations saisonnières, sauf le Sénégal qui a été aménagé pour permettre l'irrigation de son delta.

La géographie du Sénégal n'est pas très favorable à l'agriculture. En effet, bien que très arrosée au sud, la majeure partie du pays est en zone sahélienne assez sèche. Les cours d'eau sont rares et, combinés au caractère plat du pays (l'altitude dépasse rarement 100 m) et au faible débit des fleuves, cela constitue un sérieux handicap naturel au développement agricole des régions. Le Sénégal est un pays de quasi-monoculture (arachide) et de faibles ressources du sous-sol. La pêche, qui fut longtemps un des principaux produits naturels du pays, est en déclin rapide.

Trois grands groupes ethniques (wolof, sérère et djoula) composent la population sénégalaise qui est en très grande majorité de confession musulmane. Une langue nationale commune (le wolof), est parlée sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'en Gambie. L'enseignement est cependant donné en langue française.

La population sénégalaise est très inégalement répartie entre les 11 régions du pays. La région de Dakar, qui occupe 0.3% de la superficie, abrite près de

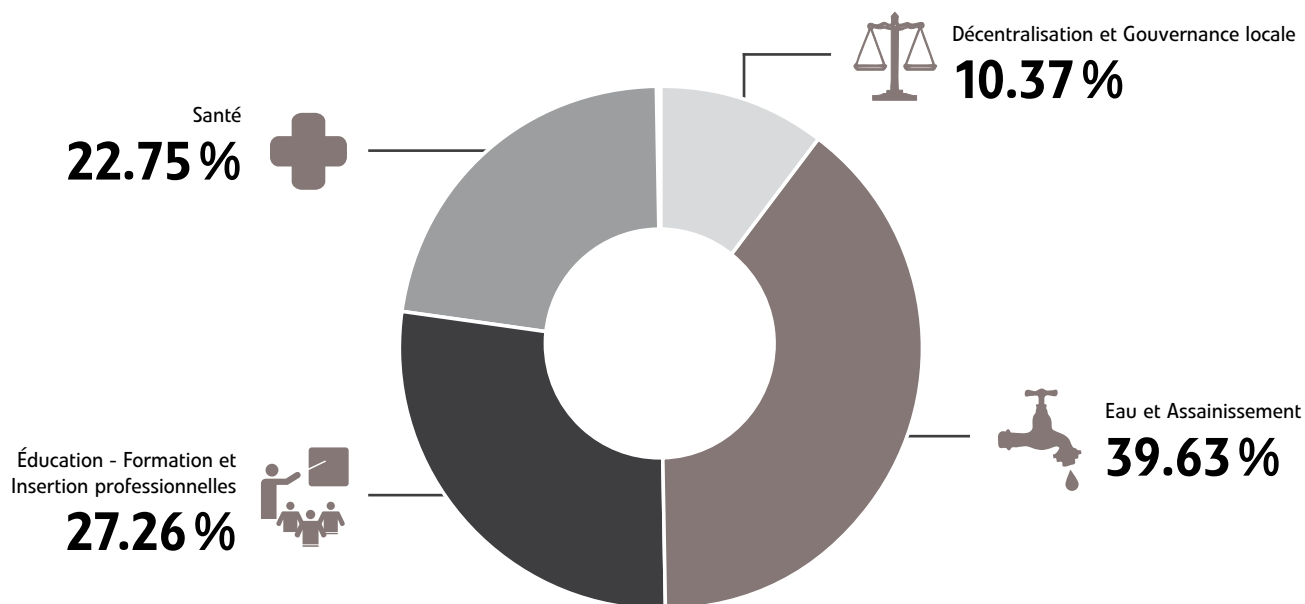
22% de la population totale. On estime à 2 millions le nombre de Sénégalais travaillant à l'extérieur du pays.

Le Sénégal, qui fut un pays prospère, a vu son déclin s'amorcer à partir des grandes sécheresses des années 1970. Le tissu industriel reposait sur les huileries d'arachide, la pêche et dans une moindre mesure le coton. Il s'est effondré avec la chute des cours mondiaux des denrées, la surexploitation des ressources et la transformation des habitudes alimentaires en Europe, principale importatrice des produits sénégalais. Le gouvernement, n'ayant pas pris à temps la mesure de ce déclin, n'a pas mis en place une politique de rechange et de restructuration suffisante. Le secteur informel continue de dominer l'activité économique de la population sénégalaise.

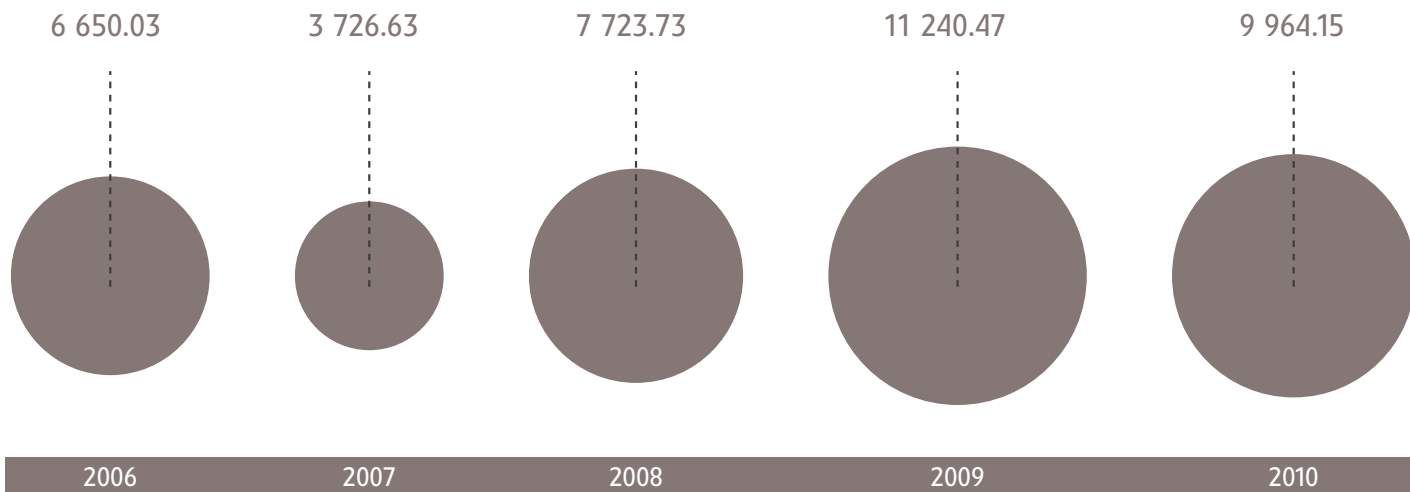
Après avoir vu son économie se contracter de 2.1% en 1993, le Sénégal fait un revirement important avec une moyenne de croissance réelle du PIB de plus de 5% par an (1995-2007). Le pays a été affecté par le ralentissement économique mondial en 2009 et la croissance du PIB a chuté en dessous de 2%. En tant que membre du Comité économique et monétaire ouest africain, le Sénégal travaille à l'intégration régionale avec un tarif extérieur unifié et une politique monétaire plus stable. Le taux de chômage est cependant élevé et continue à inciter des migrants de fuir le Sénégal à la recherche de meilleures possibilités d'emploi en Europe. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Sénégal (en millier EUR)



Composante d'Accompagnement des Programmes du PIC 2007-2011

SEN/023 

BUDGET TOTAL EUR :

4 090 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :

1 033 477

DURÉE

2008 - 2012



Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE,
Maire de Saint-Louis



Dr. Ismaïla DIEDHIOU, Pharmacien

Un label de bonne gouvernance

Grâce à la participation volontaire d'une quinzaine de collectivités locales (communes et communautés rurales), le Forum civil, section sénégalaise de *Transparency International* a élaboré et mis en place, avec l'appui de la Coopération luxembourgeoise, un processus de certification citoyenne de la gouvernance locale. Les deux principaux instruments de cette certification citoyenne sont un référentiel de bonne gouvernance locale, et un label de bonne gouvernance locale. Le label de bonne gouvernance, vu comme un instrument de sanction positive de la gestion des élus locaux, utilise l'engagement citoyen pour mesurer l'action des collectivités locales grâce à un indice de bonne gouvernance locale dont la structure met en exergue les cinq principes essentiels de bonne gouvernance retenus par le Forum civil et les collectivités locales partenaires : l'efficacité, la transparence, la participation, l'équité et l'obligation de rendre compte.

L'innovation majeure du programme réside dans l'expérimentation au

niveau local d'un modèle de gestion transparente reposant sur le renforcement des capacités des acteurs locaux et la participation citoyenne. L'organe certificateur dénommé Comité Local de Certification (CLC) est composé de citoyens choisis parmi les membres d'associations locales représentatives et indépendantes et des représentants de services techniques déconcentrés.

Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE,
Maire de Saint-Louis

“ Saint-Louis est la doyenne des cités du Sénégal. C'est la raison pour laquelle, étant la doyenne dans le principe de démocratie participative avec des conseils de quartiers depuis plus de 20 ans d'exercice et qui fonctionnent, nous avons pensé qu'il est important d'ajouter cet outil de certification citoyenne. Car il est bon que par moments, nous puissions avoir le retour d'informations des citoyens. C'est pour moi un outil important pour rendre plus performante l'action de la commune. ”

“ Je dirige la commission décentralisation au niveau de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), et j'ai proposé le principe de la certification citoyenne au sein de l'AIMF. Mon objectif est de faire en sorte que toutes les villes de l'espace francophone puissent aujourd'hui s'approprier cet outil de certification. Vous voyez que mes ambitions sont largement au-delà de ce que la Coopération luxembourgeoise attendait au départ. ”

Dr. Ismaïla DIEDHIOU, Pharmacien,
membre du CLC de Saint-Louis

“ Cela va permettre aux citoyens de vraiment pouvoir contrôler les élus. Et ça, je crois, ça va être une première en Afrique. Cela va vraiment pousser les élus à bien faire leur travail, une fois qu'ils sauront qu'il y a les citoyens derrière qui vont contrôler leur travail. ”

“ [...] je peux apporter quelque chose à mon pays en ayant ce rôle dans ce CLC. ” ■

Formation technique et professionnelle et Insertion professionnelle



SEN/024 

BUDGET TOTAL EUR :
14 190 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
2 704 333

DURÉE :
2008 - 2012

Pour lutter contre un taux de chômage élevé et un système éducatif peu performant, le présent projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la formation professionnelle et technique et l'insertion socioprofessionnelle. Il s'articule autour du renforcement de la gestion, de la qualité, de l'accessibilité et les mesures d'insertion socioprofessionnelles.



Apprentissage



Appui aux structures de santé

Programme de Santé de Base



SEN/025 

BUDGET TOTAL EUR :
11 500 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
2 105 483

DURÉE :
2008 - 2012

L'intervention du projet s'inscrit dans le cadre du Plan national de Développement sanitaire et social du Sénégal qui définit la stratégie du pays dans le secteur de la santé basée sur l'amélioration de l'état de santé des populations, l'amélioration des conditions socio-économiques des groupes vulnérables et la réduction de la prévalence des fléaux sociaux. Le projet se concentre sur les régions nord et renforce le système de santé à travers la formation, l'appui institutionnel, l'infrastructure et l'équipement.

Programmes d'Accès à l'Eau potable et à l'Assainissement dans les Zones rurales des Régions de Thiès et de Louga



SEN/026 

BUDGET TOTAL EUR :
14 220 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
3 729 590

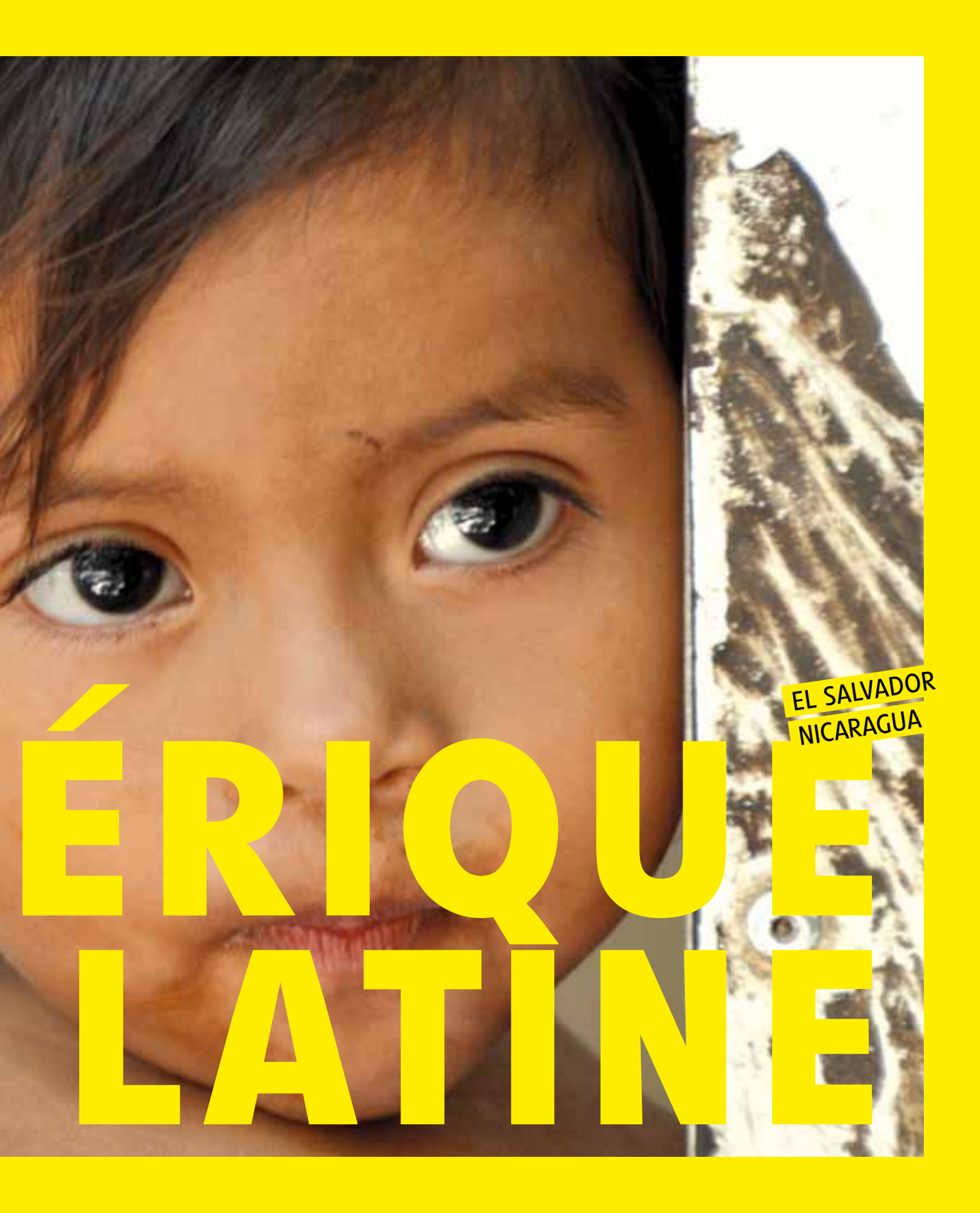
DURÉE :
2008 - 2012

En s'alignant sur le cadre du Programme Eau potable et Assainissement du Millénaire et en prenant comme zone d'action les régions de Thiès et Louga, le projet vise à garantir la durabilité des infrastructures et à assurer l'équité et la transparence dans la gestion des systèmes via l'organisation, l'information et l'éducation des usagers ainsi que la formation des agents techniques de l'État.





AM



EL SALVADOR
NICARAGUA

ÉRIQUE LATINE

EL SALVADOR



STATISTIQUES

21 041 km²

Superficie

81 %

Alphabétisation

0.318 %

Taux d'accroissement
de la population

73

Capitale
Espérance de vie à la
naissance

7 185 218

Population

90/169

Indice de Développement Humain 2010

El Salvador, connu comme la terre des volcans à cause de ses tremblements de terre fréquents et une activité volcanique importante est aussi souvent à la merci d'ouragans. Le pays partage ses frontières avec le Guatemala et le Honduras, tout en étant principalement montagneux avec une étroite bande côtière et un plateau central.

La population du Salvador a augmenté de 1.9 millions d'habitants en 1950 à 4 700 000 en 1984. Le recensement de 2009 a révélé une population totale de 7 185 218 habitants. Le pays tout entier est composé majoritairement de métis, mélange autochtones amérindiens / ascendance Européenne et des peuples autochtones ; 64 % de la population vit dans les villes.

Le Salvador, malgré sa petite taille (le plus petit pays géographiquement en Amérique centrale), se trouve au troisième rang des économies de la région. L'économie a pris un coup lors de la récession mondiale et le PIB réel a chuté de 3.5 % en 2009. L'économie a commencé une lente reprise en 2010 grâce à une amélioration des exportations et une augmentation des envois de fonds de salvadoriens

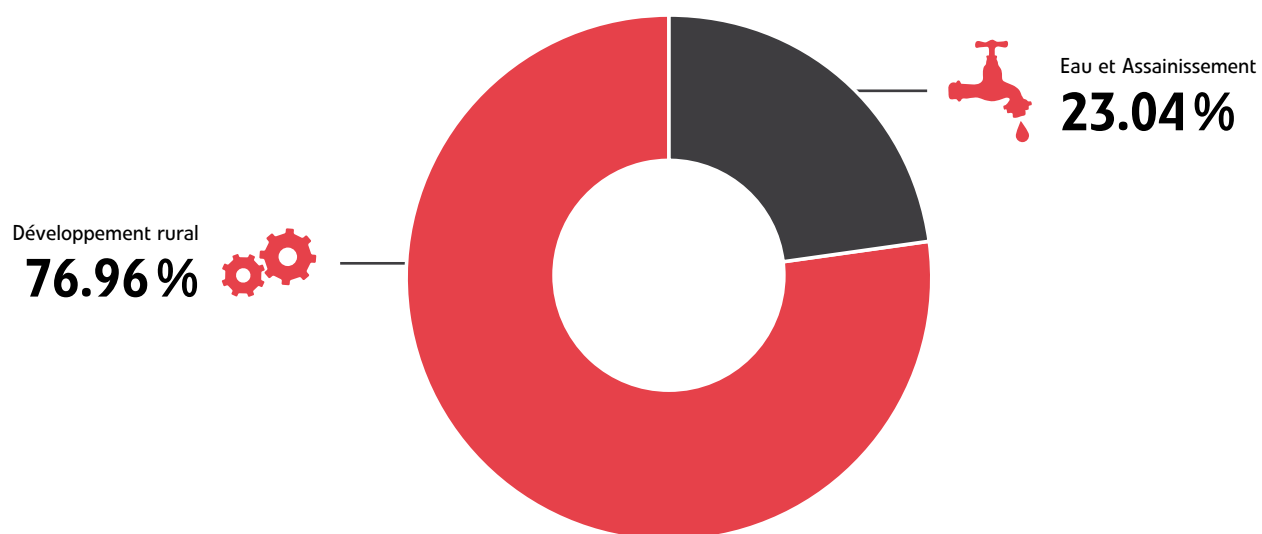
vivant à l'étranger. Les envois de fonds représentaient 16 % du PIB en 2009, et environ un tiers de tous les ménages reçoivent ces transferts.

En 2006, El Salvador a été le premier pays à ratifier l'Accord de libre échange - République Dominicaine-Amérique centrale (CAFTA-DR), qui a renforcé l'exportation d'aliments, du sucre et de l'éthanol, et a soutenu des investissements dans le secteur du textile face à une concurrence asiatique accrue et à l'expiration de l'accord multifibres en 2005. Le Salvador a favorisé une ouverture de son économie et amélioré le climat d'investissement en lançant une vague de privatisations s'étendant aux télécommunications, à la distribution d'électricité, aux banques et à la gestion des fonds de pension.

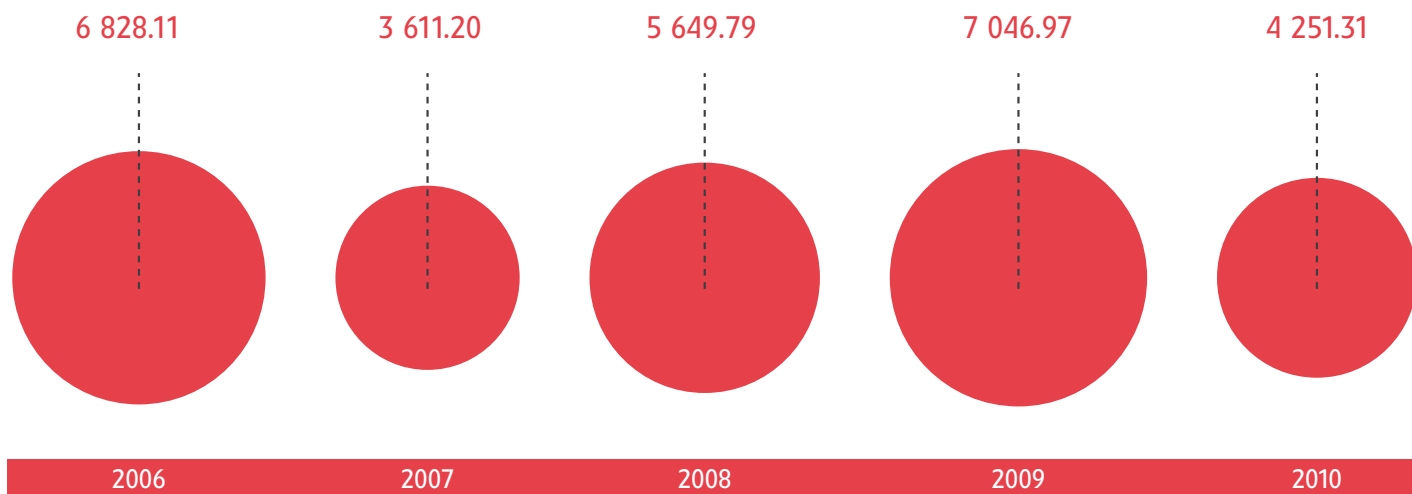
Avec l'adoption du dollar américain comme monnaie en 2001, le Salvador a perdu le contrôle sur la politique monétaire. Toute réponse politique contra-cyclique de la crise doit se faire par la politique budgétaire, qui est limitée par les exigences législatives et par le niveau déjà élevé de la dette. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Salvador (en millier EUR)



Programme d'Appui au Réseau solidaire

L'accès à l'eau propre a un impact direct sur la santé publique ►

SVD/021 

BUDGET TOTAL EUR :

20 000 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

3 271 600

DURÉE :

2007 - 2011



Le Programme des Communautés solidaires est une initiative mise en place par le gouvernement du Salvador qui vise à améliorer les conditions de vie et à augmenter les opportunités des familles rurales vivant dans des conditions de pauvreté extrême au moyen d'une intervention intégrale dans les 100 municipalités les plus pauvres du pays.

Le projet entend contribuer à améliorer les conditions de vie des habitants de 13 municipalités de la zone orientale du Salvador. Il s'articule autour d'un ensemble coordonné d'interventions sectorielles menées sous le « *leadership* » des institutions salvadoriennes concernées dans le but de favoriser l'accès de la population aux services de base, ainsi que le développement des capacités et d'activités productives.

Ces interventions comprennent l'approvisionnement d'eau potable aux écoles, centres de santé et foyers, la construction et l'amélioration des infrastructures sanitaires et d'enseignement, la formation d'enseignants,

la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation, l'électrification rurale, le renforcement de la gestion municipale et des associations de producteurs et le financement de projets productifs.

Bien qu'il soit difficile de déterminer la contribution du *Programa de Apoyo a la Red Solidaria* (PARS) dans les résultats atteints dans les 13 municipalités étant donné que ceux-ci ne résultent pas uniquement de l'intervention luxembourgeoise, les témoignages de terrain permettent d'affirmer que le PARS a été particulièrement efficace en termes de renforcement des capacités des institutions de santé et d'éducation puisqu'il les a rendues plus aptes à fournir des services de qualité et plus efficaces aux populations lointaines dans les 13 municipalités.

À titre d'exemple, le taux d'occurrence de diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans a diminué de plus de six points. La mise en œuvre des systèmes d'eau et d'assainissement de base a également eu un

impact très positif sur la qualité de vie, notamment des femmes et des enfants à qui incombait la tâche quotidienne du transport de l'eau. Le temps gagné pourra désormais être consacré à d'autres activités productives. L'amélioration de la qualité des soins de santé a contribué à l'augmentation significative du nombre de personnes prises en charge en milieu hospitalier dans les 13 municipalités d'intervention du projet : « [...] *not one incidence in maternal mortality and a substantial reduction in infant mortality in these municipalities since the mobile health brigades started operating [...]* »¹ ■

¹ *INSIDE*, revue à mi-parcours du PIC 2007-2010

Eau et Assainissement dans l'Orient du Salvador



SVD/017 

BUDGET TOTAL EUR :
6 662 041

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
240 401

DURÉE :
2005 - 2010

Lors de l'évaluation finale du projet, réalisée fin 2009, certains problèmes de nature technique ont été identifiés. Une extension de six mois du délai d'exécution jusqu'en juin 2010 a été accordée afin de résoudre ces problèmes et finaliser le projet.




Diplôme de fontainier communautaire



Appui institutionnel à ANDA



SVD/019 

BUDGET TOTAL EUR :
2 495 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
739 307

DURÉE :
2006 - 2010

Le projet s'est terminé en 2010. Les dernières activités étaient orientées vers la mise à disposition des outils techniques permettant à l'Administration nationale des Réseaux d'Eau et d'Assainissement d'entreprendre les actions correctives nécessaires pour améliorer son système de gestion et d'effectuer un suivi rapproché de ses performances.





STATISTIQUES

130 370 km²

Superficie

68 %

Alphabétisation

23

Âge moyen

1.088 %

Taux d'accroissement
de la population

Managua
Capitale

72

Espérance de vie à la
naissance

5 822 300

Population

115/169

Indice de Développement Humain 2010

NICARAGUA

Le Nicaragua, qui s'étend sur 129 494 km², est le plus grand mais aussi le plus pauvre pays d'Amérique centrale. Il détient un fort potentiel de ressources naturelles et humaines. Selon les données de l'Institut national des Statistiques et du Recensement, la population était de 5 822 300 habitants en 2008, dont 50.9% de femmes.

La pauvreté a une forte incidence au Nicaragua, qui occupe le 115^e rang sur 169 pays pour ce qui est de l'Indice de Développement Humain. La pauvreté extrême y est très importante et la malnutrition chronique représente un grave problème.

62.3% de la population nicaraguayenne a moins de 25 ans. Un pourcentage significatif de ces jeunes n'a pas accès au système éducatif et nombre de ceux qui y ont accès ont un niveau d'instruction insuffisant. Le faible taux de scolarité, le chômage et/ou les emplois précaires font que 30.2% des jeunes sont pauvres, 12% vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et ne bénéficient pratiquement d'aucune mesure sociale.

Si l'on observe la période 2001-2005, l'augmentation de la pauvreté est de 0.8% dans les zones urbaines, mais elle atteint 2.5% dans les zones rurales.

Le niveau de consommation des Nicaraguayens a légèrement baissé entre 1998 et 2005.

Selon les données du Programme national de développement humain

2008 - 2012 (PNDH), c'est chez les enfants de moins de 12 ans que l'on trouve le plus fort pourcentage de pauvreté au Nicaragua.

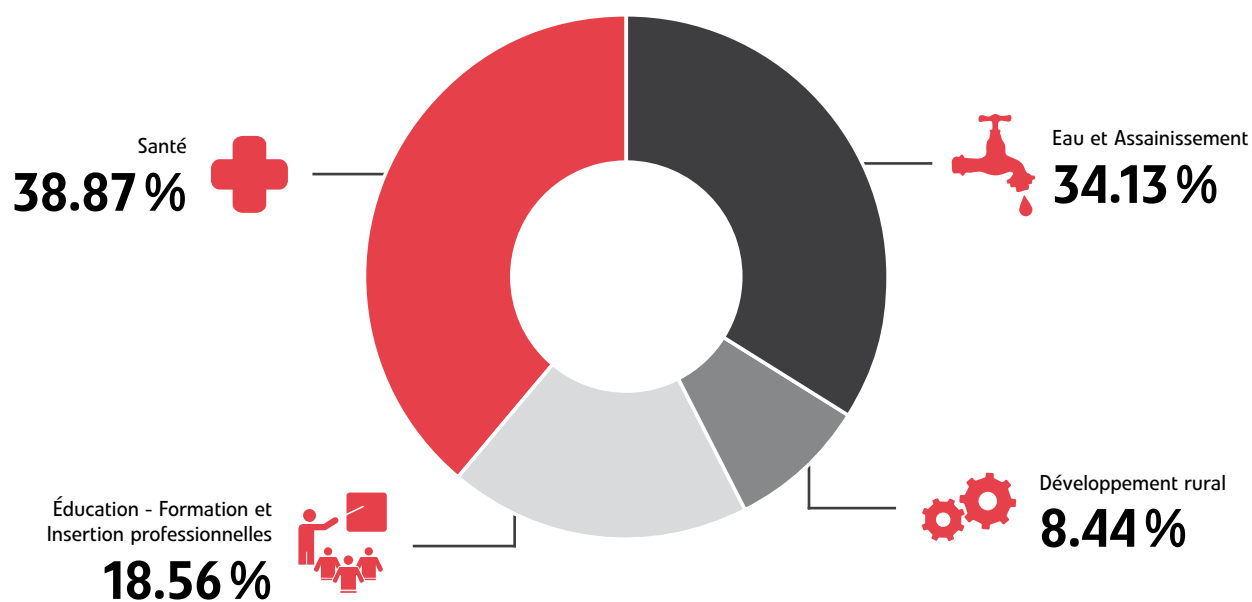
Le niveau d'instruction de la main d'œuvre entre 25 et 59 ans est faible. À l'échelon national, 57% des personnes ayant un emploi sont des ouvriers non qualifiés et des personnels de services. L'économie du Nicaragua repose en grande partie sur une force de travail qui n'a pas eu l'opportunité de terminer les six années obligatoires de l'école primaire.

Les indicateurs de l'économie et du bien-être de la population nicaraguayenne n'ont pas encore atteint le niveau souhaité, bien que des efforts aient été faits pour améliorer la situation.

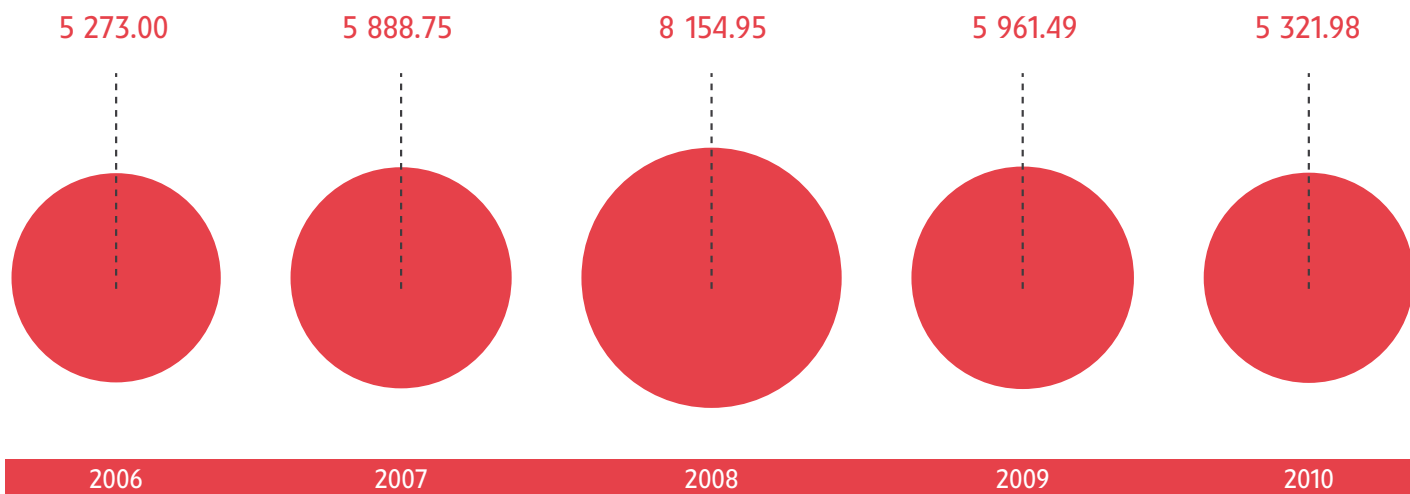
Le gouvernement nicaraguayen met en œuvre le PNDH 2008-2012, dont les objectifs sont de créer des emplois et de réduire la pauvreté en tirant parti des avantages comparatifs. L'un des éléments de changement contenus dans ce programme est son approche productive. Alors que dans le programme précédent l'accent était mis sur le développement des agglomérats, la nouvelle stratégie productive se centre sur le potentiel des PME et la mise en œuvre de programmes d'assistance technique pour que la production urbaine et rurale bénéficie davantage des opportunités offertes par les accords commerciaux et le marché interne. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Nicaragua (en millier EUR)



Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Nicaragua - Phase II

Étudiants de
dernière année en cuisine ►

NIC/018



BUDGET TOTAL EUR :

4 884 380

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

721 806

DURÉE :

2006 - 2013



Le projet NIC/013 – Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Nicaragua s’est terminé en 2006 avec l’achèvement de la construction de l’École Nationale d’Hôtellerie (ENAH).

Le projet NIC/018, qui constitue la deuxième phase du projet NIC/013, a été mis en œuvre pour développer des formations dans six domaines de spécialité sous les modalités de formation initiale, formation continue et formation pour l’emploi. Fin 2009, plus de 6 000 élèves par an bénéficiaient déjà des formations offertes par l’école, toutes modalités confondues. Le projet a en outre mis en place au Nicaragua le concept de «formation par compétences» en collaboration directe avec les entreprises nationales du secteur du tourisme.

À partir de 2010 le projet a commencé la consolidation du système

de formation professionnelle du secteur de l’hôtellerie et du tourisme à travers le renforcement des concepts méthodologiques tant au niveau central de l’ENAH que des six structures décentralisées en cours d’implantation. En collaboration avec le projet NIC/023 – Amélioration des compétences professionnelles et techniques au niveau national, ces idées et concepts ont été élargis à d’autres secteurs et centres de formation professionnelle au niveau national. L’ENAH a par ailleurs développé des relations avec le réseau d’écoles d’hôtellerie et de tourisme d’Amérique centrale.

La gestion financière de l’ENAH s’est améliorée de manière significative et les objectifs de durabilité économique ont été atteints. La mise en œuvre d’un Système de Gestion de la Qualité est en cours et la certification ISO 9001 est prévue pour le premier semestre de 2011. L’ENAH deviendra

alors le premier centre d’enseignement du Nicaragua à obtenir cette certification.

Au bout de quatre années d’existence, l’ENAH est devenue une référence au niveau national, comme en témoigne la forte augmentation de personnes voulant s’y inscrire, mais également pour d’autres centres de formation de la région centre-américaine qui cherchent à se nourrir de l’expérience de l’ENAH. ■

Route du Café

Artisan de Monzonte dans le
département de Nueva Segovia ►

«Route du Café» : un succès qui repose sur la participation et l'appropriation

La «Route du Café» se situe au nord du Nicaragua et couvre les cinq départements emblématiques d'Estelí, Jinotega, Madriz, Matagalpa et Nueva Segovia. Région caractérisée par son relief montagneux, elle culmine à 2 107 m avec le *Cerro Mogoton*. C'est une destination traditionnelle du tourisme national appréciée des Nicaraguayens pour son climat frais qui tranche avec la chaleur de la côte pacifique en général et de Managua en particulier. La «*región norteña*» était cependant assimilée à un nombre limité d'établissements touristiques de renommée tels que la «*Selva Negra*» ou la «*Finca Esperanza Verde*» axées sur l'écotourisme.

Au lancement du projet en 2007, le principal défi consistait dès lors à renforcer l'identité régionale et à créer une dynamique endogène de route touristique fondée à la fois sur la décentralisation de la gestion et l'appropriation du projet par les petites et moyennes entreprises (PME). Les équipes techniques de l'Institut Nicaraguayen du Tourisme et de LuxDev ont donc travaillé conjointement afin de renforcer les contreparties territoriales organisées en cinq Comités départementaux du tourisme et une cinquantaine de Comités municipaux qui représentent aujourd'hui 1 200 personnes dont 70 % de PME touristiques.

Cette organisation a permis à la «Route du Café» d'enregistrer en

quatre ans près de 30 000 participations des bénéficiaires directs du projet aux activités de planification, d'investissements en infrastructures publiques, d'animation touristique, de formation continue, d'assistance technique, de financement des PME et de promotion et commercialisation. L'impact du projet se mesure donc à l'aune de la planification participative qui a permis d'associer les contreparties à toutes les étapes du cycle de vie du projet: de la formulation à l'évaluation en passant par la programmation et l'exécution. L'offre touristique de la «Route du Café» est désormais présentée de manière intégrale et cohérente dans le cadre de circuits touristiques qui associent ressources naturelles et identité culturelle.

Entre le canyon de Somoto et le festival du maïs, entre la musique traditionnelle des immigrés allemands (polka et mazurka) et les danses folkloriques qui illustrent l'héritage métissé des communautés, entre l'identité préhispanique et les églises coloniales, entre les hôtels de charme en centre ville et l'agrotourisme dans les fermes de café, le nord a trouvé sa place et se renforce comme des-



tinuation touristique. Le succès est en grande partie dû à la coordination des efforts respectifs des secteurs public et privé mais surtout au renforcement des réseaux de PME et à leur complémentarité dans le cadre des circuits touristiques. ■

NIC/022 

BUDGET TOTAL EUR :

4 500 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

427 459

DURÉE :

2007 - 2011

Transfusion sanguine



NIC/016 

BUDGET TOTAL EUR :
7 422 000

DÉBOURSÉS 2010 :
242 504

DURÉE :
2005 - 2011

La phase d'extension du projet, démarrée en mai 2010, vise à rendre le Service national du Sang plus performant, sûr et autonome et à renforcer les capacités institutionnelles du Ministère de la Santé. À la fin de l'année 2010, toutes les conditions étaient réunies pour permettre une exécution soutenue en 2011.



Appui intégré aux SILAIS¹ de Masaya, Carazo et Rivas - Phase II



NIC/020 

BUDGET TOTAL EUR :
8 310 000

DÉBOURSÉS 2010 :
1 825 942

DURÉE :
2007 - 2011

L'année 2010 était axée sur l'appropriation du projet par la contrepartie nationale, le Ministère de la Santé. L'expérience acquise au bout de neuf ans d'intervention dans les Départements de Masaya, Carazo et Rivas sera capitalisée dans la mise en œuvre d'un nouveau projet dans deux départements du nord du pays.

1. Système local de soins de santé intégraux

Programme d'Eau potable et d'Assainissement à Nueva Segovia, Madriz et Estelí



NIC/021 

BUDGET TOTAL EUR :
8 000 000

DÉBOURSÉS 2010 :
1 816 603

DURÉE :
2008 - 2012

Ce projet vise à améliorer la gestion et les services prestés par l'Entreprise nicaraguayenne des Eaux et Assainissement dans les départements de Nueva Segovia, Madriz et Estelí. Le projet, qui constitue la dernière intervention luxembourgeoise dans le secteur Eau et Assainissement au Nicaragua, s'est essentiellement concentré sur le volet construction durant l'année 2010.





Formation de Techniciens en Électronique et en Soudure



NIC/023



BUDGET TOTAL EUR :
5 000 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
263 113

DURÉE :
2010 - 2013

Le projet reprend l'expérience réussie de l'ENAH (NIC/018) dans le domaine de la formation professionnelle et l'étend aux sous-secteurs de la soudure, de l'électricité/électronique et des énergies renouvelables. Démarré en 2010, il contribuera à la mise en place d'un modèle de Système national de Qualifications et de Formation professionnelle.



LAOS
MONGOLIE
VIETNAM

ASIE







STATISTIQUES

236 800 km²

Superficie

73 %

Alphabétisation

21

Âge moyen

1.684 %

Taux d'accroissement
de la population

Vientiane

Capitale

62

Espérance de vie à la
naissance

6 477 211

Population

122/169

Indice de Développement Humain 2010

LAOS

Le Laos a ses racines dans l'ancien royaume Lao du Lane Xang, créé au XIV^e siècle sous le roi Fa Ngum. Pendant 300 ans, Lane Xang a eu une influence sur ce qui est aujourd'hui le Cambodge et la Thaïlande, ainsi que sur l'ensemble de ce qui est maintenant le Laos. Après des siècles de déclin progressif, le Laos est apparu sous la domination du Royaume de Siam (Thaïlande) entre la fin du XVIII^e siècle et la fin du XIX^e siècle quand il faisait partie de l'Indochine française. Le traité franco-siamois de 1907 a défini les frontières actuelles du Laos avec la Thaïlande. En 1975, le parti du Pathet Lao a pris le contrôle du gouvernement, mettant fin à une monarchie de 600 ans et en instaurant un régime socialiste étroitement aligné sur celui du Vietnam. À partir de 1988, le Laos a timidement ouvert son économie à des entreprises privées en libéralisant les lois sur les investissements directs étrangers. Le Laos est devenu membre de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est en 1997.

La République démocratique populaire lao est située dans le centre de la sous-région du Mékong, avec une population multiethnique d'environ six millions de personnes et en occupant 236 800 km². Le pays est enclavé et partage ses frontières avec cinq

pays (la Birmanie 235 km, 541 km avec le Cambodge, la Chine 423 km, la Thaïlande 1 754 km et le Vietnam 2 130 km).

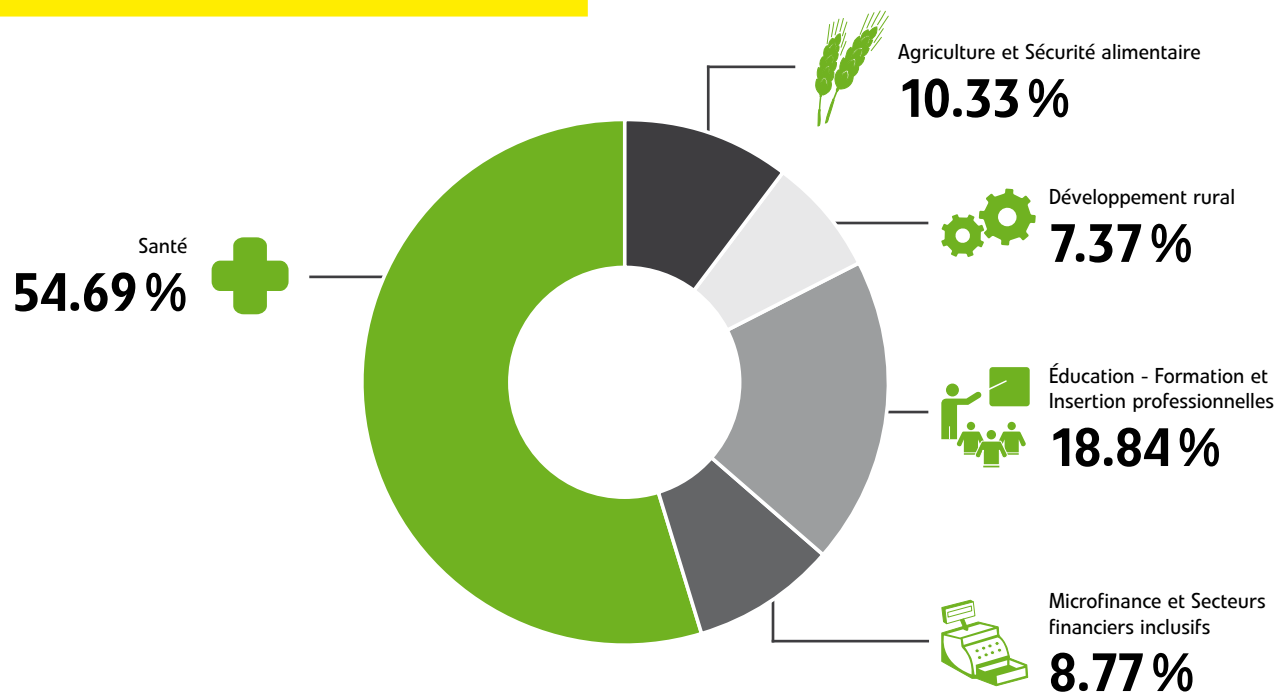
La croissance démographique est légèrement sous les 2% par an et environ 50% de la population a moins de 20 ans. Le Laos est principalement constitué de montagnes calcaires traversées par les vallées fertiles de la rivière du Mékong et ses affluents.

Environ 77% de la population Lao vit dans des zones rurales et est principalement engagé dans l'agriculture de subsistance. Moins de 30% de la population de plus de 15 ans a plus qu'une éducation primaire de base, et 31% des adultes sont analphabètes. Pour les femmes, 23% n'ont jamais fréquenté l'école et moins de 9% sont allées à l'école secondaire. En fonction de la province où l'enfant naît, l'espérance de vie à la naissance varie entre 54 et 63 ans.

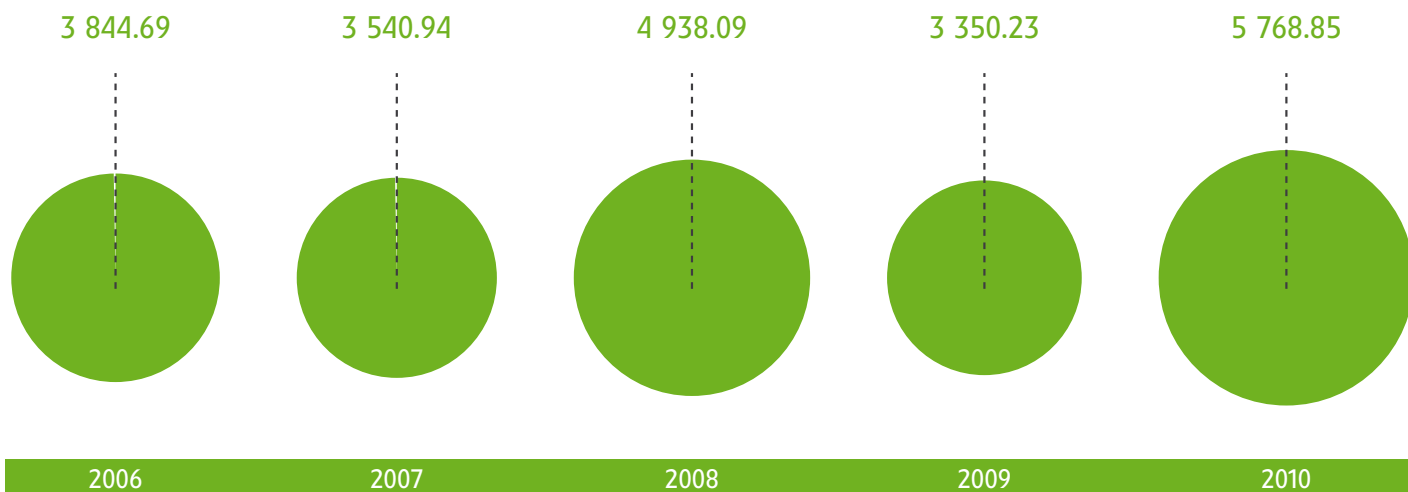
Le Laos demeure un pays avec une infrastructure sous-développée, en particulier dans les zones rurales. Il possède un réseau routier rudimentaire et un accès limité aux télécommunications internes et externes. L'électricité est néanmoins disponible dans les zones urbaines et dans de nombreux districts ruraux. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Laos (en millier EUR)



Programme d'Appui aux Initiatives de Santé

Famille Theung ►

LAO/017 et la méthode des « 5S »

Selon une étude récente de l'Organisation mondiale de la Santé sur le financement de la santé dans les pays de la région du Pacifique occidental, le Laos a été pointé du doigt à cause de ses dépenses pour les soins de santé de sa population: seulement 2 USD par personne par année sur les 27 millions USD du budget total de santé. Environ un tiers du budget total est absorbé par l'administration centrale, un autre tiers par les hôpitaux nationaux et régionaux et le reste se répartit sur le milieu rural où 85% de la population réside. 80% des fonds nécessaires au fonctionnement du système de santé proviennent du paiement des soins directement par la population. Toutefois, comme la pauvreté est généralisée et le flux de trésorerie est limité, en particulier dans les zones rurales, un grand nombre de gens renoncent à se faire soigner en cas de maladie. Ainsi, un cercle vicieux se crée dans lequel les structures de santé ont un budget de fonctionnement très limité ainsi qu'une population dans le besoin qui n'a pas les moyens de payer les services dont elle a besoin. Par conséquent, le personnel de santé doit souvent travailler dans des circonstances difficiles qui ne sont pas propices à un environnement de travail motivant et de qualité.

En plus d'assistance technique, de fourniture d'équipement et de la rénovation des infrastructures, le



projet LAO/017 fournit un appui au budget public de santé dans trois provinces, à savoir, les provinces de Khammouane, de Vientiane et de Bolikhamxay. Afin de stimuler le personnel de santé pour dispenser des soins de qualité et de créer un environnement de travail attrayant, la méthode des 5S a été introduite dans différents sites pilotes. Cette méthode des 5S est un outil basé sur une philosophie japonaise et stipule qu'un travail efficace et de qualité nécessite un environnement propre, de la sécurité et de la rigueur.

Les 5S sont les cinq verbes d'action (Débarrasser, Ranger, Nettoyer, Standardiser, Progresser) qui en japonais commencent tous par la lettre S (*Seiri, Seiton, Seiso, Seiketsu, Shitsuke*) et forment la méthode ou démarche connue sous ce nom: [1] *Seiri* - se débarrasser et ne garder que l'outil essentiel; [2] *Seiton* - ranger afin de tout organiser pour permettre un travail efficace et aisé; [3] *Seiso* - nettoyer; [4] *Seiketsu* - standardiser ce qui implique que toutes les procédures et les techniques sont

bien documentées et comprises, et [5] *Shitsuke* - poursuivre afin d'utiliser la méthode 5S comme un mode de travail.

L'approche a payé et la méthode des 5S a été implémentée avec assiduité dans les sites pilotes: par exemple, dans l'hôpital provincial de Khammouane, le personnel a rempli 18 camions plein de déchets, essentiellement des anciens équipements et d'autres dispositifs défectueux. ■

LAO/017 

BUDGET TOTAL EUR:

18 750 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR:

3 122 118

DURÉE:

2008 - 2012

Appui au Développement des Ressources humaines en Hôtellerie et Tourisme

L'équipe soudée de l'Institut
National de Tourisme - LANITH ►

LAO/020 et le *Passport to success*

Fin 2010, l'Institut National du Tourisme et de l'Hospitalité du Laos (LANITH) en collaboration avec l'Administration Nationale du Tourisme du Laos a introduit un programme de formation innovant intitulé *Passport to Success*. Le LANITH propose des formations continues aux professionnels du secteur de l'hôtellerie et du tourisme. À travers ces formations, les professionnels du secteur ont accès à une carrière, une augmentation de salaire, une promotion et trouveront aussi une plus grande satisfaction personnelle. La participation au *Passport to Success* des employés des entreprises d'accueil et du tourisme vise une plus grande productivité, une qualité de service améliorée et une meilleure rentabilité.

Le *Passport to Success* est fondé sur les principes de l'éducation basée sur l'approche par compétences et se tient aux standards du secteur du tourisme de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. Chacun des plus de 100 modules que le LANITH développera à l'avenir comprendra un curriculum développé sur mesure (manuels et vidéos), une évaluation pour mesurer et faire le point sur la capacité des participants et une certification standardisée et reconnue.

Le *Passport to Success* offre une gamme de modules de formation sur les sujets de base, dans les six domaines du secteur de l'hôtellerie



et du tourisme, comprenant la restauration, la production alimentaire, la réception, le service de chambre, le tour-opérateur, et le métier de l'agent de voyage. Tous les modules mettent l'accent sur le développement des compétences que les participants pourront appliquer immédiatement dans leur milieu de travail. Les modules varient de deux à quatre jours et comportent une évaluation finale dans laquelle les participants sont tenus de montrer les compétences respectives acquises.

Tous les apprenants qui passent une première évaluation reçoivent un *Passport to Success* dans lequel les progrès individuels sont enregistrés à travers des cachets. Un certificat et un pin's sont octroyés aux participants qui passent le nombre requis de modules. Une combinaison de neuf modules est nécessaire pour atteindre le statut de bronze, 12 pour l'argent et 15 pour l'or.

En 2011, les premiers modules de formations du *Passport to Success* sont donnés à Champassak, à

Khammouane, à Luang Prabang, à Vientiane et dans la province de Xiengkouang où les locaux de formation ont été identifiés afin de fournir un environnement de travail approprié qui convienne à des séances de formation interactives. Au départ, la formation sera fournie sans frais aux professionnels de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie. Cependant, à la longue, le LANITH fera payer pour ce service afin de garantir un certain taux de couverture des frais et en même temps la pérennité du « *Lao National Institute for Tourism and Hospitality* ». ■

LAO/020



BUDGET TOTAL EUR :

6 650 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

702 801

DURÉE :

2008 - 2013

Formation professionnelle Finances et Banques



LAO/016



BUDGET TOTAL EUR :
2 200 000

DÉBOURSÉS 2010 :
505 807

DURÉE :
2008 - 2011

Le projet vise à renforcer le secteur financier au Laos, particulièrement à travers le renforcement des capacités dans le domaine de curriculums et de développement des ressources humaines, afin d'atteindre des standards internationaux. LuxDev travaille avec l'Agence de Transfert de Technologie Financière Luxembourg.



Développement intégré à Bolikhamxay



LAO/021



BUDGET TOTAL EUR :
6 600 000

DÉBOURSÉS 2010 :
579 569

DURÉE :
2009 - 2013



Le projet s'intègre dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Il supporte la mise en œuvre du plan de développement socio-économique de la province de Bolikhamxay, l'objectif général étant la réduction de la pauvreté. Trois des six districts de la province sont considérés comme très pauvres : Khamkeut, Viengthong et Bolikhan.

Renforcer la Primauté du Droit à travers l'Éducation Universitaire Juridique



LAO/023



BUDGET TOTAL EUR :
6 000 000

DÉBOURSÉS 2010 :
357 133

DURÉE :
2010 - 2014

L'objectif général du projet est de « Renforcer la primauté du droit à travers l'Éducation Universitaire Juridique » avec comme principaux bénéficiaires les étudiants et les professeurs de la Faculté de droit de l'Université de Vientiane. La Faculté est confrontée à une série de défis qui sont partiellement identiques aux défis qui affectent l'ensemble du système d'enseignement supérieur au Laos.





Appui aux Initiatives communautaires à Oudomxay



LAO/412*



BUDGET TOTAL EUR :

1 709 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :

425 325

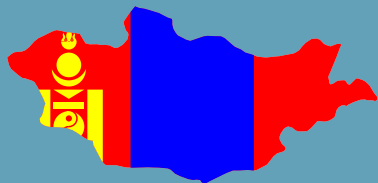
DURÉE :

2002 - 2010

Le projet « *Oudomxay Community Initiatives Support Project* » est un projet de développement rural qui cible tous les districts de la province Oudomxay. En complément de la contribution du Gouvernement du Laos, de nombreux donateurs participent à ce projet comme le Fond International pour le développement agricole, le Programme Alimentaire Mondial et le Ministère des Finances du Luxembourg.

* *Projet financé par le Ministère des Finances*





STATISTIQUES

1 564 116 km²

Superficie

98 %

Alphabétisation

26

Âge moyen

1.489 %
Taux d'accroissement
de la population

68

Espérance de vie à la
naissance

3 133 318

Population

100/169

Indice de Développement Humain 2010

MONGOLIE

La Mongolie est un pays sans littoral avec une population d'environ trois millions d'habitants. Une grande part de l'activité économique en Mongolie est basée sur l'élevage et l'agriculture, mais le pays possède aussi d'importantes réserves en minerais.

L'aide soviétique représentait jusqu'à un tiers du produit intérieur brut (PIB), mais a disparu du jour au lendemain en 1990 et 1991 au moment du démantèlement de l'URSS. La décennie suivante a vu la Mongolie subir à la fois une profonde récession en raison de l'inaction politique et des catastrophes naturelles, mais aussi une certaine croissance économique en raison d'une réforme globale vers l'économie de marché et la privatisation d'une majorité des entreprises étatiques.

Les rudes hivers et les sécheresses estivales de 2000-02 ont abouti à des pertes massives au niveau des élevages ainsi qu'à une croissance négative du PIB. Cette situation s'est encore aggravée par la baisse des prix à l'exportation du secteur primaire de la Mongolie et une opposition généralisée à la privatisation. La croissance moyenne de près de 9 % par an entre 2004-08 était en grande partie provoquée par les prix élevés du cuivre et la nouvelle production aurifère. Jusqu'à la fin de 2008 la Mongolie a connu une inflation galopante atteignant près de 40 %.

Avec l'aide des institutions financières internationales et de la communauté des donateurs, la Mongolie a réalisé

des progrès considérables au niveau du processus de démocratisation, en établissant des fondations macro-économiques durables. Le pays a adopté une nouvelle constitution en 1992 qui intègre les principes de la démocratie et la propriété privée. Le pays est d'ailleurs devenu l'une des économies les plus ouvertes de la région, afin de faciliter les initiatives privées.

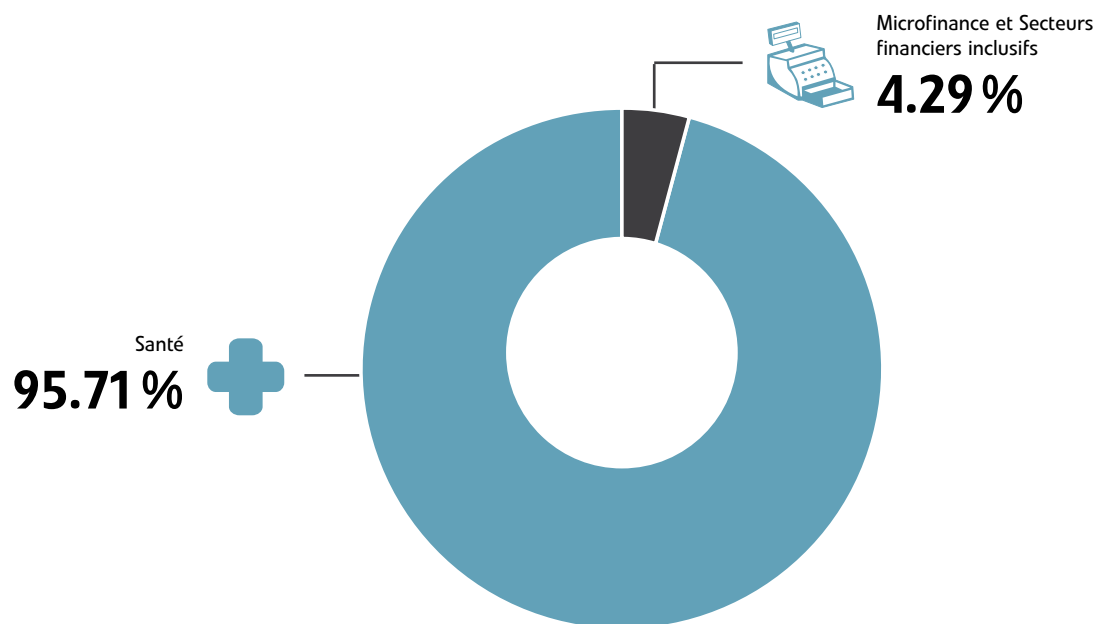
C'est à la fin de 2008, que le pays a commencé à ressentir les effets de la crise financière mondiale. La chute des prix des produits de base a contribué à réduire l'inflation, mais aussi à réduire les recettes publiques et a entraîné une réduction des dépenses. Au début de 2009, le Fonds monétaire international a octroyé 236 millions USD en « *stand-by agreement* » à la Mongolie et le pays a commencé à sortir de la crise.

L'économie a progressé de 6.1% en 2010, en grande partie grâce aux bons résultats obtenus par les exportations vers les pays voisins. L'économie de la Mongolie continue à être fortement influencée par ses voisins. Elle achète 95 % de son pétrole et une quantité substantielle d'énergie électrique de la Russie, ce qui la rend très vulnérable aux hausses de prix.

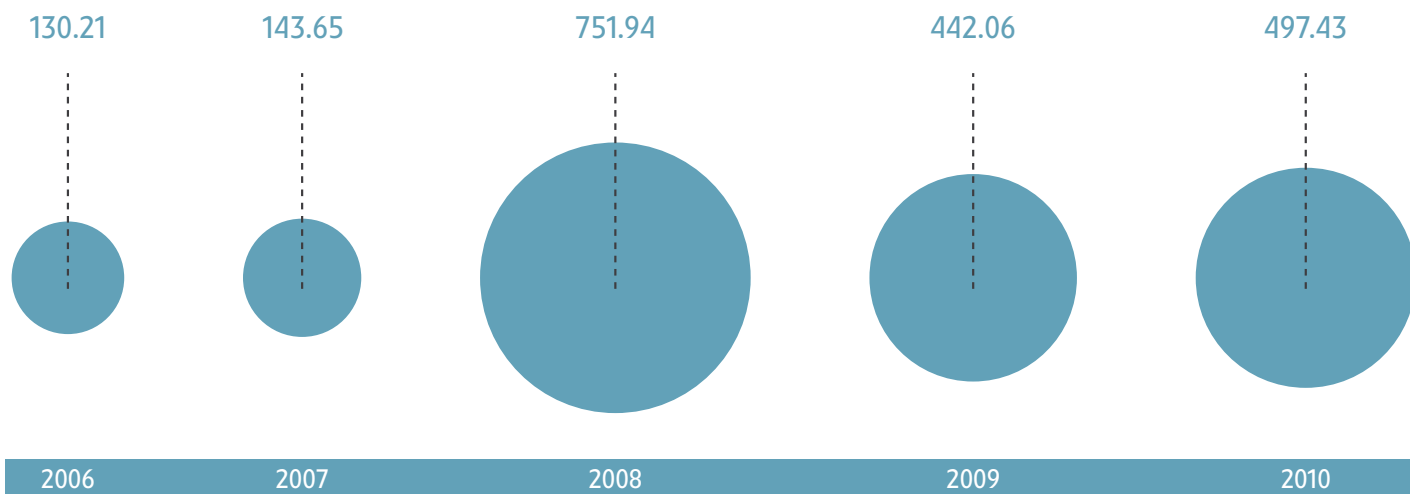
Le commerce avec la Chine représente plus de la moitié du commerce extérieur. En retour, la Chine reçoit plus de trois-quarts des exportations de la Mongolie. Les envois de fonds de Mongols travaillant à l'étranger sont considérables, mais ont chuté en raison de la crise économique. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités en Mongolie (en millier EUR)



Centre de Diagnostic cardio-vasculaire - Phase II

Opération à l'Hôpital
SHASTIN de Oulan-Bator ►

La Mongolie est un pays enclavé situé entre la Russie et la Chine. Deux millions d'habitants vivent dans ce pays, où le climat est rigoureux, les infrastructures souvent inexistantes et le terrain vaste et sauvage. Le climat rude et des infrastructures sous-développées sont la raison pour laquelle il y a un manque de matériel de diagnostic et de traitement et la pratique isolée dans les zones rurales a créé un grand écart dans les soins de cardiologie entre les hôpitaux ruraux et ceux du centre. Cela entraîne un nombre excessif de renvois de patients des régions rurales vers les grands hôpitaux de la capitale. En outre, les maladies cardiovasculaires sont devenues la cause de mortalité principale au cours des 15 dernières années en Mongolie.

Le projet Centre de cardiologie a été lancé en 2001 avec pour principal objectif de réduire l'incidence des maladies cardiovasculaires dans le pays. Le projet a d'ailleurs pour but d'améliorer la gestion et la prévention de cas localement, de diminuer les renvois inutiles et de mettre à disposition des médecins des régions éloignées une expertise spécialisée.

Le projet a établi un réseau de télé-médecine adapté aux conditions locales et il a réalisé un centre virtuel pour la gestion des connaissances. De plus, il a aidé les médecins en milieu rural à exercer leurs fonctions et créé des synergies entre parties prenantes.



Le projet fonctionne autour de trois piliers principaux :

- télé-consultation : le réseau relie le centre cardio-vasculaire de l'Hôpital Shastin (Oulan-Bator) avec huit hôpitaux ruraux équipés avec un matériel simple, y compris des échocardiographes, électrocardiographes numériques et des ordinateurs. Les médecins trouvent leurs dossiers-patients à travers un système de partage consultable via une interface web sur Internet.
- apprentissage à distance : un site web a été spécialement conçu pour l'enseignement à distance, comportant de nombreuses pages pour l'accès professionnel ou pour l'enseignement public. Le site est constamment mis à jour avec des supports pédagogiques et des algorithmes basés sur les besoins des utilisateurs finaux. Il est utilisé pour la formation à distance et afin d'accumuler des crédits lors de la formation médicale.

- développer l'esprit d'équipe : le projet organise des formations régulières, des séminaires locaux et des conférences annuelles afin de réunir les médecins concernés et promouvoir l'esprit d'équipe entre eux.

Avec l'utilisation de ce réseau de télé-médecine le projet peut considérablement améliorer la gestion des cas de maladie en milieu rural et central ainsi que le système de référence. ■

MON/003



BUDGET TOTAL EUR :

2 771 300

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

404 440

DURÉE :

2007 - 2010



Renforcement des Capacités et Formation dans le Secteur financier



MON/004 

BUDGET TOTAL EUR :
2 200 000

DÉBOURSÉS 2010 :
22 318

DURÉE :
2010 - 2014

Depuis la crise bancaire des années 90, le secteur bancaire de la Mongolie s'est stabilisé et renforcé. Le Gouvernement a commencé à construire les fondations de bases pour le secteur financier non bancaire. Cependant, le rôle du secteur financier en tant que promoteur de croissance économique reste limité.



STATISTIQUES



331 210 km²

Superficie

90 %

Alphabétisation

28

Âge moyen

1.077 %
Taux d'accroissement
de la population

72

Espérance de vie à la
naissance

Hanoï

Capitale

90 549 390

Population

113/169

Indice de Développement Humain 2010

VIETNAM

Le Vietnam est un pays à revenu faible avec une population d'environ 90 millions de personnes, 25% vivant dans les zones urbaines et environ 11% dans les zones montagneuses et éloignées.

Depuis 1986 avec le mouvement « *doi moi* » (rénovation / réforme), le Vietnam a connu des transformations sociales et économiques rapides. D'importantes réformes ont été instaurées, dont la suppression des restrictions sur le secteur privé dans le commerce et l'industrie, un retour à l'agriculture et la rationalisation des entreprises publiques. Depuis le « *doi moi* » il y a eu une croissance économique galopante avec une augmentation moyenne du PIB réel par habitant de plus de 6% par an.

Les perspectives économiques semblent assez favorables. Les exportations sont en hausse et le pays attire d'importants investissements de l'étranger. L'amélioration des infrastructures (routes et réseaux de communication) sont susceptibles de contribuer à la croissance économique actuelle.

Après 25 ans de « *doi moi* », la part de l'agriculture au PIB a été réduite de moitié (de 39% à 19%), la proportion de l'industrie (en général ainsi que dans l'économie rurale) et de la construction a augmenté de 28.9% à 42%. La proportion du secteur des services a augmenté de 33 à 39%, soit environ 35% de la croissance

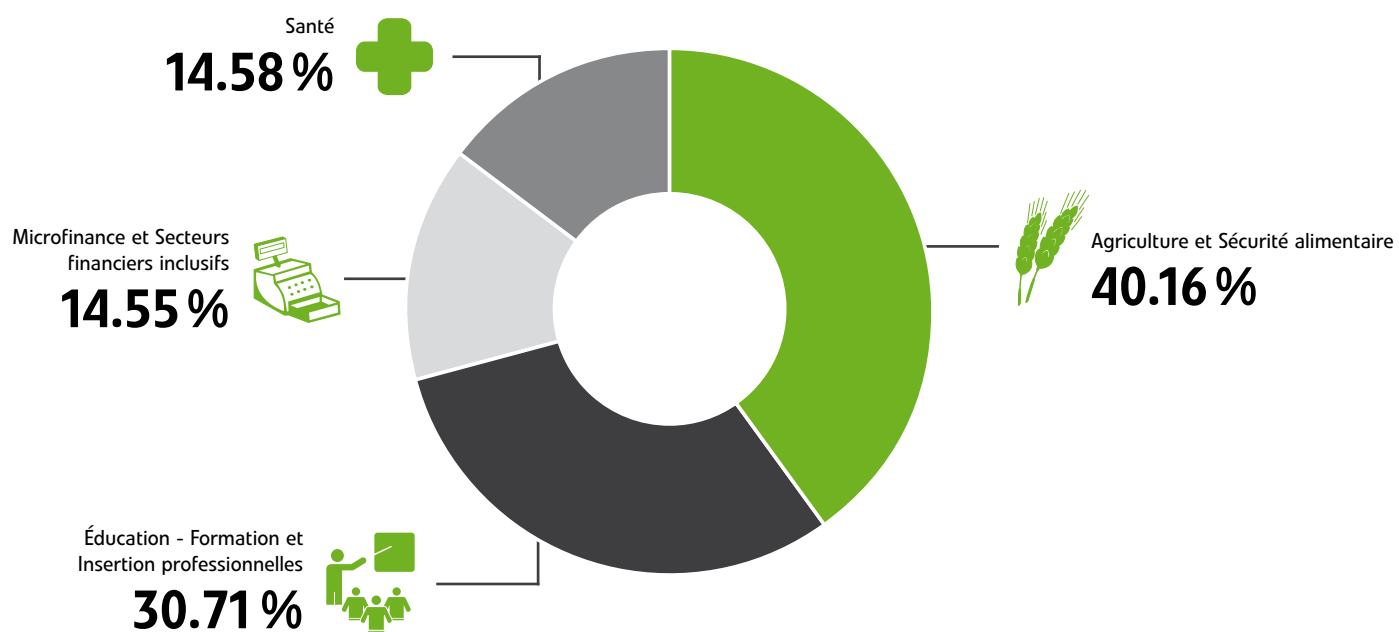
économique enregistrée pendant cette période. L'économie du Vietnam a connu une forte croissance depuis 2000 et en 2010, le PIB était d'environ 278.1 milliards USD, soit environ 3 100 USD par habitant (en parité de pouvoir d'achat).

Malgré des progrès satisfaisants, un certain nombre de défis restent à relever. La faible compétitivité reste un de ces défis, avec les coûts de production relativement élevés et une productivité en dessous du standard SE-Asiatique. Une forte proportion des exportations a peu ou pas de valeur ajoutée. Des facteurs tels que les prix élevés du carburant, d'électricité des communications ont ralenti la venue d'investisseurs étrangers. L'urbanisation rapide a entraîné la surexploitation des ressources naturelles et la pollution. Les autorités ont pratiquement laissé le secteur rural sans surveillance.

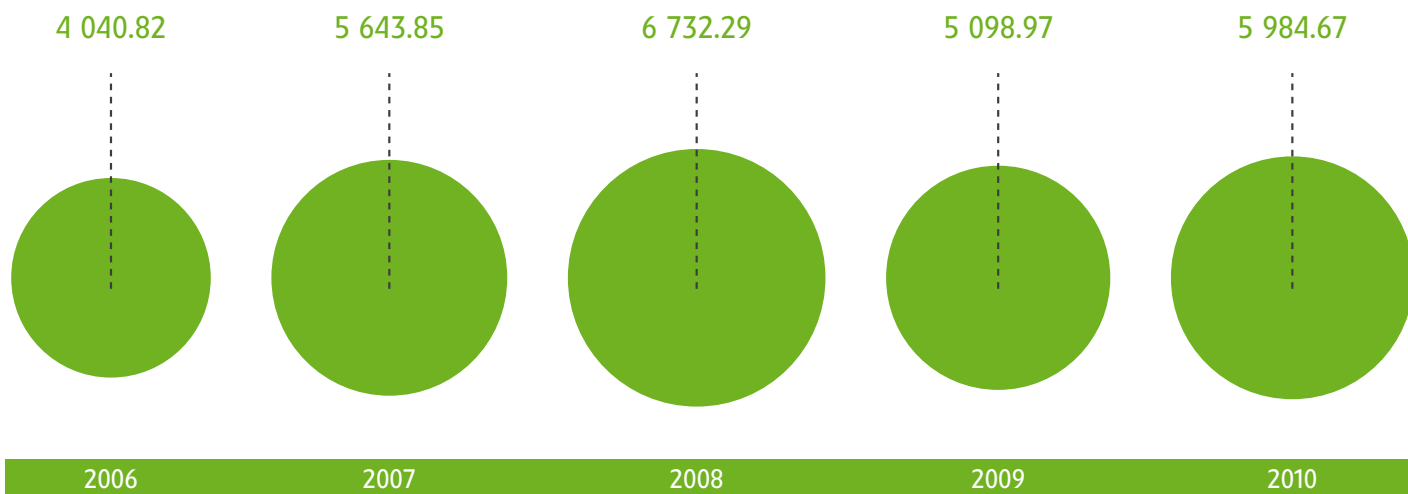
Aujourd'hui, les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été transformés en objectifs de développement du Vietnam (ODV). Ces objectifs donnent une vision de développement économique, social et environnemental du pays, avec un accent particulier sur le développement économique et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales. L'accent est mis sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus dans les zones rurales par le moyen d'une industrialisation rurale et le développement du secteur des services. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Vietnam (en millier EUR)



Projet de Développement local à Quang Diên

La population de Quang Diên dans la province de Thua Thien Hué souffre souvent d'inondations ▲

Le projet VIE/023 exploite un Fonds de développement local qui permet le financement d'infrastructures de base. Créé en 2008 à travers une convention entre les autorités locales et LuxDev, ce fonds est entièrement géré par le district de Quang Diên. Les responsabilités du district incluent toutes les étapes de la décision d'investissement, à travers les appels d'offres, la supervision des travaux jusqu'à la mise en service définitive des infrastructures.

Depuis ses débuts, le fonds a investi 1.665 millions EUR pour commander 17 projets sociaux (surtout des écoles primaires et centres de santé) et 30 projets de production (marchés, hall communautaires). De plus, 14 projets avec une valeur totale de 593 000 EUR devraient être achevés en décembre 2011.

Les bénéficiaires et les responsables de Quang Diên évaluent les infrastructures financées par le fonds sur base de la qualité de construction, la conception ainsi que la rapidité d'intervention. En insistant sur la qualité et l'appropriation locale, le projet harmonise ces objectifs avec ceux du plan national et ces objectifs locaux ainsi que les processus nationaux, qui s'intègrent dans la planification socio-économique locale.

Pour le fonds cela signifie : (i) l'identification des projets par un processus local de planification participative, conjointement développé entre le projet et les autorités locales (ii) la transparence et la compréhension mutuelle, (iii) les interventions du



projet comme résultats d'une planification participative qui fait partie des plans annuels du district, (iv) un accord de financement clair et détaillé, (v) l'utilisation des lois vietnamiennes sur les appels d'offres et (vi) la délégation de pouvoirs.

Le conseiller « qualité » du projet rédige un rapport, vérifie l'investissement proposé et l'estimation du coût initial et fait une liste des projets éligibles pour le comité du fonds. Le comité évalue l'éligibilité des projets et propose ceux éligibles au *District People's Committee* (DPC), qui émet une décision formelle sur l'investissement, l'emplacement et les coûts préliminaires.

Ensuite, le district et le DPC valident les designs ainsi que les cahiers de charge. Le district prend en charge le processus d'appel d'offre et la gestion des contrats. Le Conseiller Technique Principal du projet est pour LuxDev le superviseur et ainsi le garant de la qualité, et assure l'application des procédures prévues selon la convention signée.

Des audits financiers indépendants ont confirmé la bonne gestion financière du fonds et la conformité de la procédure appliquée. Les projets sont identifiés et les décisions prises ainsi que les contrats octroyés de manière ouverte et transparente.

Le fonds est un exemple de mise en place d'un vrai partenariat avec la contrepartie qui est basé sur l'harmonisation des procédures et l'application des principes de la Déclaration de Paris (voir p.8). ■

VIE/023



BUDGET TOTAL EUR :

4 750 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

956 627

DURÉE :

2007 - 2011

Appui à la Chaîne du Froid - Programme national d'Immunisation

Formation en maintenance
d'équipement de la chaîne du froid ►

La chaîne du froid du programme national de vaccination

L'objectif du projet est de renforcer le Programme élargi de vaccination (PEV) du Ministère de la Santé du Vietnam à travers une chaîne de froid optimisée et le soutien à la maintenance y relative. Ceci constitue en effet l'épine dorsale du PEV sans laquelle la vaccination dans les régions les plus éloignées du Vietnam serait impossible. Les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été traduits au Vietnam en Objectifs de développement du Vietnam. L'objectif n°4 prévoit de réduire la mortalité infantile, notamment en réduisant de deux tiers (entre 1990 et 2015) la mortalité des enfants de moins de cinq ans et ceci à travers l'augmentation du pourcentage d'enfants d'un an immunisés contre la rougeole.

La chaîne du froid a été renouvelée à travers le soutien du projet à l'échelle nationale c'est à dire dans les 63 provinces du Vietnam. Quatre instituts régionaux, 63 centres médicaux provinciaux de prévention ainsi que 700 centres médicaux de district de prévention ont été équipés en matériel spécialisé: 990 réfrigérateurs, 46 congélateurs, 1 000 glacières ainsi que les accessoires y relatifs.

La fourniture des équipements a été complétée par un programme de formation. Des agents du PEV dans les instituts régionaux ont été formés sur le site de fabrication du fournisseur de frigos. 147 agents du PEV



des centres régionaux et provinciaux ont été formés sur la problématique de la maintenance des équipements de la chaîne du froid. Au niveau des districts, le projet s'est concentré sur le renforcement des systèmes de santé en formant chaque année pendant deux années consécutives 1 400 personnels de santé sur la gestion, l'entretien et l'utilisation des équipements de la chaîne du froid. Le logiciel de gestion des équipements a été amélioré et 93 personnes ont été formées afin de garantir son utilisation optimale.

Le Luxembourg finance également un contrat de maintenance d'une durée de trois ans pour le compte du PEV. Celui-ci permettra un bon fonctionnement des équipements de la chaîne de froid à tous les niveaux et à travers une maintenance préventive et curative.

En renforçant le Programme élargi de vaccination de cette manière, toutes les personnes vaccinées lors des récentes campagnes (rubéole,

l'encéphalite japonaise) ont pu bénéficier d'une vaccination de qualité garantie par une chaîne du froid efficace. Un tel programme de national de qualité permet d'éliminer et, à terme, d'éradiquer des maladies comme la poliomyélite pour ne citer que celle-ci. La réduction de ces maladies a un impact majeur sur la réduction de la pauvreté par l'amélioration de la santé publique. ■

VIE/025



BUDGET TOTAL EUR :

4 519 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

318 427

DURÉE :

2007 - 2010

Renforcement des Ressources humaines dans le Secteur hôtelier et le Secteur du Tourisme au Vietnam

Villa Hué
Hotel d'application où s'entraînent
les étudiants de l'école hôtelière ►

Une école hôtelière très près de la pratique

La ville de Hue au Vietnam est connue comme la ville des anciens empereurs ainsi que pour ses tombes et palais royaux. Regardant 10 ans en arrière, la ville, classée comme patrimoine de l'UNESCO et étant une attraction touristique majeure du Vietnam, ne présentait aucune possibilité de formation pour les professionnels de l'hôtellerie et du tourisme.

Hue est située au centre du Vietnam dans la province de Thua Thien Hué, qui est une des régions les plus pauvres dans le pays. L'égalité des chances, l'accès à une formation professionnelle de qualité et l'accès à un emploi n'étaient pas évidents pour les jeunes à Hue.

Aujourd'hui - en 2010 - le *Hue Tourism College* est un modèle national en formation professionnelle dans l'hôtellerie. Le collège exploite son propre hôtel d'application, la «Villa Hue». L'hôtel de 12 chambres est situé dans l'enceinte du *Hue Tourism College* qui se trouve en centre ville et constitue une source de revenu importante pour le fonctionnement du collège. L'hôtel d'application a été achevé en 2006 dans le cadre du troisième projet de formation professionnelle dans l'hôtellerie financée par le gouvernement du Luxembourg.

Le Collège a été créé bien avant en 1999 et la construction des bâtiments scolaires a été réalisée au cours de



2001 et 2002. Depuis 2001, le nombre d'étudiants inscrits et le nombre de diplômés est en constante augmentation. Des 270 élèves inscrits en 2000, le nombre a augmenté à 812 en 2010. Entre 2007 et 2010, le taux d'étudiants qui a obtenu et conservé un emploi en relation avec leur formation a atteint 85% et la tendance est à la hausse. Le ratio des élèves de sexe féminin a été en moyenne de 70% et 8% des étudiants sont issus de familles très pauvres et défavorisées. L'investissement du gouvernement du Luxembourg au cours des 10 dernières années dans le renforcement des capacités des enseignants, du personnel administratif et le développement de curricula, ainsi que des infrastructures adaptées, a fourni une large base sur laquelle le *Hue Tourism College* est en train de construire en collaboration avec le nouveau projet VIE/031. L'hôtel d'application «Villa Hue» fournit un environnement d'apprentissage idéal qui permet de fournir aux étudiants des compétences pratiques indispensables en hôtellerie

et la restauration. Les enseignants s'y relaient comme superviseurs afin de maintenir également leurs compétences à jour. Dans le cadre du projet actuel la «Villa Hue» sera agrandie de 20 chambres supplémentaires. Le projet soutient le renforcement des capacités à la gestion de ces installations plus grandes et permettra d'identifier les nouveaux segments de clientèle afin d'augmenter le taux d'occupation et ainsi participer à la couverture des frais de fonctionnement de l'école hôtelière. ■

VIE/031



BUDGET TOTAL EUR :

3 384 000

DÉBOURSÉS 2010 EUR :

217 231

DURÉE :

2010 - 2013



MISSION

EUNIDA was set up in 2000 as a grouping of EU implementing agencies with a public mandate to develop, manage and implement sustainable development programmes on behalf of the European Commission in complex and fragile settings.

Contracting EUNIDA, means delegating project and programme implementation to a pan-European grouping of Member State agencies rather than to any one Member State in isolation. Building on the collective expertise and resources of its members, it carries out complex technical cooperation and post-conflict programmes, with 232 offices operating in 117 countries and based on over 40 years of experience in the field.

Visibly European

As a pan-European network of agencies combining their capacities and actions, EUNIDA gives a European dimension to all its interventions across the globe and contributes to enhancing the visibility of EU development co-operation.

Rapid

As a group of experienced national agencies working as one, EUNIDA has access to and can mobilize high level public and private experts at short notice, enabling it to be a reliable and efficient partner in emergency and post-crisis situations.

Effective

EUNIDA's European approach is in line with the Paris Declaration and contributes to development effectiveness by operationalizing the division of labour and the harmonization of practices, and by providing a coordination platform in the field for EU Member States and the European Commission.

Transparent

As agencies with a public mandate, EUNIDA members abide by high standards of financial transparency making EUNIDA a financially reliable contracting partner of the European Commission for the implementation of development cooperation programmes.

YOUR EUROPEAN PARTNER

www.eunida.eu

Formation professionnelle à Bac Kan



VIE/021 

BUDGET TOTAL EUR :
3 530 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
1 620 317

DURÉE :
2006 - 2010

Le projet vise à améliorer la capacité et la qualité de la formation professionnelle à Bac Kan par la mise en place d’une école technique et professionnelle correspondant aux besoins de la main-d’œuvre locale. Cet objectif est atteint à travers la fourniture d’infrastructures scolaires et d’équipements pédagogiques, le développement du programme scolaire et le renforcement des ressources humaines.



Appui à la Chaîne du Froid - Réseau national de Transfusion sanguine



VIE/024 

BUDGET TOTAL EUR :
2 970 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
285 262

DURÉE :
2007 - 2010

Depuis 1995, le Luxembourg aide le Vietnam à renforcer son secteur de chaîne du froid pour le sang. En plus de la fourniture d’équipements, une importance a toujours été attachée à l’entretien de l’équipement et à la formation. Le Luxembourg participe également à un projet de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour fournir une assistance technique à quatre centres régionaux de transfusion sanguine.

Projet de Développement du Marché des Capitaux



VIE/026 

BUDGET TOTAL EUR :
3 300 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
870 681

DURÉE :
2008 - 2011

Vu la croissance rapide de privatisations dans le secteur public du Vietnam (financier et autres secteurs) le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg a mandaté LuxDev, en collaboration avec l’Agence de Transfert de Technologie financière luxembourgeoise, pour exécuter un programme économique pour soutenir le développement des marchés financiers au Vietnam.



Soutien à la Politique de Soins de Santé pour les Pauvres de Cao Bang et Bac Kan



VIE/027



BUDGET TOTAL EUR :
5 399 100

DÉBOURSÉS EUR 2010 :
243 291

DURÉE :
2008 - 2012

L'objectif global du projet est l'améliorer la santé dans les provinces de Cao Bang et Bac Kan. L'objectif spécifique est d'augmenter l'accès aux soins de santé primaires de qualité pour les pauvres, ainsi que leur utilisation appropriée. Trois résultats doivent prendre en compte les aspects institutionnels, l'offre et la demande.



Développement rural à l'Ouest de Nghe An



VIE/028



BUDGET TOTAL EUR :
6 350 000

DÉBOURSÉS 2010 :
503 933

DURÉE :
2008 - 2012

Le Luxembourg a un programme de coopération avec la province de Nghe An depuis 1994, d'abord au travers du projet VIE/007 « *Nghe An Développement Rural* », et ensuite avec le projet VIE/014 « *Western Nghe An Agricultural Development* ». Ce projet est une phase de consolidation des interventions précédentes qui s'appuie sur les leçons apprises et capitalise les succès du projet VIE/014.

Assistance technique dans le Département des Affaires avec les Pauvres des Zones rurales à Cao Bang



VIE/029



BUDGET TOTAL EUR :
2 475 044

DÉBOURSÉS 2010 :
373 711

DURÉE :
2009 - 2012

Le projet a été développé pour fournir de l'assistance technique nationale et internationale afin de renforcer les capacités existantes aidant ainsi la province du « *People's Committee* » de Cao Bang ainsi qu'un nombre de ministères techniques et départements d'application à la mise en œuvre de l'initiative financée par le FIDA, nommée « *Developing Business with the Rural Poor* »







KOSOVO
MONTÉNÉGRO
SERBIE

EUROPE



STATISTIQUES

10 887 km²
Superficie

92 %
Alphabétisation

Pristina
Capitale

27
Âge moyen

1 825 632
Population

KOSOVO

Le Kosovo a une superficie de 10 877 km², plus de quatre fois la taille du Luxembourg. La population est estimée entre 1.9 et 2.4 millions, la majorité est de souche albanaise avec une importante minorité serbe. Le Kosovo est un pays enclavé limitrophe de la République de Macédoine, de l'Albanie, du Monténégro et de la Serbie.

Comme certains États membres de l'Union européenne (UE) n'ont pas encore reconnu l'indépendance du Kosovo, l'UE n'a pas de position officielle à l'égard du statut du Kosovo, mais a néanmoins déployé une mission du nom de EULEX pour aider et soutenir les autorités kosovares dans les domaines de la loi, la police, la justice et des services des douanes.

Le Kosovo fait partie du SAP, un processus de stabilisation et d'association, qui constitue le cadre politique de l'UE pour les pays des Balkans occidentaux, jusqu'à leur adhésion éventuelle. Le SAP poursuit trois objectifs, à savoir la stabilisation et une transition rapide vers une économie de marché, la promotion de la coopération régionale et la perspective d'adhésion à l'UE.

En 2009, le PIB par habitant a atteint 1 790 EUR, égal à 7.6% de la moyenne UE-27 par rapport à 7.1% en 2008, ce qui fait du Kosovo le pays le plus pauvre d'Europe. Depuis 2009, la croissance économique a été de plus en plus poussée par l'accélération des dépenses publiques. Ceci en réponse à la baisse des investissements directs étrangers et à la stagnation du processus de privatisation. Les secteurs

économiques les plus actifs du Kosovo sont l'extraction minière, l'énergie et les télécommunications.

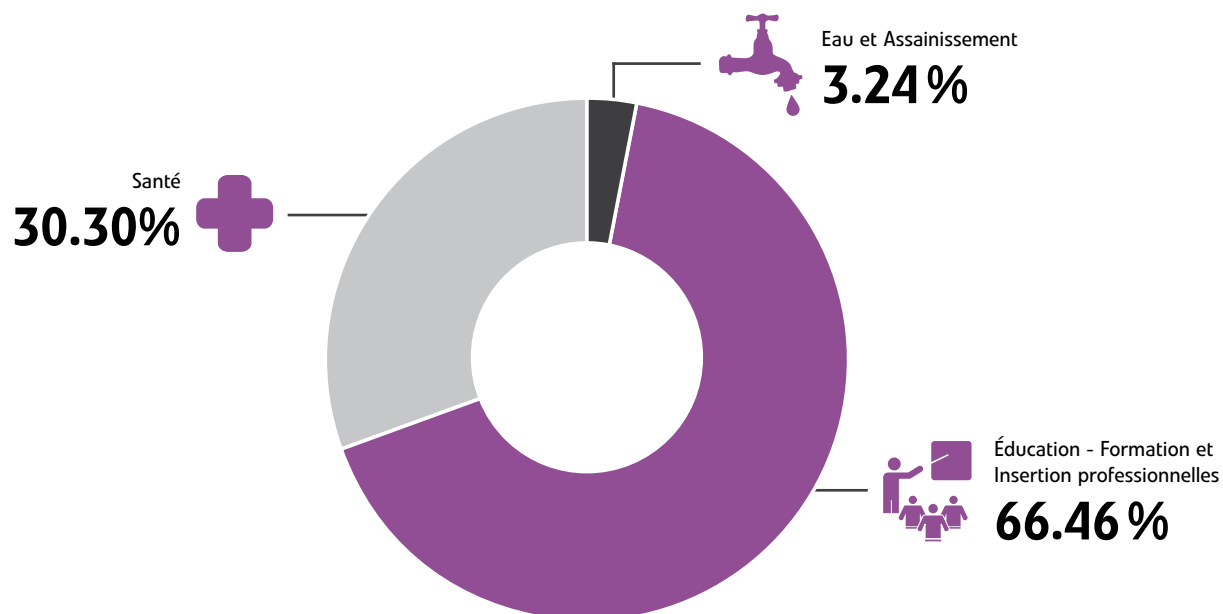
Le Kosovo a été en mesure de privatiser 50% de ses entreprises publiques en nombre, et plus de 90% des entreprises publiques en valeur. Minéraux et métaux - y compris le lignite, le plomb, le zinc, le nickel, le chrome, l'aluminium, le magnésium, et une grande variété de matériaux de construction qui jadis formaient l'épine dorsale de l'industrie, mais la production a diminué en raison du vieillissement de l'équipement et l'insuffisance des investissements. Bien que le Kosovo soit riche en ressources minérales, l'agriculture reste la principale activité économique.

Avec un chômage excédant 40% et plus de 17% de la population vivant dans l'extrême pauvreté, l'accès à l'emploi est un objectif primordial des institutions du Kosovo afin de réduire l'émigration et le travail au noir.

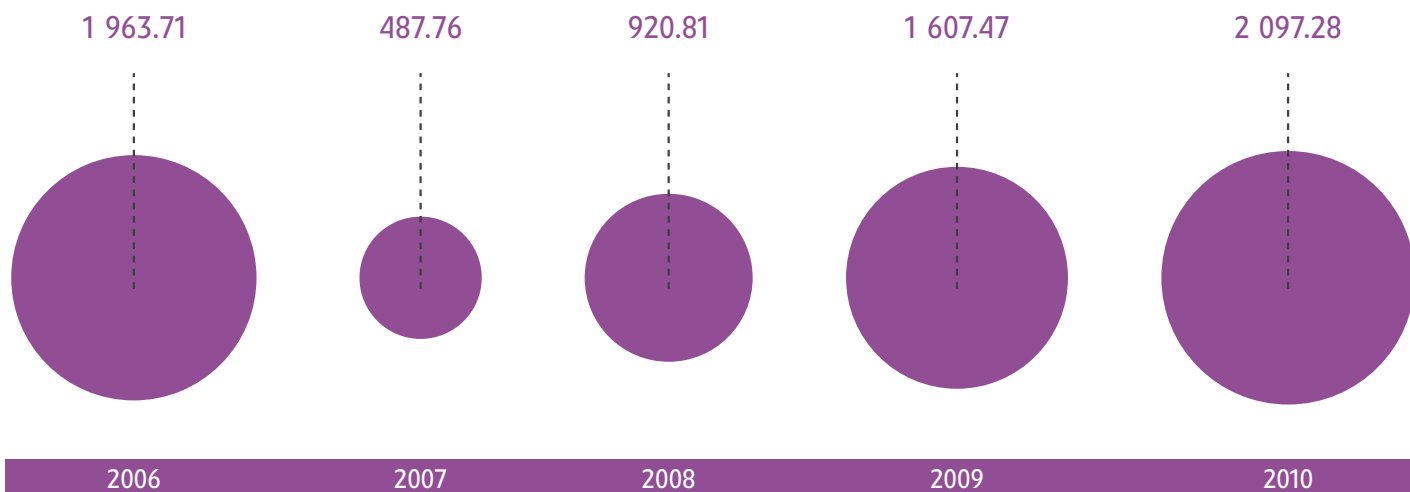
Même si l'économie du Kosovo a montré des progrès significatifs au cours des dernières années dans sa transition vers un système fondé sur le marché et de maintenir la stabilité macro-économique, le Kosovo est encore très dépendant de la communauté internationale et de la diaspora pour l'assistance financière et technique. Les envois de fonds de la diaspora représentent la source principale de revenu pour une majorité de kosovars et l'aide au développement des bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux représente en moyenne 50% du PIB du pays. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Kosovo (en millier EUR)





Renforcement du Secteur de la Santé au Kosovo



KSV/014 

BUDGET TOTAL EUR :
6 500 000

DÉBOURSÉS 2010 :
635 352

DURÉE :
2009 - 2013

Le projet a pour objectif de contribuer à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale de la santé. Il assistera directement le Ministère de la Santé du Kosovo dans l'élaboration de son organisation, de ses processus et de ses outils afin que celui-ci puisse pleinement endosser son rôle de facilitateur dans la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie.



Séminaire orthopédique à Hambourg



Appui à la Réforme de la Formation professionnelle au Kosovo



KSV/015 

BUDGET TOTAL EUR :
8 000 000

DÉBOURSÉS 2010 :
181 879

DURÉE :
2010 - 2014

Le projet, qui a démarré en 2010, soutient l'effort du gouvernement à contribuer à la modernisation de l'éducation à travers des réformes dans la formation professionnelle. Il se concentre sur la construction et l'équipement de deux Centres de Compétence ainsi que sur le développement du curriculum de formation et le renforcement des capacités du personnel de ces centres.

Appui à la Formation professionnelle au Kosovo



YUG/010 

BUDGET TOTAL EUR :
5 650 000

DÉBOURSÉS 2010 :
1 212 189

DURÉE :
2006 - 2012

Le projet dont les principaux bénéficiaires sont les étudiants sans-emplois de 16-25 ans, s'est vu accordé en 2010, une extension budgétaire et temporelle afin de renforcer les capacités institutionnelles du Ministère du Travail et de la protection sociale, principal pilier de la mise en œuvre des activités du projet.



Atelier de soudure



STATISTIQUES

MONTÉNÉGRO

13 812 km²

Superficie

11 naissances / 1000

Taux de natalité

-0.705 %

Taux d'accroissement
de la population

Podgorica
Capitale

38

Âge moyen

630 000

Population

49/169

Indice de Développement Humain 2010

Le Monténégro (Crna Gora en monténégrin) est un jeune pays situé en Europe du Sud. Il a un littoral de 200 Km sur la mer Adriatique et il a des frontières avec la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Kosovo et l'Albanie. La zone côtière a un climat méditerranéen et des conditions de ski alpin prévalent dans les montagnes. Le Monténégro a une population d'environ 630 000 réparties sur un territoire montagneux de 13 812 Km², plus de cinq fois la taille du Luxembourg.

Autrefois faisant partie de l'Union étatique de Serbie-et-Monténégro, le Monténégro a proclamé son indépendance le 3 Juin 2006. Cinq semaines plus tard, le Monténégro est devenu le 192^e État membre des Nations Unies. Le 18 Janvier 2007, le Monténégro a rejoint la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Les ressources naturelles du Monténégro sont principalement composées de bauxite, de charbon et de bois. Le potentiel hydrologique est important et le climat favorable pour l'agriculture et le tourisme. Cette dernière est la principale source de revenus avec l'industrie des métaux. Le pays a connu une profonde transformation de sa structure économique dans les dernières décennies, d'une république socialiste de l'ex-Yougoslavie avec quelques industries lourdes à une économie ouverte fondée sur le secteur tertiaire.

Depuis l'indépendance, l'économie a connu une forte croissance, avec une moyenne de 8.7% entre 2006 et 2008, stimulée par des investissements étrangers directs importants

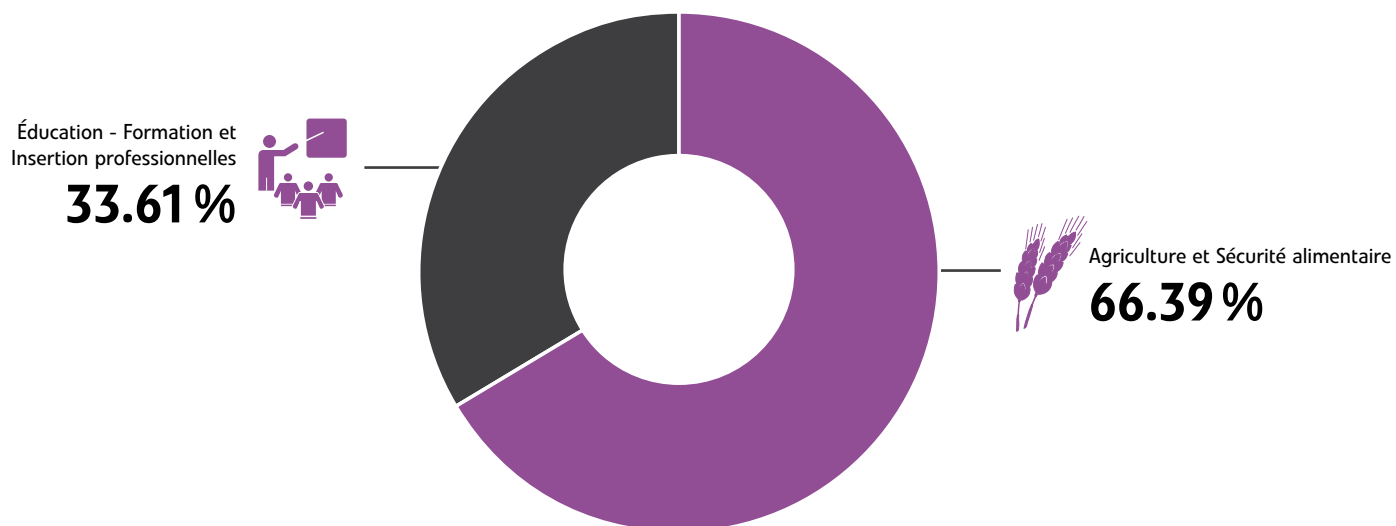
et une forte croissance du nombre de crédits qui ont financés une demande intérieure importante. Le Monténégro a privatisé son industrie d'aluminium - l'industrie dominante - ainsi que la plupart de son secteur financier, et a commencé à attirer des investisseurs d'envergure dans le secteur du tourisme et du transport. Cependant, en 2009, la crise mondiale avait mal intégré l'économie, révélant des vulnérabilités dans le modèle de croissance. Le produit intérieur brut (PIB) a atteint 3 milliards EUR en 2009. En termes de parité de pouvoir d'achat, le PIB par habitant s'élevait à 10 200 EUR en 2009, soit 43% de la moyenne UE-27, contre 29% en 2000.

Le taux de chômage enregistré, qui s'élevait à 32.7% en 2000 a diminué et atteint 10.7% en 2008 avant de remonter à 11.9% en 2010, en raison de la crise. Le chômage reste un problème clé, en particulier dans le Nord. Environ 30% de la population est économiquement vulnérable et il y a une disparité régionale importante des niveaux de pauvreté, avec 45% des pauvres qui vivent dans le nord du pays.

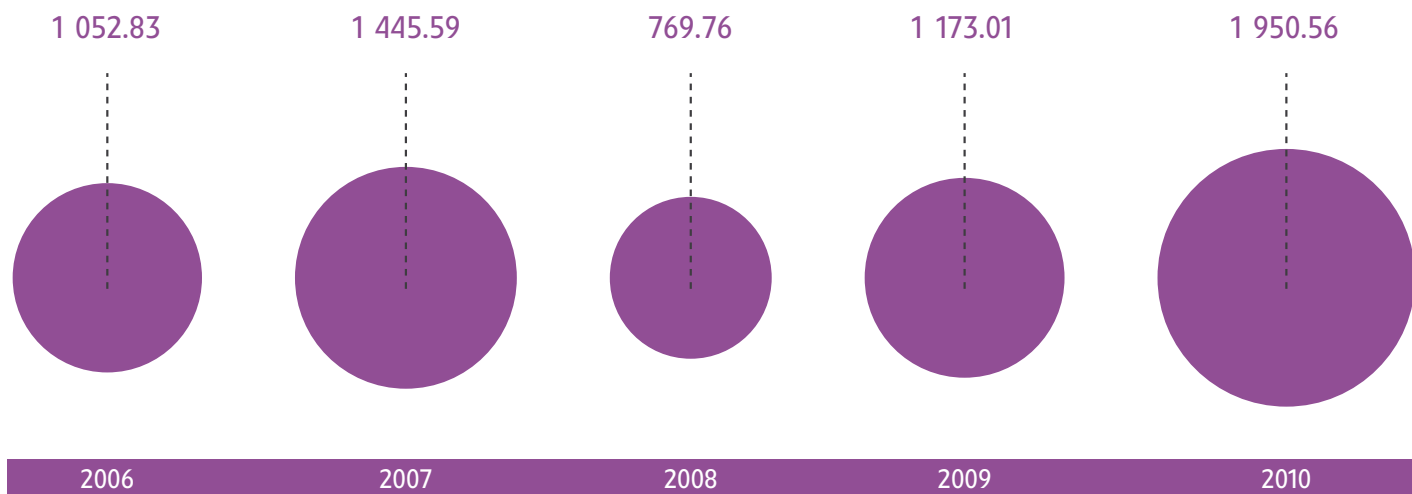
L'exceptionnelle richesse des ressources naturelles, en particulier dans la région pauvre du nord représente un potentiel considérable inexploité pour la croissance. L'avenir de la région repose sur le tourisme, les énergies renouvelables, la sylviculture et des produits biologiques. Étant donné la petite taille du marché intérieur, la croissance de l'économie dépendra largement de la façon dont elle développera des industries orientées vers l'exportation et le tourisme d'une manière socialement et écologiquement responsable. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités au Monténégro (en millier EUR)



Développement de la Sylviculture au Monténégro - Phase II

YUG/012



BUDGET TOTAL EUR :

5 500 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :

1 293 049

DURÉE

2007 - 2013



Le projet YUG/012 a débuté en mars 2007 et est désormais dans une phase d'extension de deux ans. Son objectif spécifique est «l'amélioration des conditions du cadre institutionnel et technique pour le développement durable du secteur forestier au Monténégro». L'accent a été mis sur l'élaboration de politiques et de la fourniture d'informations pour soutenir une stratégie de développement forestier et la planification à long terme.

Sous l'égide du Programme forestier national, une politique forestière a été préparée, avec l'appui du projet pour les intrants techniques et d'une vaste consultation des parties prenantes. Elle a été adoptée par le gouvernement en 2008. En outre, FODEMO (Développement forestier au Monténégro) et la Banque mondiale ont aidé le Ministère de l'agriculture dans la préparation du Plan d'action national de lutte contre les activités illégales dans le secteur forestier. Elle a été adoptée par le gouvernement en 2009. Une nouvelle loi forestière, qui prend en charge la mise en œuvre de la politique, a également été adop-

tée par le Parlement à la fin de 2010. Le travail se concentre actuellement sur l'analyse des résultats d'un premier inventaire forestier national et à mettre au point de nouvelles lignes directrices de planification de la gestion forestière. Le travail de terrain pour l'inventaire a été achevé en 2010 dans une seule campagne - en soi une réalisation remarquable - et les résultats préliminaires seront disponibles plus tard cette année.

Le projet soutient également un examen des procédures des institutions forestières publiques, qui vise à améliorer l'efficacité et l'efficacité de la gestion du secteur par ces institutions. En Février 2010, le projet a appuyé l'organisation FODEMO du premier forum des forêts du Monténégro, le plus grand événement jamais tenu dans le secteur forestier. L'objectif du Forum était d'encourager des discussions ouvertes et la participation de toutes les parties prenantes dans les réformes du secteur forestier.

Le coordonnateur national du projet, Dr Milosav Andjelic (vice-ministre des

Forêts), et le conseiller technique en chef, Peter McCarter, attribuent le succès de FODEMO à l'engagement du gouvernement à respecter ses obligations internationales en tant que signataire de la Conférence ministérielle pour la protection des Forêts en Europe (MCPFE) et le soutien de l'équipe du FODEMO.

L'extension de deux ans du projet FODEMO permettra de capitaliser les acquis de la phase précédente. Elle mettra l'accent sur l'établissement d'un marché de biomasse qui permettra de fournir une raison d'être économique pour une meilleure gestion des forêts de qualité moindre, ainsi que d'aider le Monténégro à remplir les objectifs de l'UE la production d'énergie durable. Amélioration de la coordination du secteur forestier et améliorer l'image de la foresterie envers le grand public sont également visées. Le projet a récemment accepté la gestion d'un projet européen financé par l'IPA à soutenir davantage le renforcement des capacités dans le secteur. ■



Groupe de travail à Kolasin



Prise de mesures

Appui à la Formation professionnelle au Monténégro



MNE/011



BUDGET TOTAL EUR :
4 100 000

DÉBOURSÉS 2010 :
654 317

DURÉE :
2009 - 2013

Le projet entend contribuer à l'alignement des stratégies régionales de formation professionnelle dans les domaines du tourisme et de l'agriculture de la région du Nord-Est du Monténégro aux stratégies sectorielles nationales. Il est prévu aussi la rénovation de sept écoles professionnelles dans le but d'améliorer leurs conditions de travail et l'adaptation aux nouveaux curricula.





STATISTIQUES

77 474 km²

Superficie

96 %

Alphabétisation

41

Âge moyen

-0.467 %

Taux d'accroissement
de la population

Belgrade

Capitale

74

Espérance de vie à la
naissance

7 498 000

Population

60/169

Indice de Développement Humain 2010

SERBIE

La République de Serbie est un pays enclavé situé au carrefour de l'Europe centrale et l'Europe du Sud, qui couvre la partie sud du bassin des Carpates et la partie centrale des Balkans. La population de la Serbie est estimée à 7 498 000 habitants.

Après la tenue du référendum sur l'indépendance au Monténégro en mai 2006, suivie par une déclaration formelle d'indépendance de l'Union de Serbie-et-Monténégro, la Serbie est devenue une république autonome souveraine.

Le 29 avril 2008, la Serbie a signé un accord de stabilisation et d'association ainsi qu'un accord intérimaire sur les mesures liées au commerce avec l'Union européenne (UE). Le 22 décembre 2009, la Serbie a remis officiellement sa demande d'adhésion à l'UE.

Depuis 2000, l'économie de la Serbie a commencé à se relancer comme elle avait beaucoup souffert pendant les années 1990 en raison des conflits dans la région et l'embargo imposé à l'économie. La Serbie a progressé vers une économie de marché pleinement fonctionnelle où les gouvernements successifs ont mis en place des réformes visant à libéraliser les marchés.

Les plus importants secteurs de l'économie serbe comprennent l'agriculture, la métallurgie, les mines, l'énergie hydroélectrique, les biens de consommation, l'automobile, les produits pharmaceutiques ainsi que les produits pétroliers et chimiques. Les principaux partenaires commer-

ciaux en termes d'exportations sont la Bosnie-Herzégovine (12.2%), le Monténégro (11.7%) et l'Allemagne (10.4%). En ce qui concerne les importations, les principaux partenaires commerciaux sont la Fédération de Russie (15.3%), l'Allemagne (11.8%) et l'Italie (9.5%).

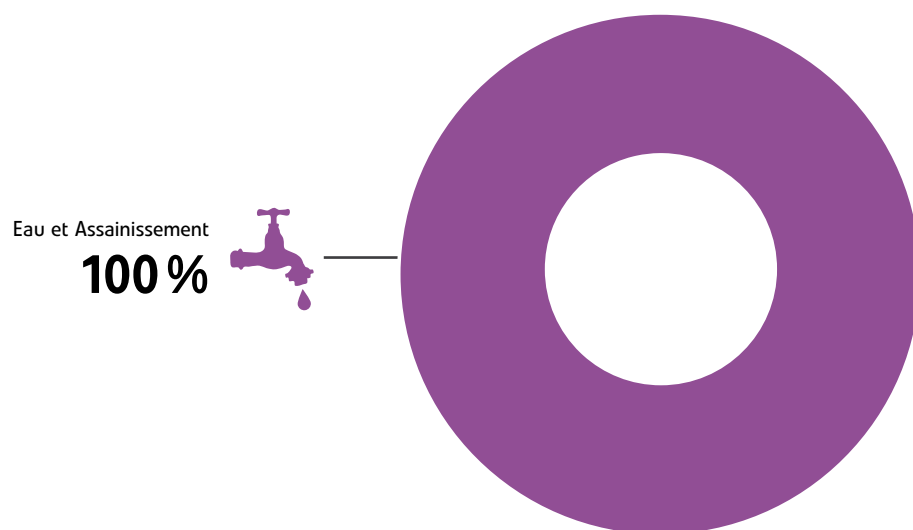
Par le passé, alors que la croissance économique a été engendrée par la demande intérieure, elle a été récemment plus alimentée par l'expansion des exportations. Ce changement demande à être confirmé, fondé sur une production industrielle à renforcer. En 2009, le PIB serbe a diminué de 3% en termes réels en raison de la crise économique mondiale. Ceci a provoqué une interruption d'une période de croissance soutenue avec un taux annuel moyen de 6% enregistré entre 2005 et 2008. Le PIB par habitant de 2009 (en parité de pouvoir d'achat) se chiffre à 37% de la moyenne UE-27, contre 33% en 2007.

Bien que l'activité économique se soit redressée progressivement, la situation sur le marché du travail s'est dégradée en 2010. Selon l'enquête de main-d'œuvre nationale d'avril 2010, le taux de chômage a grimpé à un sommet historique de 19.2%.

Bien que la Serbie soit un pays émergent, il est encore un important bénéficiaire d'aide internationale avec plus de 20 bailleurs internationaux soutenant des programmes de développement en Serbie. De 2000 à ce jour, la communauté internationale a contribué à hauteur de 4.5 milliards EUR aux programmes d'aide à destination de la Serbie. ■



Distribution des déboursements 2010 par secteur



Évolution des activités en Serbie (en millier EUR)



Appui à la Municipalité de Novi Pazar - Phase II

SRB/013



BUDGET TOTAL EUR :

4 500 000

DÉBOURSÉS EUR 2010 :

453 596

DURÉE

2009 - 2012



L'objectif du projet est d'améliorer et de réaliser un approvisionnement en eau fiable et durable, à un prix socialement et économiquement acceptable, à la population de Novi Pazar à travers la réhabilitation et l'expansion du réseau d'approvisionnement en eau existant.



Compteurs d'eau ▲

RÉCAPITULATIF PAR PAYS

	Budget total EUR	Déboursés 2009 EUR	Déboursés 2010 EUR
BUREAU DE DAKAR	151 834 323	20 587 499	17 590 165
<i>Sénégal</i>	<i>73 129 323</i>	<i>11 240 468</i>	<i>9 964 147</i>
<i>Mali</i>	<i>58 980 000</i>	<i>7 763 269</i>	<i>5 360 593</i>
<i>Afrique régionale</i>	<i>19 725 000</i>	<i>1 583 762</i>	<i>2 265 425</i>
BUREAU DE HANOÏ	114 720 093	8 449 199	11 753 517
<i>Vietnam</i>	<i>54 423 944</i>	<i>5 098 973</i>	<i>5 984 668</i>
<i>Laos</i>	<i>60 296 149</i>	<i>3 350 226</i>	<i>5 768 849</i>
BUREAU DE MANAGUA	73 127 959	15 027 918	9 573 290
<i>Nicaragua</i>	<i>42 509 380</i>	<i>5 961 488</i>	<i>5 321 982</i>
<i>El Salvador</i>	<i>29 157 041</i>	<i>7 046 972</i>	<i>4 251 308</i>
<i>Équateur</i>	<i>1 461 538</i>	<i>2 019 458</i>	<i>0</i>
BUREAU DE OUAGADOUGOU	63 754 388	6 488 354	8 479 633
<i>Burkina Faso</i>	<i>42 980 739</i>	<i>2 834 160</i>	<i>6 659 046</i>
<i>Niger</i>	<i>20 773 649</i>	<i>3 654 194</i>	<i>1 820 587</i>
BUREAU DE PRAIA	77 637 550	7 178 457	9 586 784
<i>Cap-Vert</i>	<i>77 637 550</i>	<i>7 178 457</i>	<i>9 586 784</i>
BUREAU DE PRISTINA	60 362 400	3 044 663	4 506 238
<i>Kosovo</i>	<i>28 295 000</i>	<i>1 607 467</i>	<i>2 097 508</i>
<i>Albanie</i>	<i>6 855 000</i>	<i>151 597</i>	<i>6 780</i>
<i>Monténégro</i>	<i>15 087 400</i>	<i>1 173 001</i>	<i>1 946 882</i>
<i>Serbie</i>	<i>10 125 000</i>	<i>112 598</i>	<i>455 068</i>
AUTRES PAYS	74 421 046	9 545 451	11 721 701
<i>Maroc</i>	<i>2 938 000</i>	<i>787 757</i>	<i>0</i>
<i>Mongolie</i>	<i>4 530 300</i>	<i>442 059</i>	<i>497 431</i>
<i>Namibie</i>	<i>39 251 546</i>	<i>4 943 043</i>	<i>8 140 162</i>
<i>Rwanda</i>	<i>25 211 200</i>	<i>3 001 965</i>	<i>3 084 108</i>
<i>Tunisie</i>	<i>2 490 000</i>	<i>370 627</i>	<i>0</i>
DIVERS	2 096 500	560 507	920 470
<i>AAA, EUR, MAE</i>	<i>2 096 500</i>	<i>560 507</i>	<i>920 470</i>
TOTAL	617 954 259	70 882 048	74 131 798



A network of practitioners...

The network is an open-platform for exchange, coordination and harmonisation between practitioners in the field of European Development Cooperation. Our ultimate goal is to improve and promote harmonised and joint activities between all the European actors, on the implementation level.

...a European initiative

We represent European Donor Agencies and Administrations who are directly involved in implementing development aid. We share experiences, good practices and tools and aim at developing joint operations, in order to deliver a specific European contribution to achieving higher levels of effectiveness in poverty reduction. Thereby, the EU, who is already the world major donor, will also be collectively a more efficient and innovative actor. The guiding principles, working methods and organisational structure of the network are described in the Charter.

Progress in Development Cooperation

<http://www.dev-practitioners.eu>



Gaston Schwartz

Directeur Général

Le contexte international de l'aide au développement a fortement évolué au cours des cinq dernières années. L'augmentation du volume de l'aide, l'amélioration de l'efficacité (de l'aide) et le développement des capacités sont devenus des thèmes de discussion et de réflexion pris en compte par l'ensemble des donateurs et bénéficiaires.

Comment LuxDev, en tant qu'agence d'exécution de la Coopération bilatérale luxembourgeoise, s'est-elle préparée à répondre à ces nouvelles exigences ?

Au Luxembourg, nous venons d'un peu plus loin que d'autres pays qui ont amorcé plus tôt les changements de leur coopération au développement. Nous avons longtemps appliqué une approche projets, alors que d'autres pays s'étaient lancés dans les approches programmes, les approches sectorielles, voire l'appui budgétaire. L'attente vis-à-vis de LuxDev était surtout de construire des écoles et des hôpitaux.

Depuis la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005) et le Programme d'Action d'Accra (2008) que le Luxembourg a signés, et la revue par les pairs de la Coopération luxembourgeoise dans le cadre du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE qui a eu

lieu en 2008, la Coopération luxembourgeoise a rapidement évolué.

Je considère que LuxDev est passée d'une agence d'exécution à une agence de coopération. Nous ne sommes plus une organisation qui prend en charge, à elle seule, la réalisation d'une infrastructure. Nous travaillons avec nos partenaires dans les pays en développement. Nos interventions s'inscrivent dans le cadre des politiques nationales et des stratégies sectorielles et nous appuyons nos partenaires pour mettre en œuvre les politiques définies par leurs gouvernements. Notre priorité est de regarder comment nous pouvons confier les responsabilités à nos partenaires et les accompagner pour leur permettre d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés.

Dans quelle mesure le métier de l'Agence a-t-il évolué, notamment en ce qui concerne les services offerts à son donneur d'ordre qui est le Ministère des Affaires étrangères, ainsi que les relations avec les partenaires dans les pays bénéficiaires ?

LuxDev est chargée de traduire sur le terrain les déclarations et les engagements pris au niveau politique. Pour cela, l'Agence essaie de développer les ressources

et les capacités qui lui permettent de répondre aux nouvelles attentes.

Ainsi, le rôle du chargé de programme au siège de l'Agence a fortement évolué. Il n'organise plus d'appels d'offres pour des travaux ou la fourniture d'équipements, mais assure un suivi plus global des interventions ; il participe aux formulations des projets et programmes, en collaboration avec les bureaux régionaux. Il effectue maintenant un travail plus conceptuel que technique.

En ce qui concerne les relations avec nos partenaires, un grand chemin a été parcouru. C'est aujourd'hui la partie nationale qui est responsable de la mise en œuvre des interventions, à travers les Accords de Partenariat opérationnel (APO). La responsabilité est déléguée aux partenaires qui travaillent dans leurs propres systèmes et appliquent les procédures nationales. Les experts de LuxDev ont un rôle de conseil et d'appui. Il y a encore cinq ou six ans, on parlait de « chef de projet ». Aujourd'hui, nous parlons de conseiller technique.

Ces changements ont des implications importantes sur la gestion des programmes. En particulier, LuxDev n'a plus la maîtrise du calendrier, ce qui peut entraîner des délais d'exécution plus longs. Le Ministère des Affaires étrangères était demandeur pour changer notre façon de tra-

vailler et en comprend et accepte les implications.

En termes d'organisation et de gestion internes, de quels outils l'Agence s'est-elle dotée pour prendre en compte ces changements. Quelles répercussions ont-ils eu sur son mode de fonctionnement ?

Une étape clé dans l'organisation interne de LuxDev a été la création d'une Direction Expertise et Qualité dans le but d'acquérir en interne une expertise sectorielle et thématique qui vient en appui aux équipes opérationnelles, ce qui n'existait pas auparavant.

Un autre élément important est le processus de décentralisation qui a entraîné un transfert de nombreuses responsabilités auparavant assumées par le siège vers les bureaux régionaux.

Le processus qualité mené au sein de l'Agence a lui permis de structurer et unifier ses méthodes et processus internes et l'a mise en position de pouvoir s'adapter aux changements.

Au niveau de la Direction des Opérations, comme je l'ai déjà indiqué, le rôle du chargé de programme a évolué. Pour accompagner cette mutation, l'Agence a mis en place un dispositif de formation continue.

En ce qui concerne l'administration et les finances, LuxDev gère directement tous les déboursments, à travers son système de comptabilité terrain. Avec la mise en place des APO, le système a complètement changé. Les partenaires locaux ont été responsabilisés et l'exécution n'est plus directement du ressort de LuxDev. Pour ce faire, l'Agence a introduit un dispositif d'analyse des risques qui évalue la situation avant la signature de chaque APO, et elle procède à des

contrôles ex post. Il s'agit pour nous d'un changement radical de la façon d'opérer.

LuxDev fait partie de plusieurs réseaux internationaux, tels que EUNIDA ou Train4Dev. Quel rôle ces réseaux jouent-ils dans la réflexion et l'adaptation de LuxDev aux nouvelles exigences et quelle contribution l'Agence peut-elle apporter à ses partenaires ?

À ce stade, la contribution de LuxDev est encore assez limitée. Nous disposons de relativement peu de ressources, en comparaison avec les grandes agences de coopération en Allemagne, en France ou en Belgique par exemple. LuxDev assure cependant la présidence de Train4Dev qui est un réseau inter-agences de développement des compétences.

En revanche, l'Agence tire fortement profit des réseaux qui lui permettent d'acquérir des compétences à travers des échanges d'expériences ou la participation à des séminaires. Cela nous donne aussi une autre vision des choses et nous ouvre de nouvelles opportunités.

Quelles leçons les expériences menées notamment avec la mise en place des APO et l'orientation en faveur du développement des capacités des institutions partenaires permettent-elles de tirer ? Quelles sont les principales orientations/perspectives envisagées par l'Agence pour continuer de répondre aux changements internationaux ?

Nous constatons par exemple qu'un certain nombre d'opérations prennent plus de temps qu'auparavant. L'APO est un nouvel outil et il faut du temps pour se familiariser avec lui. En général, les procédures nationales sont aussi plus longues que les nôtres. Mais globalement les retours de nos partenaires sont très positifs. Lorsque des problèmes se présentent, nous voyons conjointement avec nos partenaires comment nous pouvons les résoudre et à cet égard le développement des capacités joue un rôle essentiel.

Une évaluation du dispositif APO est actuellement en cours. LuxDev suit de très près les résultats de cet exercice et va continuer d'adapter cet outil et, plus largement, sa façon de travailler. ■

● Définition

Train4Dev

En avril 2009, LuxDev est devenue membre effectif du réseau Train4Dev « *Joint Donors' Competence Development Network* » dont l'objectif consiste à promouvoir l'efficacité de l'aide à travers une meilleure coopération entre les différents bailleurs pour le développement de leurs compétences et de celles de leurs partenaires.

EUNIDA

EUNIDA (*European Network of Implementing Development Agencies*) est un réseau qui regroupe des agences de coopération au développement de plusieurs États membres de l'Union européenne (UE), et qui est constitué en un Groupement européen d'intérêt économique (GEIE). Avec EUNIDA, l'Union européenne dispose d'un interlocuteur qui centralise les ressources des agences de coopération européennes dans le but de réaliser des actions de coopération internationale.

Nicolas Tasch



Mon expérience ATJ (Assistant technique junior)

Mon expérience ATJ, à Praia au Cap-Vert, débute dans la foulée d'un volontariat réalisé au Pérou pour le compte d'une ONG austro-péruvienne. Cette première expérience professionnelle après des études en sciences de la communication a été un enrichissement très précieux pour moi.

Mon travail dans un quartier défavorisé de Lima m'a permis d'être très proche de la population, de voir les nécessités et les impacts d'un travail tellement important. J'ai été reçu avec une amabilité généreuse jamais connue auparavant. J'ai partagé leur quotidien, leur culture, leurs joies tout comme leurs souffrances. C'est surtout pendant ces huit mois que j'ai pris la décision de continuer mon travail dans le monde de la coopération au développement.

De retour au Luxembourg, j'ai pris connaissance du programme d'apprentissage de la Coopération luxembourgeoise. Sur base d'un dossier assez complet, des jeunes résidents du Luxembourg ont la possibilité de postuler pour un stage d'une année auprès de LuxDev, Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement. Ces stages se dérou-

lent dans un des pays cibles de la Coopération luxembourgeoise. Après avoir fait connaissance avec la coopération directe au Pérou, j'ai eu l'occasion cette fois-ci de connaître les mécanismes intrinsèques de la coopération bi- et multilatérale.

Ma candidature a été retenue pour une affectation au Cap-Vert, et plus précisément pour le projet CVE/075 – Santé et Cantines Scolaires au sein de la FICASE (*Fundação Cabo-verdiana de Acção Social Escolar* – Fondation Capverdienne d'Action Sociale et Scolaire). Le projet consiste dans le renforcement des capacités techniques de la FICASE. Notamment cet appui est donné à l'exécution du programme national de la santé scolaire et du programme national de l'alimentation scolaire. Le volet de la communication est comme de bien entendu un maître-atout de ce programme de santé.

À mon arrivée en octobre 2010, le projet terminait sa phase de lancement. Cette phase consistait dans un premier temps en l'harmonisation du dit projet avec le programme « Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutrition dans les écoles » du PAM (Programme Alimentaire Mondial des Nations

Unies), également financé par le gouvernement du Luxembourg dans le cadre de la coopération multilatérale.

Passé ce stade, une restructuration organisationnelle a été jugée nécessaire pour le renforcement des capacités et pour rendre le travail plus efficace. Dans une deuxième phase, des ressources pour l'élaboration d'une stratégie de communication au thème de la santé scolaire ont été mobilisées.

À présent, il s'agit de mettre en œuvre cette stratégie.

C'est ici que mon travail commence.

Une des activités prévues dans le document de projet a été l'appui aux initiatives locales en IEC (Information, Éducation, Communication) pour la santé et la nutrition scolaire. Toutes activités locales, visant l'amélioration et le changement des comportements favorables à la santé et à la nutrition, sont éligibles pour un financement. Les enfants sont ici les bénéficiaires directs de ces efforts. C'est dans le cadre d'un APO (Accord de Partenariat Opérationnel) que cette activité se réalise, c'est-à-dire, des fonds sont



Les gagnants du concours lors de la signature des contrats.

En bas au milieu: Fernanda Marques, la Ministre de l'Education et du Sport et Felisberto Moreira, Président de la FICASE. En haut: Thierry Lippert, représentant de la Coopération luxembourgeoise et Jacques Gruloos, CTP du projet CVE/075.

mis à la disposition du partenaire principal pour en assumer la réalisation.

En appuyant la réalisation, il a été décidé de lancer un concours public de financement de microprojets. Mes tâches concernant cet APO sont nombreuses :

- élaboration des termes de référence du concours avec le partenaire ;
- appui à la budgétisation et à la planification des modalités d'exécution du concours et des activités ;
- suivi des activités et du financement des microprojets ;
- élaboration des rapports à mi-concours et la participation à l'évaluation de l'accomplissement de l'APO.

En bref, mon affectation me permet de connaître presque tous les outils et mécanismes de la gestion des projets.

La réponse au concours a été incroyable. Dans cette première édition du concours (cinq éditions sont programmées), plus de 150 entités ont participé avec leurs projets. La sélection des projets à financer n'a pas été facile. De mon bureau à Praia, il est très difficile de se faire un jugement de l'urgence ou de la réelle opportu-

nité du financement des projets soumis. Un comité de sélection a élu un bon nombre de projets pour conclure la première édition du concours, en sachant qu'il y aurait plus de fonds disponibles ultérieurement.

Tous les projets sélectionnés sont considérés durables. Les activités présentées pour atteindre les objectifs ambitieux sont très nombreuses :

- concours de radio et de dessins ;
- pièces de théâtre ;
- tables rondes ;
- formation des professeurs et des parents ;
- activités de préservation de l'environnement ;
- campagnes de sensibilisation.

L'aspect qui me plaît beaucoup dans la réalisation de ce projet, est que les résultats seront visibles pour moi et ne resteront pas abstraits dans leur existence institutionnelle. En suivant les activités des projets et en pouvant me rendre sur place pour visiter ce qu'il y a été réalisé, je peux directement observer les effets.

Pour ma part, au niveau professionnel j'ai pu gagner en expérience à plusieurs niveaux. J'ai eu l'occasion de travailler dans un environnement

qui est normalement réservé aux experts. J'ai aussi appris à organiser et planifier mon travail ce qui me rends plus efficace. J'ai eu un aperçu des outils et mécanismes de gestion de projet qui sont difficiles à percevoir. J'ai dû apprendre une langue inconnue et ainsi nettement améliorer mes compétences linguistiques. J'ai eu la chance de vivre dans un contexte culturel différent et d'enrichir mes expériences personnelles d'une culture ensorcelante et de faire de nouvelles connaissances.

Globalement, l'expérience ATJ est une expérience que je recommande sans hésiter à tous les jeunes. Je suis fier de pouvoir contribuer au développement du Cap-Vert, même si ce n'est seulement qu'une goutte sur la pierre brûlante. ■





FINANCES

le rapport de gestion

Situation de la société

En 2010, le montant total des déboursements effectués dans l'intérêt des 129 projets et programmes gérés par l'Agence s'est élevé à 74 131 798 EUR, dont 72 342 651 EUR pour le compte de l'État luxembourgeois, contre 70 882 048 EUR en 2009, soit une augmentation de 4.58%.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des projets et programmes, l'Agence dispose d'un budget mis à disposition par l'État luxembourgeois de 9 136 143 EUR pour 2010, dont 9 025 198 EUR ont été appelés au cours de l'exercice 2010.

Au 31 décembre, l'Agence comptait 109 collaborateurs (chiffre identique à 2009), qui se répartissent comme suit : 54 au siège et 55 sur le terrain, y compris dans les six bureaux régionaux.

L'Agence opère des bureaux régionaux à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoi et Managua.

En 2010, les pays partenaires privilégiés étaient au nombre de 10 : Cap-Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Namibie, Vietnam, Laos, Nicaragua et El Salvador. L'Agence est restée opérationnelle dans cinq autres pays, à savoir le Kosovo, le Monténégro, la Serbie, le Rwanda et la Mongolie.

L'Agence a clôturé l'exercice 2010 avec un bénéfice de 53 128 EUR après rétrocession à l'État.

Évolution des affaires

Pour 2011, le Ministère des Affaires étrangères a réservé une enveloppe totale de 76 500 000 EUR (85 000 000 EUR en 2010) à l'Agence pour l'exécution de ses projets et programmes.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des projets et programmes, le Conseil d'Administration a approuvé un budget de 9 220 115 EUR à l'Agence pour 2011.

En 2011, l'Agence prévoit un nombre de collaborateurs sensiblement identique au 31 décembre 2010.

le rapport de gestion

Autre fait marquant

La situation de sécurité s'est sensiblement détériorée dans deux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, à savoir au Mali et au Burkina Faso. Par contre, le Niger semble rentrer dans l'ordre avec l'élection démocratique d'un nouveau Président et d'un nouveau Parlement le 12 mars 2011. Ces événements risquent d'avoir un impact sur les déboursements de l'Agence en 2011.

Évènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est survenu après la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2010.

Luxembourg, le 25 mai 2011

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

bilan au 31 décembre 2010

ACTIF	31.12.2010 (EUR)	31.12.2009 (EUR)
ACTIF IMMOBILISÉ		
Immobilisations incorporelles		
Concessions, brevets, licences et marques	21 577.00	29 500.22
Immobilisations corporelles		
Terrains et constructions	16 697.82	25 185.50
Autres installations	184 020.49	192 635.38
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	222 295.31	247 321.10
ACTIF CIRCULANT		
Créances		
Créances résultant de ventes et prestations de services		
- durée résiduelle inférieure à un an	550 713.79	401 170.4
Autres créances		
- durée résiduelle inférieure à un an	583 678.97	261 047.00
Avoirs en banques, Avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse	2 312 081.30	1 715 496.24
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 446 474.06	2 377 713.64
COMPTES DE RÉGULARISATION	215 164.48	47 582.54
TOTAL DE L'ACTIF	3 883 933.85	2 672 617.28

bilan au 31 décembre 2010

PASSIF	31.12.2010 (EUR)	31.12.2009 (EUR)
CAPITAUX PROPRES		
Capital souscrit		
- capital social	250 000.00	250 000.00
Réserves		
- réserve légale	25 000.00	25 000.00
- autres réserves	38 000.00	38 000.00
Résultats reportés	497 763.09	461 616.38
Résultat de l'exercice	53 127.52	36 146.71
TOTAL CAPITAUX PROPRES	863 890.61	810 763.09
PROVISIONS		
Provisions pour impôts	24 603.99	4 759.32
Autres provisions	1 530 197.35	968 236.43
TOTAL PROVISIONS	1 554 801.34	972 995.75
DETTES		
Dettes sur achats et prestations de services		
- durée résiduelle inférieure à un an	312 840.77	184 285.00
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		
- dettes fiscales	119 485.02	177 680.29
- dettes au titre de la sécurité sociale	276 760.93	192 711.05
Autres dettes		
- durée résiduelle inférieure à un an	522 604.46	156 797.70
• rétrocession à l'État luxembourgeois	212 510.07	144 586.83
TOTAL DETTES	1 444 201.25	856 060.87
COMPTES DE RÉGULARISATION	21 040.65	32 797.57
TOTAL DU PASSIF	3 883 933.85	2 672 617.28

compte de profits & pertes

POUR L'EXERCICE SE CLÔTURANT AU 31 DÉCEMBRE 2010

CHARGES	31.12.2010 (EUR)	31.12.2009 (EUR)
CHARGES		
Charges brutes	2 529 917.95	2 513 881.38
Rétrocession à l'État luxembourgeois	212 510.07	144 586.83
Charges d'associations momentanées	152 915.45	33 105.08
Frais de personnel		
Salaires et traitements	5 942 051.07	6 089 329.24
Charges sociales couvrant les salaires et traitements	782 769.01	657 124.72
Pensions complémentaires	134 288.42	94 170.51
	6 859 108.50	6 840 624.47
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	109 872.62	99 596.00
Autres charges d'exploitation	432 142.37	0.00
Intérêts et autres charges financières		
Autres intérêts et charges	17 291.14	20 368.17
Charges exceptionnelles	4 647.33	0.00
Impôts sur le résultat	15 629.67	1 414.32
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	4 215.00	7 210.00
Bénéfice de l'exercice	53 127.52	36 146.71
TOTAL DES CHARGES	10 391 377.62	9 696 932.96

compte de profits & pertes

POUR L'EXERCICE SE CLÔTURANT AU 31 DÉCEMBRE 2010

PRODUITS	31.12.2010 (EUR)	31.12.2009 (EUR)
PRODUITS		
Montant net du chiffre d'affaires	9 068 856.11	8 528 659.39
Autres produits d'exploitation	1 142 620.30	1 117 057.88
Produits d'associations momentanées	152 915.45	33 105.08
Autres intérêts et autres produits financiers autres intérêts et produits assimilés	26 985.76	18 110.61
TOTAL DES PRODUITS	10 391 377.62	9 696 932.96

crédits

Coordination LuxDev

Richard Schmid

Rédaction

François Bary & Richard Schmid

Rédaction Dossier spécial: Renforcer l'efficacité de l'aide au développement

Marc Riehl

Conception graphique et réalisation

Cathy Scheltien

Crédits photos

Couverture: Cathy Schmartz, Mali

Deuxième de couverture : Richard Schmid, Mali

page 4 : Jérôme Vançon, Burkina Faso

page 7 : Peter Kurt Hansen, Laos

page 9 : SIP / Charles Caratini, Laos

page 11 : Inti Ocon - « Route du Café », Nicaragua

page 12 : SIP / Charles Caratini, Laos

page 15 : Charlotte Heldenstein, Sénégal

page 18 : Charlotte Heldenstein, Sénégal

page 20 : Michael Vernailen, Laos

page 23 : Jean-Paul Goor, Sénégal

page 25 : Christine Omes, Laos

pages 28-29 : Jérôme Vançon, Burkina Faso

pages 38-39 : Max Glesener, Mali

page 41 : Jérôme Vançon, Burkina Faso

page 42 : Amy Reggio, Burkina Faso

page 43 : Richard Schmid, Burkina Faso

page 46 : Frédéric Rouffe, Cap-Vert

page 47 : Simon & Christiansen, Cap-Vert

page 48 : Carlos Lima, Cap-Vert

page 52 : Cathy Schmartz, Mali

page 53 : Valérie Schneider, Mali

page 54 : Mohamed Touré - SAVAMA-DCI, Mali

page 55 : Cathy Schmartz, Mali

page 59 : Guirec Halfants, Namibie

page 60 : Guirec Halfants, Namibie

page 71 : SIP / Charles Caratini, Sénégal

pages 74-75 : Mathieu Reichling, Nicaragua

page 77 : Juan Carlos Marcitllach, El Salvador

page 78 : Liliana Aragón, El Salvador

page 81 : SIP / Luc Deflorenne, Nicaragua

page 82 : Liliana Aragón, Nicaragua

page 83 : Inti Ocon - « Route du Café », Nicaragua

pages 86-87 : Catherine Mertz, Vietnam

page 89 : Michael Vernailen, Laos

page 90 : Michael Vernailen, Laos

page 95 : Thierry Plompen, Mongolie

page 99 : Christine Omes, Vietnam

page 101 : Raja Chowdhry, Vietnam

page 102 : talbotimages.com, Vietnam

pages 106-107 : Xhemajli Mersina, Kosovo

page 109 : Fellanza Abdullahu, Kosovo

page 110 : Xhemajli Mersina, Kosovo

page 113 : Laurence Thill, Monténégro

page 117 : Darko Abrahamski, Serbie

page 118/1 : Darko Abrahamski, Serbie

page 118/2 : Darko Abrahamski, Serbie

page 121 : Inti Ocon - « Route du Café », Nicaragua

pages 126-127 : Robert de Waha, Mali

page 135 : SIP / Charles Caratini, Laos

Tous nos remerciements aux auteurs des photos se trouvant dans la partie Projets. Pour des raisons de place, il nous est impossible de tous les mentionner.

© Lux-Development | imprimé sur PEFC - RapidoGloss - couché brillant avec bois blanc 70 g/m²



Lux-Development

A 10, rue de la Grève, BP 2273, L-1022 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | **F** +352 29 58 58 200

E ask@luxdev.lu | www.luxdev.lu